



## **Déclaration de la Ligue communiste internationale**

**A bas l'embargo de famine de l'ONU !  
Défense de l'Irak contre l'attaque  
impérialiste des USA et de leurs alliés !**

PAGE 2

**Un livre de la Prometheus Research Library**

## **Les Années Noires**

**James P. Cannon contre Max Shachtman dans la  
Communist League of America, 1931-1933**

PAGE 35

**Racisme, sexisme, religion et préjugés anti-musulmans**

## **Les femmes et l'immigration en France**

PAGE 56

**Présentations de camarades sud-africains à une réunion de la LCI**

**La lutte anti-apartheid et la nécessité  
d'un parti d'avant-garde léniniste**

PAGE 25

**Le bilan de la collaboration de classes stalinienne : des révolutions trahies**

**Proche-Orient, années 1950 : révolution  
permanente contre nationalisme bourgeois**

PAGE 11

# A bas l'embargo de famine de l'ONU!

## Défense de l'Irak contre l'attaque impérialiste des USA et de leurs alliés!

### Déclaration de la Ligue communiste internationale

*Nous reproduisons ci-dessous une déclaration de la LCI en date du 23 octobre 2002, publiée en dix langues.*

L'impérialisme US mène le monde à la guerre. Des dizaines de milliers de soldats américains et britanniques prennent position en vue d'une attaque à grande échelle contre l'Irak, tandis que d'autres puissances, de l'Australie à la Turquie, jouent des coudes pour avoir un rôle dans le massacre et obtenir une part du butin. La Maison Blanche a déjà révélé ses plans pour une occupation militaire de l'Irak dans l'après-Saddam Hussein. Il n'y a qu'à voir l'arsenal nucléaire que les Etats-Unis menacent d'utiliser aujourd'hui pour comprendre que si cet ordre impérialiste continue de sévir, la vie sur cette planète est en danger.

Dans la guerre contre l'Irak, la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) choisit clairement son camp: nous sommes pour la défense militaire de l'Irak, sans donner un milligramme de soutien politique au régime de Saddam Hussein. Hussein c'est l'opresseur sanguinaire des ouvriers irakiens, des militants de gauche, des musulmans chiites, du peuple kurde et d'autres encore. En tant que tel, il a été un allié proche et un protégé de l'impérialisme américain pendant 20 ans avant qu'il ne s'empare du Koweït en

1990. Maintenant, les Etats-Unis veulent un régime plus docile et veulent avoir un plus grand contrôle sur les puits de pétrole, ne serait-ce que pour «rationner» leurs rivaux économiques comme le Japon et l'Allemagne, car ceux-ci sont davantage à la merci du pétrole du Proche-Orient. En suspendant une épée de Damoclès au-dessus de la Corée du Nord, Washington montre clairement que ce pays est le prochain sur la liste, dans l'éventualité d'une victoire facile en Irak. Le fait que les impérialistes n'aient pas encore menacé de bombarder la Corée du Nord, en réaction aux informations selon lesquelles elle est peut-être en train d'acquérir une capacité nucléaire, ne fait que souligner que dans le monde actuel les armes nucléaires sont l'unique garantie de la souveraineté d'un pays. Chaque victoire des impérialistes dans leurs guerres de rapines les encourage à se lancer dans de nouvelles aventures militaires. Chacun de leurs revers aide les luttes de la classe ouvrière et des opprimés.

L'Irak néo-colonial est déjà saigné à blanc depuis 12 ans avec les sanctions de l'ONU (ces dernières ayant fait au moins un million et demi de victimes civiles). L'avantage militaire colossal des Etats-Unis face à lui souligne l'importance de la *lutte de classe* dans les métropoles impérialistes. C'est le moyen essentiel de donner un contenu concret à un appel pour défendre l'Irak. Toute grève, toute mobilisation ouvrière contre les plans de guerre, toute manifestation de masse contre des attaques que subissent les ouvriers et les minorités, toute lutte contre la répression à l'intérieur du pays, et les attaques contre les libertés individuelles, porte un coup à la campagne de guerre impérialiste. Pour mettre fin une fois pour toutes à la guerre, il faut que le système capitaliste qui l'engendre soit balayé par une série de révolutions qui mettent en place une économie rationnelle, planifiée, égalitariste et socialiste au niveau mondial. *L'anti-impérialisme à l'étranger, cela signifie lutte de classe ici! Défense de l'Irak contre l'attaque impérialiste!*

La vigueur avec laquelle les alliés de Washington à l'ONU, en particulier l'Allemagne, critiquent ouvertement les provocations enragées de l'administration Bush au Proche-Orient montre à quel point les tensions au sein des puissances impérialistes se sont intensifiées ces dernières années. Les Etats impérialistes subordonnés objectent aujourd'hui parce que la botte du cow-boy les rudoie un peu trop, mais ils acquiesceront tous aux diktats de l'impérialisme US, le maître des classes capitalistes, car ils ne sont

édition française

# SPARTACIST

Organe du marxisme révolutionnaire

Publié par le comité exécutif international de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

COMITE DE REDACTION: Elizabeth Gordon et Herminio Sanchez (responsables), Guillaume José et Blandine Hauser (coordination), Alexandre Duannec, Charles Galarneau, Amy Rath (Femmes et Révolution), Alison Spencer

REALISATION: Susan Fuller

DIFFUSION: Jeff Thomas (New York), Michael O'Connell (Paris)

SPARTACIST PUBLISHING COMPANY  
Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA  
Téléphone: 1 (212) 732-7862

*Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.*

numéro 35



printemps 2003



La Bochevik

**Manifestation contre la guerre en Irak à Paris le 15 février dernier : la LTF s'oppose au social-chauvinisme de la gauche française qui se tourne vers Chirac pour « empêcher » la guerre.**

pas assez puissants pour s'opposer aux Etats-Unis et ils veulent récupérer au moins une part du butin en récompense. Comme l'a ouvertement déclaré un dirigeant de la compagnie pétrolière française TotalFinaElf: « Nous voulons le pétrole et nous voulons faire partie de la reconstruction du pays. S'il y avait un nouveau régime et que nous ne soyons pas avec les Américains, où serions-nous? »

**La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens**

Pour mener sa guerre en Afghanistan, la bourgeoisie américaine a cyniquement manipulé la douleur et l'horreur que des millions de personnes ont ressenties lors de l'attaque criminelle et démente contre le World Trade Center. Mais le consensus patriotique aux USA s'effrite et ailleurs dans le monde il y a une opposition massive à une guerre en Irak. Pour mener la guerre, il faut la paix sociale et, de Los Angeles à Londres, on se rend compte que les fauteurs de guerre impérialistes sont des casseurs de syndicat et des briseurs de grèves. En déclarant qu'une grève pourrait « menacer la sécurité nationale », l'administration Bush utilise la force répressive de l'Etat capitaliste pour contraindre le puissant syndicat des dockers américains, l'ILWU, à travailler dans les conditions imposées par l'association patronale qui veut casser le syndicat. De l'autre côté de l'océan, le gouvernement britannique menace d'envoyer l'armée casser la grève des pompiers. Les plongeurs de la Bourse privent des millions de travailleurs de leur retraite, tandis que les scandales publics montrent à quel point les chefs d'entreprise sont cupides et rapaces. Les emplois de dizaines de milliers de travailleurs, dont l'ensemble de la main-d'œuvre de plusieurs usines Fiat en Italie, risquent bientôt d'être sabrés comme un membre gangrené, par des capitalistes qui ne cherchent qu'à protéger leur marge de profit malgré la crise économique capitaliste. Les libertés individuelles sont bafouées et les capitalistes intensifient leurs assauts contre

« l'Etat-providence » et les autres acquis arrachés par des décennies de luttes ouvrières.

Partout, la chasse aux immigrés s'est intensifiée jusqu'à l'hystérie car les gouvernements capitalistes essaient de dévier la lutte de classe en se servant du racisme et de la xénophobie. Cette hystérie anti-immigrés coûte la vie à des milliers de réfugiés désespérés qui essaient de traverser la frontière des Etats-Unis à partir du Mexique ou d'embarquer à bord de bateaux en piteux état en direction de l'Australie ou de l'Europe de l'Ouest. Avec la récession, les bourgeoisies de l'Europe de l'Ouest, qui faisaient venir en grand nombre les immigrés quand ils leur étaient utiles, n'ont maintenant plus besoin d'eux pour avoir de la main-d'œuvre sous-payée. Tout ceci montre bien que le système capitaliste est ce qu'il y a de plus dangereux et de plus nocif pour les ouvriers à travers le monde. Il y a 10 ans, les bourgeois nous rebattaient les oreilles avec la soi-disant « mort du communisme ». Mais le capitalisme a mené le monde à une impasse, comme le montre bien la guerre en Irak, quand la nuit les missiles déchirent le ciel dans un vacarme terrifiant. Pour aller de l'avant, la seule voie possible c'est de se battre pour le communisme authentique (et non sa perversion stalinienne) avec des partis ouvriers révolutionnaires comme instrument.

Aux Etats-Unis, ni le patriotisme à outrance ni la répression effrénée de l'Etat n'ont amené les masses à soutenir la guerre contre l'Irak. En Europe des centaines de milliers d'ouvriers et de jeunes anti-impérialistes ont manifesté leur opposition à cette guerre. Le problème, c'est que les manifestations antiguerre en Europe ont toutes été canalisées dans une direction nationale-chauvine qui est de demander à « sa propre » bourgeoisie de s'opposer aux Américains. Aux USA, les libéraux bourgeois et la pseudo-gauche, en bêlant « de l'argent pour les emplois, pas pour la guerre », font croire que les capitalistes peuvent réviser leurs priorités fondamentales pour servir les intérêts des travailleurs.

La vérité, c'est que le système capitaliste dans son ensemble est basé sur l'accaparement du profit par ceux qui possèdent les moyens de production; ceux-ci exploitent et assujettissent les ouvriers qui produisent les richesses de la société. La guerre est une expression concentrée de ce conflit, puisque les bourgeoisies capitalistes concurrentes se disputent pour mettre la main sur les ressources naturelles et se tailler de nouveaux marchés, afin d'exporter leurs capitaux et de trouver de la main-d'œuvre bon marché. Lénine, qui a dirigé la Révolution russe, a bien montré la différence entre, d'une part le *pacifisme bourgeois*, qui endort les masses et sème des illusions dans la « démocratie » capitaliste, et d'autre part le désir ardent des masses pour la paix. Lorsque la Première Guerre mondiale inter-impérialiste a éclaté, Lénine a écrit :

« A l'heure actuelle, une propagande de paix qui n'est pas accompagnée d'un appel à l'action révolutionnaire des masses ne peut que semer des illusions, corrompre le prolétariat en lui inculquant la confiance dans l'esprit humanitaire de la bourgeoisie et en faire un jouet entre les mains de la diplomatie secrète des pays belligérants. Notamment, l'idée suivant laquelle on pourrait aboutir à une paix dite démocratique sans une série de révolutions est profondément erronée. »

— « Conférence des sections à l'étranger du POSDR », février 1915  
(Œuvres, tome 21)

Dans les guerres prédatrices entre les pillards impérialistes et leurs victimes coloniales ou semi-coloniales, le prolétariat n'est pas neutre. Comme le soulignait Lénine dans sa brochure de 1915, *le Socialisme et la guerre* :

« [...] si demain le Maroc déclarait la guerre à la France, l'Inde à l'Angleterre, la Perse ou la Chine à la Russie [tsariste], etc., ce seraient des guerres "justes" et "défensives", *quel que soit celui qui commence*, et tout socialiste appellerait de ses vœux la victoire des Etats opprimés, dépendants, lésés dans leurs droits, sur les "grandes" puissances oppressives, esclavagistes, spoliatrices. »

Il y a de réelles possibilités d'organiser une lutte de classe en opposition à la guerre impérialiste et de briser les limites nationalistes et économistes étroites à l'intérieur desquelles les lieutenants ouvriers de la classe capitaliste contiennent les grèves: Pendant la guerre des USA et de l'OTAN contre la Serbie en 1999, les syndicats italiens COBAS ont organisé une grève générale politique d'un million d'ouvriers. Les ouvriers de Fiat, qui se battent aujourd'hui contre la fermeture d'usines en Italie, ont organisé une campagne d'aide financière pour leurs camarades, les travailleurs de l'usine automobile yougoslave de Zastava, qui avait été bombardée par les impérialistes; toutes les sections de la LCI ont soutenu activement cette campagne. L'an dernier, les dockers japonais de Sasebo ont montré la voie en refusant de charger du matériel militaire japonais à destination de la guerre en Afghanistan. Aujourd'hui, les courageux travailleurs turcs de la base aérienne d'Incirlik, prévue pour être une aire de lancement importante pour la guerre en Irak, menacent de faire grève.

Ce qui est essentiel, c'est de tracer une ligne de classe et de délivrer les ouvriers et la jeunesse anti-impérialiste des politiciens bourgeois, de leurs agents dans les syndicats et de leurs larbins « d'extrême gauche », car ceux-ci cherchent à



Aral/Sipa

**Quartier de Bagdad détruit lors d'une attaque américaine au missile en 1997 (ci-dessus). Manifestation de femmes irakiennes contre les sanctions de famine de l'ONU en 1998.**

Le Nouvel Afrique-Asie



transformer la haine justifiée de la guerre en d'illusoire appels à des réformes parlementaires de ce système qui, étant basé sur le profit, engendre la guerre. En Europe de l'Ouest, ces gens-là soutiennent aussi leur propre bourgeoisie contre les Américains. Dans le ventre de la bête impérialiste, la Spartacist League/U.S., section américaine de la LCI, montre la voie en défilant sous des mots d'ordres révolutionnaires internationalistes dans les manifestations anti-guerre: « *Pour la lutte de classe contre les dirigeants capitalistes! Défense de l'Irak contre l'attaque impérialiste! A bas l'embargo de famine de l'ONU! Toutes les troupes impérialistes, des USA et de l'ONU, hors du golfe Persique et du Proche-Orient!* »

### **La doctrine de Bush: premier gendarme nucléaire du monde**

En septembre dernier, l'administration Bush a rendu publique sa « stratégie de sécurité nationale », qui est une bombe diplomatique entérinant le principe de guerre « préventive », y compris avec des armes nucléaires, contre qui-conque se mettrait en travers de la route des Etats-Unis et qui déclare qu'aucune puissance ne rattrapera la supériorité mili-

taire énorme des Etats-Unis, qui s'est encore renforcée depuis que l'Union soviétique a été détruite par la contre-révolution capitaliste en 1991-1992. (Le budget militaire américain est maintenant plus important que celui des 19 autres pays suivants réunis.) Cette menace est en premier lieu dirigée contre la Chine, ainsi que contre les rivaux impérialistes des Américains. La nouvelle politique représente un changement significatif par rapport à la façon dont les Etats-Unis ont dominé le monde depuis qu'ils ont triomphé de leurs autres rivaux lors de la Première et de la Deuxième Guerres mondiales impérialistes. Ces dernières décennies, les Etats-Unis commettaient leurs actes de brigandage sous le prétexte d'apporter la « démocratie » et de « libérer » les populations de la « dictature ». Les Nations Unies ont servi de feuille de vigne « humanitaire » à la terreur et à l'oppression de l'impérialisme US à travers le monde, depuis la guerre de Corée en 1950-1953 jusqu'à l'embargo qui affame l'Irak.

Lorsque les sociaux-démocrates européens et la soi-disant « extrême gauche » se plaignent de l'« unilatéralisme » américain, cela ne représente en aucun cas une opposition de classe à l'impérialisme américain. Ce ne sont que les geignements d'Etats moins puissants, et de leurs apologistes, qui veulent une plus grosse part du gâteau et qui préféreraient être traités avec plus de gants. Leurs manœuvres aux Nations Unies sont essentiellement des intrigues visant à faire pression sur les Etats-Unis au service de leurs propres intérêts nationaux. Lénine disait que la Société des Nations, l'ancêtre des Nations Unies, était « une caverne de brigands » et l'ONU sert ce but aujourd'hui : régler les conflits mondiaux dans le cadre déterminé par les puissances impérialistes prépondérantes, toutes ces manœuvres étant déguisées en mission de « paix ». Mais aujourd'hui, les Etats-Unis se sentent en confiance. Ils jettent bas les masques et disent ouvertement : « Faites ce qu'on vous dit sinon vous serez le prochain sur la liste. » Et les Etats moins puissants marchent droit, acceptent d'exempter les militaires américains des tribunaux internationaux pour crimes de guerre et acquiescent quand les Américains demandent aux Irakiens d'assassiner leur chef d'Etat !

Le changement de politique de la Maison Blanche n'est ni d'ordre simplement sémantique ni une absence de tact diplomatique. C'est la forme du « nouvel ordre mondial » issu de la destruction de l'Union soviétique. L'Union soviétique était la patrie de la révolution d'Octobre 1917, la première et jusqu'à présent la seule révolution ouvrière victorieuse dans le monde. Le système d'exploitation capitaliste a été renversé et remplacé par une économie planifiée et collectivisée. Cependant, en l'absence de révolutions socialistes en Allemagne et dans d'autres pays industriels avancés, le jeune Etat ouvrier s'est trouvé sans ressources et encerclé par des puissances impérialistes hostiles. Une caste bureaucratique conservatrice, un peu comme la bureaucratie qui dirige les syndicats dans les pays capitalistes, a alors arraché le pouvoir politique à la classe ouvrière soviétique. Léon Trotsky, qui avec Lénine avait dirigé la révolution ouvrière, a combattu la dégénérescence bureaucratique de l'Union soviétique sous Staline et a lutté pour que l'URSS revienne sur la voie de l'internationalisme révolutionnaire. En 1933, Trotsky appela à une révolution politique pour chasser la bureaucratie, tout en continuant à insister qu'il était du devoir du prolétariat international de défendre militairement le premier Etat ouvrier du monde contre les tentatives internes ou externes de restauration capitaliste.

Malgré sa déformation stalinienne, l'Union soviétique était la puissance militaire et industrielle sur laquelle s'ap-

puyait tout Etat ayant renversé la domination capitaliste, du Vietnam à Cuba. Maintenant que la puissance militaire soviétique n'est plus là pour retenir l'impérialisme US, celui-ci foule aux pieds toute la planète et étend sa présence militaire sur tous les continents et toutes les mers. Les rivalités inter-impérialistes, qui étaient souvent subordonnées à la volonté commune de détruire l'Union soviétique, reviennent maintenant sur le devant de la scène. La réélection du chancelier allemand Gerhard Schröder sur la base de ses positions anti-américaines dans le conflit irakien montre à quel point les fissures s'élargissent au sein du camp impérialiste. C'est la première fois depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale que l'Allemagne capitaliste exprime ouvertement son opposition à une politique stratégique militaire majeure des Américains. Les ouvertures que le Japon a faites à la Corée du Nord en septembre dernier, défiant la volonté de Bush d'affamer et de mettre en quarantaine cet « Etat-voyou », montrent une autre de ces fissures. Fox, le président mexicain, qui veut être l'homme de Bush en Amérique Latine, n'arrive même pas à récupérer quelques miettes diplomatiques de la table de Washington pour ses services rendus. Durant la guerre du Golfe en 1991, l'Allemagne et le Japon ont payé à eux seuls plus du quart des dépenses de guerre, et d'autres alliés des Américains (comme l'Arabie Saoudite) ont couvert presque tout le reste. Cette fois-ci, Schröder s'est juré de ne pas déboursier un pfennig, et le Japon a aussi fait clairement savoir qu'il n'a pas l'intention de contribuer à l'effort de guerre. La profonde récession économique mondiale exacerbe les tensions entre les Européens de l'Ouest, les Etats-Unis et le Japon. Les guerres économiques, entre des blocs rivaux et en leur sein même, pour l'acquisition de parts plus grandes du marché mondial, mèneront en dernière instance à des conflits militaires.

Aujourd'hui, les Etats-Unis sont déterminés à maintenir et étendre leurs richesses pétrolières au Proche-Orient, mais le gros lot qu'ils veulent obtenir, c'est la Chine. Enhardis par la contre-révolution capitaliste en ex-Union soviétique, les Etats-Unis font monter la pression militaire sur la Chine, que ce soit en étendant leurs bases américaines aux Philippines ou avec leurs nouvelles bases sur la frontière afghane. Dans le même temps, les USA et d'autres puissances impérialistes, ainsi que les capitalistes chinois d'outre-mer, intensifient les incursions du marché capitaliste au cœur de l'Etat ouvrier déformé chinois dans des « zones économiques spéciales » où sévit l'exploitation du « libre marché ». La Chine est une des sept cibles potentielles dans le collimateur des Américains pour leur plan de « première frappe nucléaire », comme cela a été écrit dans le « Nuclear Posture Review » publié par le Pentagone au début de cette année. La lamentable bureaucratie stalinienne de Pékin a pourtant soutenu la « guerre contre le terrorisme » des Etats-Unis en Afghanistan. Certains éléments de la bureaucratie stalinienne chinoise cherchent aussi à devenir une nouvelle classe capitaliste, en favorisant la pénétration économique des impérialistes et de la bourgeoisie chinoise d'outre-mer. Le terrible recul du progrès humain, à tous les niveaux, que ce soit la mortalité infantile, l'espérance de vie ou le niveau d'alphabétisation, que l'on constate depuis la contre-révolution capitaliste en Union soviétique et en Europe de l'Est, doit servir d'avertissement pour les masses ouvrières chinoises : se brader au « monde libre », cela veut dire tomber en chute libre dans l'exploitation et la misère capitalistes – et c'est encore plus vrai pour la Chine qui a d'énormes secteurs encore économiquement



Photos Workers Vanguard

Oakland (Californie), 9 février 2002 : manifestation à l'initiative de la Labor Black League for Social Defense et du Partisan Defense Committee (organisations associées à la Spartacist League/U.S.), qui a mobilisé des dockers et d'autres syndiqués en défense des immigrés et des ouvriers visés par la répression «antiterroriste» du gouvernement des Etats-Unis.

arriérés. Les acquis de la Révolution de 1949, qui a affranchi la Chine du joug de la domination impérialiste, qui a mis fin à l'esclavage des femmes et amélioré prodigieusement les conditions de vie des masses ouvrières et paysannes par, la création d'une économie collectivisée et planifiée, sont en danger. Nous, trotskystes, nous battons pour la *défense militaire inconditionnelle* de la Chine, ainsi que de la Corée du Nord, du Vietnam et de Cuba contre une attaque impérialiste et la contre-révolution interne, tout en combattant pour une révolution politique prolétarienne qui chasse les bureaucraties staliniennes traîtres qui minent les Etats ouvriers.

La LCI a jeté toutes les forces à sa disposition dans la lutte pour stopper la contre-révolution dans l'ex-Union soviétique et, avant cela, en Allemagne de l'Est. Nous avons essayé de réimplanter le communisme authentique des bolchéviks de Lénine et de faire connaître à la classe ouvrière l'analyse brillante qu'avait faite Trotsky du caractère contradictoire des Etats ouvriers déformés. Cela afin de construire des partis révolutionnaires internationalistes qui servent d'instrument pour défendre les anciens acquis et pour en conquérir de nouveaux. Nous n'y sommes pas parvenus, et la victoire du capitalisme a eu d'amères conséquences : un monde, devenu beaucoup plus dangereux, avec une exploitation impérialiste sans bornes et la guerre. Cela a rendu le combat qui est devant nous plus urgent encore et a renforcé notre détermination. Par contre presque toute la «gauche» a hurlé avec les loups impérialistes et a soutenu les forces de la contre-révolution en Union soviétique et dans les Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est. Ce faisant ces groupes exprimaient leur rapprochement avec leur propre bourgeoisie. Il n'est donc pas surprenant qu'au fur et à mesure que des divergences se dessinent entre les principales puissances impérialistes, ces «socialistes» battent les tambours de guerre pour leur propre bourgeoisie impérialiste au nom des «droits de l'homme», comme dans la guerre contre la Serbie en 1999. Aujourd'hui ils se présentent comme s'op-

posant à la guerre, mais ce n'est qu'une couverture «gauche» pour défendre les intérêts nationaux de leur propre classe capitaliste.

### La soi-disant «extrême gauche» marche au son des tambours de sa propre bourgeoisie

S'opposer à l'impérialisme américain, c'est correct, mais prétendre que les impérialistes européens sont plus bienveillants et progressistes que leurs rivaux américains, ce n'est que du vulgaire social-chauvinisme. Et pourtant c'est la fausse monnaie que fait circuler l'«extrême gauche» européenne. Ainsi, Rifondazione Comunista (RC) en Italie, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) en France et le Socialist Workers Party (SWP) et Workers Power (WP) en Grande-Bretagne, entre autres, ont signé un appel «A tous les citoyens d'Europe et leurs représentants» qui proclame :

«Les voix qui se solidarisent avec le peuple irakien n'ont aucune chance d'être entendues par la Maison-Blanche. Mais nous avons encore la possibilité d'influencer les gouvernements européens puisque beaucoup sont opposés à cette guerre. Nous lançons donc un appel en direction de nos chefs d'Etat européens pour qu'ils prennent publiquement position contre la guerre, que celle-ci ait reçu ou non l'aval de l'ONU. Nous leur demandons également d'exiger que George Bush mette fin à ses préparatifs de guerre.»

Touchant appel à la bourgeoisie allemande, d'Auschwitz, aux impérialistes français qui ont ensanglanté l'Algérie, aux Britanniques qui ont pillé le sous-continent indien et découpé le Proche-Orient et dont les troupes répriment aujourd'hui brutalement les catholiques en Irlande du Nord ! Sans parler des plus petits, comme les Belges, qui ont occupé le Congo avec une brutalité sans égal, ou les Néerlandais qui ont asservi l'Indonésie et se sont aussi livrés au trafic international d'esclaves. Et n'oublions pas l'Italie, qui a créé des camps de concentration en Libye et qui a utilisé des gaz toxiques en Ethiopie. De plus, ce passé colonial

sanglant a pavé la voie à la répression meurtrière contre les immigrés à la peau foncée des gouvernements capitalistes européens aujourd'hui. Que ce soit la *Rasterfahndung* raciste (le fichage informatique des immigrés d'origine musulmane) en Allemagne, ou la terreur policière raciste institutionnalisée de Vigipirate en France. Ou bien l'Italie qui fait couler les bateaux de réfugiés albanais et la Grande-Bretagne qui expulse les demandeurs d'asile, etc. etc.

Les signataires socialistes de la déclaration citée ci-dessus (qui sont soi-disant d'« extrême gauche ») ont peut-être l'impression que leurs maîtres impérialistes ont une dette envers eux. Après tout, ils ont effectivement aidé à mettre en place des gouvernements réactionnaires à travers l'Europe. Le SWP britannique a déclaré être « au septième ciel » quand Tony Blair, le toutou de Bush, a été nommé Premier Ministre. La LICR a fait une campagne énergique, « dans la rue comme dans les urnes » pour « stopper Le Pen » et mettre au pouvoir un gouvernement de droite avec le gaulliste Chirac. Linksruck, le groupe cliffiste allemand, a aidé à faire réélire Schröder – celui-là même qui a profité de la guerre des Balkans pour être le premier à envoyer la Bundeswehr hors des frontières de l'Allemagne depuis Adolf Hitler – en le présentant comme le candidat de la « paix » anti-américain. Bertinotti, dirigeant de RC en Italie, se donne une face gauche et parle de « grève générale européenne pour la paix » (excluant clairement les ouvriers américains), mais en même temps il fait appel aux chefs d'Etat européens, y compris le politicien de droite Berlusconi qui est allié aux fascistes. En fait, ce à quoi appelle Bertinotti, c'est à une « grève pour la paix » des gouvernements capitalistes. *Proposta* et Falce-martello (le rejeton des grantistes britanniques en Italie), qui sont incrustés dans RC, refusent de choisir un camp et de *défendre l'Irak*. Ils appellent à des mobilisations contre les bases militaires US en Italie sans mentionner l'impérialisme italien. *Proposta* avait d'ailleurs soutenu le précédent gouvernement de RC dit « de l'Olivier » qui avait envahi l'Albanie en 1997. Dans le cyber-espace, Workers Power et sa Ligue pour une Internationale Communiste Révolutionnaire (LICR) appellent à la « défense de l'Irak » mais dans la rue ils font campagne pour Tony Blair qui fait la guerre à l'Irak.

Workers Power a aussi ouvertement fait campagne pour la défaite de la Serbie par l'Armée de libération du Kosovo, le fantôme de l'OTAN dans la guerre des Balkans. On a même pu les voir à une manifestation où l'on arborait des pancartes disant « Bonne chance à l'OTAN ! ». WP a aussi été jusqu'à faire cette déclaration démente : « Dans le sillage de la victoire de l'OTAN au Kosovo, une situation révolutionnaire est en train de mûrir » ! (« La lutte pour renverser Milosevic en Serbie », déclaration de la LICR du 11 août 1999).

En Angleterre, les cliffistes du SWP fulminent contre « la guerre de Bush » mais ils ont soutenu l'entrée des troupes britanniques en Irlande du Nord en 1969 et n'arrivent toujours pas à se résoudre à appeler à leur retrait immédiat et inconditionnel ! Les divers affiliés internationaux de la tendance de Cliff, même s'ils dénoncent à l'occasion les Nations Unies dans leurs journaux, sont l'aile droite du mouvement anti-guerre et sèment criminellement des illusions dans l'ONU dont les sanctions contre l'Irak sont *un acte de guerre meurtrier*. En 1990-1991, le SWP a construit le Comité pour arrêter la guerre dans le Golfe, dirigé par Tony Benn, qui était pour les sanctions de l'ONU. Maintenant Linksruck publie une pétition sur son site web déclarant : « Nous faisons appel au gouvernement fédéral allemand avec beaucoup d'inquiétude pour qu'il fasse tout son possible face aux USA, dans le cadre de l'ONU, pour éviter la guerre qui menace. »

En Australie, l'International Socialist Organisation (ISO) annonce dans son numéro du *Socialist Worker* du 4 octobre qu'il soutient le Victorian Peace Network (VPN), un comité antiguerre qui déclare : « Les résolutions de l'ONU sur le désarmement et les droits de l'homme ne marcheront que si elles sont appliquées équitablement, sans crainte ni favoritisme. Toutes les puissances nucléaires et tous les Etats du Moyen-Orient doivent abolir leurs stocks d'armes chimiques, biologiques et nucléaires. » C'est ouvertement un appel pro-impérialiste au *désarmement de l'Irak* face à une attaque imminente des USA et de la Grande-Bretagne. Quant aux impérialistes, ils ne seront désarmés que lorsqu'ils seront expropriés par des révolutions socialistes victorieuses. En s'approchant aux basques de libéraux comme le VPN, l'ISO se retrouve encore une fois dans le camp des impérialistes.

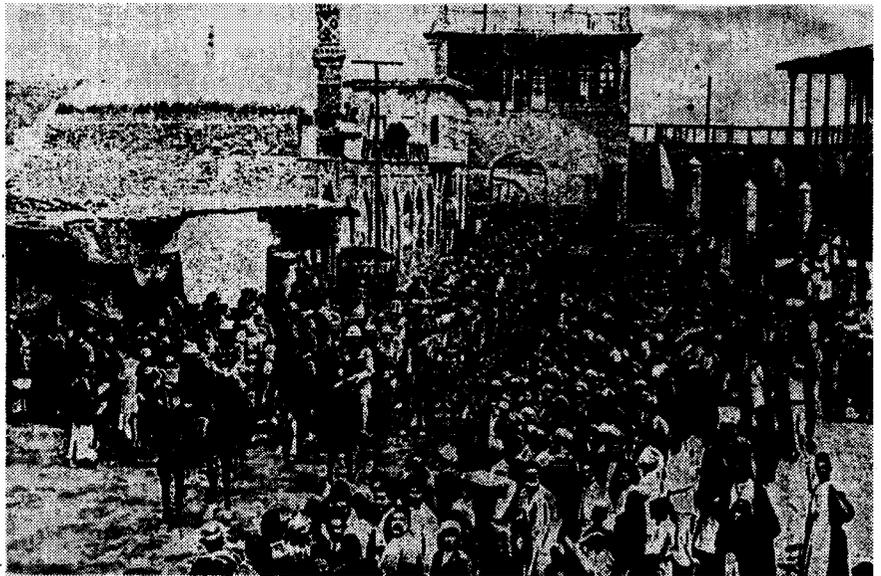


Corrado Pedoni/Infophoto

Vicenza, Italie, février 2003 : des militants syndicaux et antiguerre bloquent un train transportant de l'équipement militaire destiné à la guerre des USA contre l'Irak.

Aux Etats-Unis le Workers World Party (WWP – Parti du monde ouvrier) de Marcy a un discours un peu plus à gauche dans son journal, mais dans la pratique il consacre aussi tous ses efforts à mettre le mouvement anti-guerre sous la coupe de politiciens capitalistes du Parti démocrate, parti de la guerre et du racisme. Le WWP met en avant Ramsey Clark, qui était ministre de la Justice pendant la guerre du Vietnam dans le gouvernement de Lyndon Johnson et qui aujourd'hui demande à l'impérialisme de nous «conduire sur la voie de la paix»!

Les bases militaires US en Europe et en Asie, tout comme les installations d'espionnage sophistiquées à Pine Gap en Australie, sont devenues, à juste titre, des cibles pour les manifestations antiguerre des militants de gauche et des syndicats. Ce serait une bonne chose que les USA soient privés de leurs bases de lancement internationales pour la guerre contre l'Irak. Mais malgré tout ce que le chancelier allemand Schröder a pu dire contre la guerre en Irak dans sa campagne électorale, il y a très peu de chance qu'il intervienne d'une manière quelconque contre les installations militaires et les bases aériennes américaines en Allemagne qui sont clés et où se trouvent actuellement quelque 70000 soldats américains. Ce qu'il faut ce n'est pas un «mouvement antiguerre» de soutien social-chauvin à sa «propre», bourgeoisie mais une opposition prolétarienne révolutionnaire et internationaliste aux bases des USA et de l'OTAN. Le Spartakist Arbeiterpartei, section allemande de la LCI, appelle au retrait immédiat de toutes les troupes allemandes des Balkans, d'Afghanistan et du Proche-Orient. Quant à la Spartacist League d'Australie, elle s'est opposée dès le début à la présence militaire australienne au Timor, alors que toute la gauche faisait cam-



National Geographic

**L'armée britannique pénètre dans Bagdad en 1919, en plein dépeçage du Proche-Orient après la Première Guerre mondiale.**

pagne pour une intervention impérialiste en 1999.

En France, Lutte ouvrière (LO) semble se démarquer du marais et dénonce même «toute l'hypocrisie des Etats européens face à l'escalade belliciste de Bush» (*Lutte Ouvrière*, 6 septembre 2002). Mais LO n'avance *aucune* perspective de lutte de classe contre la guerre, et encore moins contre ce qui accompagne cette campagne de guerre: l'escalade de la terreur policière contre les immigrés, les sans-papiers et les jeunes de «deuxième génération». Les positions de LO varient énormément depuis un certain temps: d'abord ils ont soutenu les «grèves» des flics et ont réclamé *davantage* de flics dans les quartiers pauvres; et puis ensuite ils se sont opposés à la brutalité policière. Mais lorsqu'il s'agit de se battre pour autre chose que les revendications économiques les plus étroites du prolétariat, LO refuse avec constance. LO réussit le tour de force de ne pas dire un seul mot contre le racisme anti-immigrés dans ses éditoriaux des bulletins d'entreprise de LO tous ces derniers mois; par contre ils nous ressassent leur sempiternel baratin réformiste sur l'«interdiction des licenciements». LO fait donc sa part du travail pour lier les ouvriers à leurs exploiters en laissant croire que le système capitaliste pourrait d'une certaine manière être régleménté et être plus humain sous un «bon» gouvernement.

Dans *le Socialisme et la guerre*, manuel contre la guerre écrit en 1915 en pleine Première Guerre mondiale, Lénine écrivait:

«Le contenu politique et idéologique de l'opportunisme est le même que celui du social-chauvinisme: remplacement de la lutte des classes par leur collaboration, renonciation aux moyens révolutionnaires de lutte, soutien de "son" gouvernement en difficultés au lieu d'une utilisation de ces difficultés pour la révolution.»

Les pseudo-marxistes, lorsqu'ils soutiennent leur propre gouvernement qu'ils présentent comme soi-disant plus moral et plus humain que la bourgeoisie américaine, utilisent effectivement le même argument que les sociaux-démocrates allemands lorsqu'ils ont «justifié» la «défense de la patrie» et voté les crédits de guerre au Kaiser en 1914. La Deuxième Internationale avait abandonné la perspective marxiste fondamentale de classe contre classe, résumée dans l'appel du



Sans crédit

**Les impérialistes français «démocratiques» ont systématiquement torturé et assassiné les Algériens pour tenter en vain d'écraser la lutte pour l'indépendance de 1954 à 1962.**

*Manifeste communiste*: «Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!». C'est pour cette raison que Lénine l'a rejetée, comme une chemise sale, et qu'il a construit une nouvelle Internationale, la Troisième Internationale communiste. La trahison de la social-démocratie a fait comprendre à Lénine que l'opportunisme avait une base matérielle dans le mouvement ouvrier lui-même, en particulier parmi les bureaucrates syndicaux qui liaient leur sort à celui du système capitaliste. Lénine en conclut que la *condition préalable* pour que le prolétariat puisse se battre pour ses propres intérêts de classe et son propre pouvoir de classe, c'était de *scissionner* totalement d'avec les opportunistes. Ce fut sa contribution la plus importante au marxisme. C'est une notion qui contraste fortement avec l'opportunisme crasse de groupes tels que le Comité pour une internationale ouvrière de Peter Taaffe, mené par le Socialist Party britannique (organisation sœur de la Gauche révolutionnaire en France), qui fait parfois des déclarations qui semblent orthodoxes, selon lesquelles le capitalisme est la vraie racine de la guerre, mais qui soutient inlassablement les sociaux-démocrates comme le PDS (Parti du socialisme démocratique) en Allemagne.

Lénine explique dans *le Socialisme et la guerre*:

«L'unité avec les opportunistes, n'étant rien d'autre que la *scission* du prolétariat révolutionnaire de tous les pays, marque *en fait*, aujourd'hui, la subordination de la classe ouvrière à "sa" bourgeoisie nationale, l'alliance avec celle-ci en vue d'opprimer d'autres nations et de lutter pour les privilèges impérialistes.»

Il conclut que la tâche à accomplir c'est de «cimenter ces éléments marxistes, si peu nombreux qu'ils soient au début, rappeler en leur nom les paroles aujourd'hui oubliées du

socialisme authentique, convier les ouvriers de tous les pays à rompre avec les chauvins et à se ranger sous le vieux drapeau du marxisme: telle est la tâche de l'heure ».

### Le conflit au Proche-Orient risque d'être le détonateur d'une guerre nucléaire

Pour mobiliser pleinement et efficacement les ouvriers et les travailleurs ruraux d'Irak contre l'impérialisme américain, il faut que le régime irakien soit renversé et remplacé par un gouvernement des conseils ouvriers et paysans (soviets) comme celui qui fut créé par la Révolution bolchévique russe de 1917 sous la direction de Lénine et Trotsky. Aujourd'hui un parti léniniste-trotskyiste en Irak chercherait donc à combiner la lutte pour l'indépendance nationale contre le militarisme américain avec une révolution sociale contre les capitalistes et propriétaires terriens irakiens. Dans tout le Proche-Orient, les dirigeants arabes craignent qu'une invasion de l'Irak par les Etats-Unis ne déclenche de l'agitation sociale dans leur propre pays. Pendant ce temps-là, Israël continue d'écraser les Palestiniens et de réduire en miettes tous les fondements de la société dans les territoires occupés, rendant l'expulsion massive du peuple palestinien tout à fait possible. Et la guerre contre l'Irak sous la houlette américaine fournit une «couverture» à Sharon pour mettre à exécution ses plans génocidaires. La Turquie craint que la destruction du régime de Saddam Hussein n'incite le peuple kurde opprimé en Irak – et aussi en Turquie – à se battre pour ses droits nationaux. Le Proche-Orient est un agglomérat disparate d'Etats artificiels dont les frontières ont été littéralement tracées par les impérialistes en fonction de leurs appétits coloniaux et notamment le contrôle des réserves pétrolières vitales.

La domination impérialiste a renforcé l'arriération sociale et la répression brutale contre les femmes, les homosexuels, ainsi que les minorités ethniques et religieuses du Proche-Orient. C'est la «guerre sainte» antisoviétique des Etats-Unis en Afghanistan dans les années 1980 qui, conjuguée à la banqueroute du nationalisme arabe et aux trahisons des partis communistes staliniens, a attisé la montée de l'intégrisme islamiste dans le Proche-Orient. Alors qu'en majorité le reste de la gauche suivait les impérialistes contre l'Union soviétique en Afghanistan, nous avons été les seuls à prendre *le côté de l'Armée rouge* contre les réactionnaires islamistes soutenus par la CIA. La présence soviétique apportait l'espoir de la libération aux peuples afghans, et particulièrement aux femmes, asservies par la loi islamique et le voile. Nous proclamions: Salut à l'Armée rouge! Etendez les acquis de la révolution d'Octobre aux peuples afghans! Nous avons dénoncé la trahison de Gorbatchev lorsqu'il a retiré ses troupes d'Afghanistan et avec perscience, nous avons mis en garde que ce retrait allait donner une impulsion à la contre-révolution, observant qu'«il vaut mieux combattre en Afghanistan qu'à Moscou».

Il y a, dans les centres urbains du Proche-Orient, un prolétariat industriel moderne qui a la puissance sociale et l'intérêt de classe nécessaire pour transcender les divisions ethniques et religieuses et balayer l'ordre capitaliste. La tâche de l'heure est de faire prendre conscience au prolétariat de ses intérêts en combattant toutes les variantes de nationalisme, y compris le nationalisme «progressiste» de l'Organisation de libération de la Palestine, ainsi que les intégrismes religieux de toutes sortes. La clef pour ce faire est de forger une direction révolutionnaire basée sur le programme de la révolution permanente de Trotsky qui nous



UPI

**20 septembre 1982: Palestinienne pleurant des parents dans le camp de réfugiés de Sabra à Beyrouth-Ouest. Des centaines de personnes ont été massacrées suite au désarmement des combattants de l'OLP par l'ONU.**



Novosti

**Manifstation du Premier Mai à Petrograd en 1917. Les banderoles disent: « Pour l'armement du peuple – Vive l'Internationale ! » La révolution d'Octobre a sorti la Russie du carnage de la Première Guerre mondiale et a inspiré les exploités et les opprimés du monde entier.**

enseigne que « pour les pays à développement bourgeois retardataire et, en particulier, pour les pays coloniaux et semi-coloniaux, la théorie de la révolution permanente signifie que la solution véritable et complète de leurs tâches démocratiques et de libération nationale ne peut être que la dictature du prolétariat, qui prend la tête de la nation opprimée, avant tout de ses masses paysannes » (*la Révolution permanente*, 1929).

Trotsky soulignait que « le sort ultérieur de la dictature [du prolétariat] et du socialisme dépendra moins, en fin de compte, des forces productives nationales que du développement de la révolution socialiste internationale ». Aujourd'hui au Proche-Orient, la lutte contre la guerre et la domination impérialiste, tout comme la lutte contre le pouvoir capitaliste oppressif des cheïkhs et colonels despotiques ou des sionistes, ne peut pas se résoudre dans les limites d'un seul pays. Pour que le peuple palestinien obtienne justice, que les Kurdes gagnent leur émancipation nationale et que les femmes soient libérées du voile et de la charia (loi islamique), il faut balayer les intégristes moyenâgeux en Iran et au Soudan, les dictateurs sanguinaires de Syrie et d'Irak, les monarchies réactionnaires en Jordanie, en Arabie Saoudite et dans les Etats du Golfe ainsi que les assassins sionistes au

pouvoir en Israël. *Forces US, de l'OTAN, et toutes les forces impérialistes hors du Proche-Orient ! Israël hors des territoires occupés ! Défense du peuple palestinien ! Pour une république socialiste du Kurdistan unifié ! Pour une fédération socialiste du Proche-Orient !*

Ces batailles doivent être liées au combat pour la révolution socialiste dans les pays capitalistes avancés d'Europe, d'Amérique du Nord et au Japon. Dans les centres impérialistes, les ouvriers immigrés et leurs enfants représentent un pont vivant entre la lutte de classe dans les métropoles et dans les ex-colonies ; ils lient aussi les immigrés victimes de l'oppression raciale à la puissance du prolétariat dans son ensemble. Ce n'est pas avec la politique de compromission prônée par les sociaux-démocrates, les ex-staliniens et leurs suivistes de la soi-disant « extrême gauche » qu'on peut mener la lutte contre la guerre et contre l'oppression nationale et raciale. La lutte contre la guerre présuppose un instrument révolutionnaire de lutte, un parti trotskyste internationaliste. C'est là la tâche à laquelle se consacre la Ligue communiste internationale.

L'immense arsenal de mort dont disposent les impérialistes témoigne des énormes progrès scientifiques et technologiques permis par la révolution industrielle. Aujourd'hui c'est pour la course sans entrave aux profits, en exploitant sauvagement la grande masse de la population mondiale, que la science et la technologie sont utilisées par la bourgeoisie, qui met en danger l'existence même de la civilisation humaine. Pour mettre la science et la technologie au service de l'humanité, il faut arracher les moyens de production des mains des capitalistes impérialistes au pouvoir et créer une économie planifiée internationalement. Ce n'est qu'ainsi que l'on pourra enfin commencer à répondre aux besoins des milliards de travailleurs actuellement écrasés par une misère épouvantable et que la menace de guerre sera écartée une fois pour toutes. *Seule la révolution socialiste peut arrêter la guerre impérialiste – Reforgez la Quatrième Internationale de Trotsky, parti mondial de la révolution socialiste !* ■

### Pour contacter la Ligue trotskyste de France

**Paris** Le Bolchévik, BP 135-10  
75463 Paris Cedex 10  
Tél: 01 42 08 01 49

**Rouen** Le Bolchévik, BP 240  
76003 Rouen Cedex 1  
Tél: 02 35 73 74 47

E-mail : [ltf@webmails.com](mailto:ltf@webmails.com)

## Le bilan de la collaboration de classes stalinienne : des révolutions trahies

# Proche-Orient, années 1950 : révolution permanente contre nationalisme bourgeois

### Pour une fédération socialiste du Proche-Orient !

*Nous publions ci-dessous la traduction d'un article en deux parties paru dans Workers Vanguard n° 740, le 25 août 2000 et n° 741, le 8 septembre 2000.*

Il règne au Proche-Orient une pauvreté abominable, et un obscurantisme qui asservit les femmes ; le peuple palestinien est spolié par Israël et de nombreuses autres minorités nationales sont opprimées par les régimes nationalistes arabes et iraniens. La domination que les puissances impérialistes exercent sur la région a encore renforcé l'arriération sociale et l'oppression dans ces pays. Les impérialistes ne cessent d'intriguer et de semer la destruction, comme aujourd'hui avec les bombardements américano-britanniques contre l'Irak, et la préoccupation stratégique qui motive tout cela c'est le contrôle des ressources pétrolières, qui fournissent plus de 40 % de l'énergie mondiale. L'Arabie saoudite, le Koweït et les émirats de la péninsule arabique détiennent les trois quarts des réserves mondiales de pétrole identifiées. Depuis les années 1920 le contrôle des gisements de pétrole du golfe Persique confère aux impérialismes américain et britannique un énorme avantage stratégique sur leurs principaux rivaux, l'Allemagne et le Japon.

Le développement de l'industrie pétrolière a aussi produit un prolétariat dans cette région du monde. Et c'est lui qui détient la puissance nécessaire pour prendre la tête de tous les opprimés dans une lutte révolutionnaire contre l'asservissement impérialiste. Mais, trahis maintes fois par des nationalistes petits-bourgeois se disant de gauche ainsi que par les staliniens, et écrasés par des régimes bourgeois tyranniques, beaucoup de jeunes anti-impérialistes et les couches les plus opprimées de la population se sont tournés vers le miroir aux alouettes de l'intégrisme islamiste. Pourtant dans les années 1950, cette région avait connu un bouillonnement de luttes ouvrières révolutionnaires qui offraient une vraie perspective d'en finir avec l'asservissement impérialiste, la réaction sociale et l'exploitation brutale.

Le *New York Times* du 16 avril 2000 a publié un long article sur le coup d'Etat organisé par la CIA en Iran en 1953, en pleine guerre froide de l'impérialisme contre l'Union soviétique. En nationalisant le monopole Anglo-Iranian Oil, le gouvernement iranien s'attira les foudres des impérialistes, et cela créa une crise révolutionnaire de plus en plus aiguë. Comme le dit le *Times* : « L'anticommunisme avait atteint son paroxysme à Washington, et les responsables redoutaient que



Praeger Inc.

**Manifestation à Bagdad quand le coup d'Etat des officiers irakiens renversa la monarchie, fantoche des Britanniques. Le Kremlin et la direction du PC irakien ont sacrifié une occasion révolutionnaire.**

l'Iran tombe sous l'influence de l'Union soviétique » – et avec lui les vastes réserves pétrolières de ce pays. Le Parti communiste pro-Moscou, Toudeh (masses), exerçait une influence hégémonique sur le prolétariat et avait de nombreux partisans dans la petite-bourgeoisie urbaine et parmi les intellectuels. Allen Dulles, le chef de la CIA, soutenait qu'il fallait que les Etats-Unis installent à Téhéran un gouvernement « qui conclurait un accord équitable sur le pétrole [...] et qui réprimerait vigoureusement un Parti communiste dangereusement fort ».

Un an plus tôt, en Egypte, un soulèvement populaire avait

conduit au renversement du roi Farouk, fantoche des Britanniques, et le Mouvement des Officiers libres de Gamal Abdèl-Nasser avait accédé au pouvoir. Là aussi, les secteurs les plus importants et les plus combatifs de la classe ouvrière attendaient des communistes qu'ils les dirigent. Quelques années plus tard, en 1958 en Irak, un coup d'Etat par des officiers de gauche chassa la monarchie hachémite qu'avaient installée les Britanniques. Et le président américain Dwight Eisenhower avait déclaré à ce propos que des révolutions pourraient « avoir pour conséquence l'élimination complète de l'influence occidentale au Moyen-Orient ». Dans la période de turbulence révolutionnaire qui s'ensuivit, le Parti communiste irakien, qui avait une base solide parmi les ouvriers du pétrole arabes et kurdes et des appuis substantiels dans l'armée elle-même, aurait effectivement pu s'emparer du pouvoir d'Etat.

Dans tout le Proche-Orient, les partis communistes attiraient les ouvriers avancés et les intellectuels radicaux. Dans ce patchwork de minorités nationales, ethniques et religieuses, les PC étaient à peu près les seules organisations dont la base transcendait les divisions nationales et religieuses : les Juifs jouaient un rôle important dans le mouvement communiste égyptien, les Kurdes dans celui d'Irak. Les militants communistes se reconnaissaient dans l'internationalisme prolétarien de la Révolution bolchévique (même si c'était d'une façon défigurée et pervertie par le stalinisme). Pour eux, l'Union soviétique montrait la voie de la libération du joug impérialiste, c'était un modèle de développement économique. Grâce à la Révolution bolchévique de 1917, les régions musulmanes de l'ancien empire tsariste – l'Asie centrale et l'Azerbaïdjan, dans le Caucase – qui avaient été encore plus arriérées socialement et économiquement que le Proche-Orient, étaient devenues des sociétés modernes où les femmes n'étaient plus voilées et asservies, et où tout le monde avait accès à l'éducation et aux soins médicaux.

Pourtant, les soulèvements révolutionnaires en Iran et en Irak ne débouchèrent pas sur de nouvelles révolutions d'Octobre. Au contraire, ces occasions furent sacrifiées par la bureaucratie stalinienne soviétique au nom de la poursuite futile et traître d'une « coexistence pacifique » avec l'impérialisme. Les directions des partis communistes de la région étaient extrêmement loyales à Moscou et sous son étroit contrôle, à la fois idéologique et financier. Malgré les aspirations révolutionnaires de leurs militants et de leurs sympathisants, les partis communistes du Proche-Orient aidèrent à installer des régimes nationalistes bourgeois qui écrasèrent ensuite la gauche et le mouvement ouvrier et persécutèrent les minorités nationales et ethniques. Comment et pourquoi en fut-il ainsi ?

En dernier ressort, c'est la dégénérescence stalinienne de l'Etat ouvrier soviétique et le remplacement de l'internationalisme bolchévique par le dogme nationaliste du « socialisme dans un seul pays » et son corollaire la collaboration de classes, qui expliquent ce qui s'est passé. L'Opposition de gauche de Léon Trotsky, co-dirigeant de la révolution d'Octobre avec V. I. Lénine, a lutté pied à pied contre la dégénérescence stalinienne de l'Union soviétique et de l'Internationale communiste. Et finalement le régime bureaucratique stalinien a ouvert toutes grandes les portes à la contre-révolution capitaliste qui a détruit l'Union soviétique en 1991-1992. Dans le cadre de notre combat pour reforger la Quatrième Internationale trotskyste, la Ligue communiste internationale cherche à gagner une nouvelle génération de

militants prolétariens révolutionnaires du Proche-Orient à l'étendard du léninisme authentique.

### La « révolution par étapes » : la voie de la défaite

L'histoire du Proche-Orient dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle démontre que même les régimes nationalistes bourgeois les plus « à gauche » – quels que soient les airs « socialistes » qu'ils se donnent et malgré leurs déclamations « anti-impérialistes » – sont en fait des agents de la domination impérialiste, qui par conséquent perpétuent l'arriération sociale et économique de leur pays. Comme l'écrivait Trotsky en 1927, au lendemain de la défaite de la Deuxième Révolution chinoise, alors que les nationalistes « de gauche » du Guomindang avaient noyé dans le sang la classe ouvrière dirigée par les communistes :

« Tout ce qui relève la foule opprimée des travailleurs pousse fatalement la bourgeoisie nationale à l'alliance militaire déclarée avec l'impérialisme. La lutte de classe entre la bourgeoisie et les masses ouvrières et paysannes, loin d'être affaiblie par l'oppression impérialiste, est au contraire exaspérée, à chaque conflit sérieux, jusqu'à se changer en guerre civile sanglante. »

– « La Révolution chinoise et les thèses du camarade Staline », *La question chinoise dans l'Internationale communiste*

Tant que l'URSS existait, l'aide soviétique, financière et militaire, donnait aux régimes nationalistes bourgeois arabes une certaine marge de manœuvre vis-à-vis des Etats impérialistes occidentaux et japonais. Mais c'était dans un cadre dominé par Wall Street, la City de Londres, la Deutsche Bank et les *keiritsu* japonais.

Malgré les réformes agraires limitées réalisées dans les années 1950 et au début des années 1960 par les régimes nationalistes d'Egypte, de Syrie et d'Irak, le tableau général de la propriété foncière ressemble encore à ce qu'il était il y a un siècle. De riches propriétaires fonciers possèdent une grande partie des meilleures terres, tandis que des millions de paysans désespérés, incapables d'assurer leur subsistance sur leurs minuscules parcelles de terres arides, ont afflué vers les immenses bidonvilles qui entourent Le Caire, Damas et Bagdad.

Beaucoup de ces pays sont déchirés par des antagonismes nationaux, religieux et ethniques ; il y a y compris d'intenses conflits entre musulmans sunnites et chiïtes. En Algérie, une bourgeoisie à prédominance arabe domine la minorité nationale berbère ; en Egypte, un pays majoritairement musulman, la minorité chrétienne copte est pourchassée et persécutée, en particulier par les intégristes islamistes. La nation kurde est écartelée entre quatre Etats capitalistes qui l'oppriment : la Syrie, l'Irak, l'Iran et la Turquie. L'oppression des femmes, symbolisée par le voile, reste profondément enracinée en Irak et dans tout le monde arabe. Les lois gouvernant le statut personnel sont largement basées sur la charia (la loi islamique), qui approuve la polygamie, accorde aux maris le droit de divorcer pratiquement comme ils veulent et soumet les femmes à l'« autorité » de leur père et de leur mari. La condition des femmes, particulièrement dans les zones rurales, est d'une arriération moyenâgeuse. En Egypte, 60 % des femmes sont illettrées.

En même temps, téléphones portables et ordinateurs sont des objets courants parmi les professions libérales du Caire ; un grand nombre de travailleurs égyptiens sont concentrés dans des usines de montage automobiles modernes à capitaux étrangers, alors que, dans la vallée du Nil, des villa-



A. Mondadori



Sans crédit

**A gauche : milices ouvrières armées à Shanghai en 1927. Les forces nationalistes de Chiang Kai-shek ont massacré les communistes après la défaite de la révolution. La deuxième étape de la « révolution par étapes », c'est toujours le massacre des ouvriers.**

geois aux pieds nus labourent leurs champs avec des outils qui n'ont guère évolué depuis l'époque des pharaons. Les ouvriers iraniens et irakiens dans l'industrie pétrolière, hautement qualifiés, qui ont derrière eux des dizaines d'années de traditions syndicales et communistes, coexistent avec les préjugés moyenâgeux et l'arriération sociale.

C'est le même genre de développement inégal et combiné, où une industrie moderne et un puissant prolétariat industriel ont été plaqués sur des sociétés à base largement paysanne, qui prévalait aussi en Russie à la veille de la Révolution bolchévique. Bien qu'elle-même une puissance impérialiste, la Russie, contrairement aux pays capitalistes plus avancés d'Europe de l'Ouest, n'avait pas connu de révolution démocratique bourgeoise et restait engluée dans l'arriération sociale et économique. La bourgeoisie russe, qui était apparue tard dans l'ère capitaliste, était dépendante du capital occidental et d'autant plus vénale qu'elle était faible. L'autocratie tsariste régnait sur une vaste prison des peuples et une masse de paysans qui vivaient dans la misère. En même temps, grâce aux investissements capitalistes, s'était développée une classe ouvrière peu nombreuse mais combative, concentrée dans de grandes industries modernes, qui montra sa puissance dans la révolution de 1905.

Marx et Engels avaient parlé pour la première fois de « révolution en permanence » dans l'« Adresse au comité central de la Ligue des communistes » de 1850, alors que la bourgeoisie venait de passer du côté des vieilles classes réactionnaires contre le jeune prolétariat révolutionnaire dans la révolution démocratique allemande avortée de 1848. C'est ce document qui inspira à Léon Trotsky, à l'époque de la révolution de 1905, la théorie et le programme de la révolution permanente, qui soulignait que la révolution agraire, la démocratie politique et les autres tâches de la révolution démocratique bourgeoise en Russie ne pourraient pas être accomplies par une bourgeoisie faible et dépendante, qui avait bien trop peur du prolétariat pour mobiliser les masses ouvrières et paysannes dans une offensive contre l'autocratie. Au contraire, comme le résumera plus tard Trotsky quand il généralisera la perspective de révolution permanente à tous les pays capitalistes dépendants :

« Pour les pays à développement bourgeois retardataire et, en particulier pour les pays coloniaux et semi-coloniaux, la théorie de la révolution permanente signifie que la solution véri-

table et complète de leurs tâches démocratiques et de libération nationale ne peut être que la dictature du prolétariat, qui prend la tête de la nation opprimée, avant tout de ses masses paysannes.

« [...] Sans une alliance entre le prolétariat et la paysannerie, les tâches de la révolution démocratique ne peuvent pas être résolues ; elles ne peuvent même pas être sérieusement posées. Mais l'alliance de ces deux classes ne se réalisera pas autrement que dans une lutte implacable contre l'influence de la bourgeoisie libérale nationale.

« [...] La dictature du prolétariat qui a pris le pouvoir comme force dirigeante de la révolution démocratique est inévitablement et très rapidement placée devant des tâches qui la forceront à faire des incursions profondes dans le droit de propriété bourgeois. La révolution démocratique, au cours de son développement, se transforme directement en révolution socialiste et devient ainsi une révolution permanente.

« [...] Dans un pays où le prolétariat arrive au pouvoir à la suite d'une révolution démocratique, le sort ultérieur de la dictature et du socialisme dépendra moins, en fin de compte, des forces productives nationales que du développement de la révolution socialiste internationale. »

— la Révolution permanente (1929)

La révolution d'Octobre a confirmé cette théorie de la révolution permanente. Lénine n'a accepté les conclusions programmatiques de l'analyse de Trotsky qu'à la veille de la révolution, mais il avait forgé un instrument pour la conquête du pouvoir par le prolétariat, le Parti bolchévique, précisément en luttant sans concessions contre toutes les variantes de nationalisme bourgeois et de libéralisme, et en particulier contre les opportunistes menchéviques qui étaient à la remorque de la bourgeoisie libérale.

Mais les partis qui se trouvaient à la tête des ouvriers du pétrole iraniens et irakiens dans les années 1950 ne se basaient pas, programmatiquement, sur l'internationalisme prolétarien et l'opposition révolutionnaire au nationalisme bourgeois. La bureaucratie stalinienne, qui en 1924 avait usurpé le pouvoir en Union soviétique dans une contre-révolution politique, avait répudié le programme bolchévique de révolution socialiste internationale, en faveur du dogme nationaliste du « socialisme dans un seul pays ». C'était une dénégation absolue de la conception marxiste, à savoir, qu'on ne peut construire une société socialiste que sur une base internationale, en détruisant l'impérialisme capitaliste en tant que système mondial et en établissant une division du travail socialiste mondiale. L'Internationale communiste, qui était

un instrument pour la révolution prolétarienne mondiale, devint l'instrument des manœuvres diplomatiques soviétiques, avec les pays capitalistes, conduisant à l'adoption d'un **programme et d'une stratégie de collaboration de classes**.

Au Proche-Orient et dans d'autres pays arriérés, ceci prit la forme du vieux schéma menchévique de « révolution par étapes », qui renvoyait la révolution socialiste aux calendes grecques, tandis que dans l'« étape démocratique » elle subordonnait le prolétariat à une bourgeoisie nationale prétendument « progressiste » ou « anti-impérialiste ». Mais celle-ci se retourne inévitablement contre ses anciens alliés communistes et leur base ouvrière. L'histoire a montré que la « deuxième étape » consiste à tuer les rouges et à massacrer les ouvriers ! Que ce soit dans la Révolution chinoise de 1925-1927, en Espagne en 1936-1937, en Iran et en Irak dans les années 1950, ou en Indonésie en 1965-1966, la « révolution par étapes » a inéluctablement conduit à la défaite sanglante du prolétariat.

Aujourd'hui, les partis communistes du Proche-Orient, durement affectés par les conséquences de leurs trahisons et par la disparition de l'Union soviétique, ne sont plus que l'ombre d'eux-mêmes. Quant aux idéologues impérialistes, ils célèbrent la prétendue « mort du communisme » maintenant que le capitalisme a été restauré en Europe de l'Est et dans l'ex-Union soviétique. Mais dans les années 1990, le prolétariat indonésien s'est réveillé à la lutte sociale après trois décennies de dictature militaire anticommuniste sanglante, et les travailleurs du Proche-Orient engageront eux aussi à nouveau des luttes révolutionnaires contre les impérialistes qui les asservissent et contre leurs exploiters capitalistes locaux. La tâche essentielle, c'est de construire des partis léninistes-trotskyistes déterminés à défendre les principes de l'internationalisme prolétarien et le programme de la révolution permanente. Pour réaliser cette tâche, il faut que

la jeune génération d'ouvriers combattifs et d'intellectuels de gauche du Proche-Orient assimile les leçons des luttes révolutionnaires passées, trahies par le stalinisme et écrasées par le nationalisme bourgeois arabe.

## La dégénérescence stalinienne de l'Internationale communiste

La révolution d'Octobre 1917 en Russie a eu un énorme impact sur le Proche-Orient. Après l'écroulement de l'Empire ottoman et sa défaite au cours de la Première Guerre mondiale, cette région fut dépecée par les impérialistes britanniques et français. La Révolution bolchévique, pendant les trois ans de guerre civile sanglante contre les armées blanches contre-révolutionnaires soutenues par les impérialistes, s'étendit, elle, à l'Asie centrale musulmane. Elle inspira une série de révoltes nationales et de soulèvements populaires dans le vaste territoire occupé par les forces militaires britanniques, de l'Égypte à l'Iran en passant par le Croissant fertile. Un observateur égyptien de l'époque rapportait que « les nouvelles des succès ou des victoires des bolchéviks » dans la guerre civile russe « semblent produire une bouffée de joie et de satisfaction parmi toutes les classes égyptiennes » (cité dans *The Old Social Classes and the Revolutionary Movements of Iraq* [Les vieilles classes sociales et les mouvements révolutionnaires d'Irak], Hanna Batatu, 1978).

Dans ce climat d'agitation sociale, des partis communistes se créèrent en Turquie, en Égypte, au Liban, en Palestine et en Perse (Iran). Cependant, comme dans tout le monde colonial, la classe ouvrière du Proche-Orient était encore numériquement faible et sous-développée, et les partis communistes manquaient de cohésion et d'expérience politique. Du fait de leurs faiblesses internes et de la répression, la plupart de ces partis avaient *de facto* disparu à la fin des années 1920.

A partir du milieu des années 1930, lorsque des partis communistes commencèrent à réapparaître dans ces pays, l'Internationale communiste avait depuis longtemps cessé d'être un instrument de la révolution socialiste mondiale. A la Treizième Conférence du parti de janvier 1924, un congrès truqué qui coïncida avec la mort de Lénine, l'Opposition de gauche trotskyste avait été écrasée. C'était le commencement du Thermidor soviétique lors duquel une caste bureaucratique conservatrice, dont le principal porte-parole était Staline, a usurpé le pouvoir politique de l'avant-garde prolétarienne. En 1935 le Comintern stalinisé était déjà passé carrément dans le camp du réformisme déclaré, et avait adopté un programme de collaboration de classes à l'enseignement du « front populaire contre le fascisme ». Dans le monde colonial, cela signifiait que les staliens s'alliaient ouvertement aux impérialistes « démocratiques » qui asservissaient les masses ouvrières et paysannes.

Lorsque l'Allemagne nazie envahit l'Union soviétique en juin 1941, celle-ci s'est jointe aux Alliés, et les partis communistes aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en France sont devenus les défenseurs sociaux-patriotes les plus empressés de leur propre bourgeoisie capitaliste. Les staliens britanniques et français se sont *opposés* à la lutte pour l'indépendance dans l'Inde sous domination britannique, dans l'Indochine française et les autres colonies ; quant à la direction du PC syrien, elle s'est portée volontaire pour combattre pour la France « démocratique ». Après la défaite de l'Allemagne nazie – au prix de 27 millions de morts soviétiques –, Staline honora ses engagements envers ses alliés impérialistes en les aidant à faire dérailler des possibi-

**LE BOLCHEVIK**

الاتحاد العربي للامم المتحدة والاتحاد الأوروبي في الشرق الأوسط  
أمريكا: إرضى يدريك من العراق!

**دافعوا عن الشعب الفلسطيني!**  
**الجلد النوري لكل القوات الإسرائيلية**  
**والمستوطنين من الأراضي المحتلة!**

بيان من العصبة الإسرائيلية بالولايات المتحدة

يجب على الطبقة العاملة العالمية أن تحشد صفوفها وبشكل كامل للدفاع عن الشعب الفلسطيني ضد آلة الإرهاب العسكري الصهيوني. مستغلًا مقتل ١١٠ من الأسرى الفلسطينيين المدنيين الأبرياء في مدينة جناتيا العمالية في يوم عيد النضج اليهودي في عملية الانتحارية لعماس - (امتداد إجرامي خبيث وبالغمية القومية العاقلة للحكام الصهاينة - (تلحق الأذى الأول لشارون خلال مكات من الوحدات العسكرية وعشرات من العائلات والمظاهرات العنيفة - (تلحق الأذى الأول لشارون خلال مكات من الوحدات البرية التي حيث ظل عرفات تحت الحرس منذ ديسمبر. بعد قتل عريف إحدت الوحدات العسكرية الإسرائيلية المدبر العام مرات فارضة عزلة شبه لمة على قادة منظمة التحرير الفلسطينية في غرفة بلا نوافذ. وفي ذات الوقت قامت الوحدات العسكرية الإسرائيلية وبمجاهرات أخرى ضمت كل المدن الفلسطينية بالضفة الغربية.

Troupes des USA, de l'ONU, de l'Union européenne :  
bas les pattes devant le Proche-Orient !  
USA bas les pattes devant l'Irak !

**Défense du peuple palestinien !**  
**Troupes israéliennes, colons, hors**  
**des territoires occupés !**

(30 mars 2002)

En arabe dans le *Bolchévik* n° 160

**0,80 €**

**Commande:**  
Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France



le Bolchévik

**La Ligue trotskyste de France à la manifestation en soutien aux Palestiniens à Paris le 23 mars 2002**

lités révolutionnaires en Grèce, en France, en Italie, contribuant ainsi puissamment à la restabilisation de l'ordre bourgeois ébranlé en Europe de l'Ouest. En Yougoslavie, puis en Chine en 1949, la victoire de forces autochtones de guérilla à base paysanne dirigées par des staliniens conduisit à la création d'Etats ouvriers bureaucratiquement déformés, comme ceux établis sous l'occupation soviétique en Europe de l'Est (voir « Yugoslavia, East Europe and the Fourth International : The Evolution of Pablist Liquidationism » [La Yougoslavie, l'Europe de l'Est et la Quatrième Internationale : l'évolution du liquidationnisme pabliste], *Prometheus Research Series* n° 4, mars 1993).

La Quatrième Internationale trotskyste fut la seule à maintenir la ligne d'internationalisme prolétarien qu'avaient les bolchéviks de Lénine pendant la Première Guerre mondiale : défaitisme révolutionnaire contre tous les belligérants impérialistes. La Deuxième Guerre mondiale était tant pour la Grande-Bretagne, la France et les Etats-Unis que pour l'Allemagne, l'Italie et le Japon, un conflit pour un nouveau partage des marchés, des sources de matières premières et de main-d'œuvre bon marché du monde, tout comme l'avait été la Première Guerre mondiale. Et les trotskystes continuèrent à lutter pour libérer les colonies de l'impérialisme. Ils savaient que l'Union soviétique, bien que bureaucratiquement dégénérée, restait un Etat ouvrier basé sur la propriété collectivisée, et appelaient donc à la défense militaire inconditionnelle de l'URSS contre l'agression impérialiste et la contre-révolution interne. En même temps, nous n'avons pas cessé de lutter pour chasser la bureaucratie stalinienne traître par une révolution politique prolétarienne.

**La guerre de 1948**

La Deuxième Guerre mondiale changea radicalement la face du Proche-Orient. Les Etats-Unis, devenus la puissance impérialiste hégémonique, prirent progressivement la place des Britanniques et des Français comme maîtres de la région. L'affaiblissement des puissances impérialistes d'Europe de l'Ouest, alors que les masses coloniales se radicalisaient, conduisit à la création de toute une série d'Etats nominalement indépendants.

La classe ouvrière, qui avait été considérablement renforcée du fait qu'une industrie s'était développée dans la région pour soutenir la machine de guerre britannique, se trouvait maintenant confrontée à des Etats bourgeois autochtones. La victoire soviétique sur l'Allemagne nazie, et le fait que le Kremlin, en réaction au déclenchement de la guerre froide impérialiste, se donnait des airs combatifs, renforcèrent considérablement l'autorité des partis communistes en Iran et dans les pays arabes.

Après la guerre, la création de l'Etat sioniste d'Israël, consécutive au retrait britannique de Palestine, fut un événement particulièrement important pour le Proche-Orient. La bureaucratie soviétique, après avoir cultivé et favorisé le nationalisme arabe pendant près de vingt ans, effectua un virage à 180 degrés et soutint la partition impérialiste de la Palestine et l'émergence de l'Etat sioniste. L'éphémère soutien du Kremlin à Israël, conçu comme une manœuvre contre l'impérialisme britannique, provoqua une immense désorientation dans les partis communistes de la région.

La seule organisation à défendre une position internationaliste prolétarienne dans la guerre de 1948 entre Israël et les Etats arabes fut la Revolutionary Communist League (RCL), le petit groupe trotskyste palestinien. Tout en reconnaissant le droit à l'autodétermination tant au peuple de langue hébraïque qu'au peuple arabe palestinien, la RCL s'opposa résolument à la partition impérialiste et prit une position de défaitisme révolutionnaire dans la guerre :

« Cette guerre ne peut dans aucun des camps être qualifiée de progressiste [...]. Elle affaiblit le prolétariat et renforce l'impérialisme dans les deux camps [...]. La seule voie vers la paix entre les deux peuples de ce pays, c'est de retourner les fusils contre les instigateurs de meurtre des deux camps ! » [souligné dans l'original]

— « Against the Stream » [Contre le courant], *Fourth International*, mai 1948

C'est la position internationaliste que défend aujourd'hui la Ligue communiste internationale. Nous défendons les droits nationaux du peuple palestinien spolié, nous nous opposons à la répression sioniste, et nous exigeons le retrait immédiat et inconditionnel de tous les soldats israéliens et de leurs auxiliaires, les « colons » fascistes des territoires occupés. Mais nous ne dénonçons pas pour autant les droits nationaux au peuple de langue hébraïque. Sous le capitalisme, quand des populations nationales sont géographiquement interpénétrées, seul le groupe national le plus fort peut exercer son droit à l'autodétermination, en chassant ou en détruisant le plus faible. Dans de telles situations, la seule possibilité de solution démocratique, c'est de renverser le pouvoir capitaliste et d'instaurer la dictature du prolétariat, la seule classe qui n'a aucun intérêt à perpétuer les antagonismes nationaux. Ce qu'il faut c'est que les ouvriers de langue hébraïque rompent avec le chauvinisme sioniste, et que les ouvriers arabes se libèrent de l'emprise du nationalisme petit-bourgeois et de l'intégrisme islamiste, et qu'ils s'unissent dans une lutte commune pour la révolution socialiste à la fois contre la bourgeoisie israélienne meurtrière et contre tous les régimes arabes. Si l'Etat sioniste d'Israël a

des rapports particulièrement étroits avec l'impérialisme US, les États bourgeois arabes n'en sont pas moins des ennemis de la libération palestinienne.

L'impact de la guerre de 1948 a été profond et durable. Près d'un million d'Arabes ont été expulsés de Palestine – la plupart vers des camps de réfugiés sordides où eux et leurs enfants vivent encore aujourd'hui. En même temps, des populations juives séfarades, dites « orientales », fuyaient les pays arabes pour aller en Israël. Cette migration était encouragée par les régimes arabes aussi bien que par les sionistes. La défaite arabe a totalement discrédité les régimes arabes traditionalistes, dont l'incompétence et la corruption sont apparues au grand jour, ce qui a provoqué la chute de gouvernements et de monarchies dans toute la région, contribuant ainsi à paver la voie au pouvoir pour une série de régimes nationalistes arabes. En même temps, Israël servait d'ennemi « extérieur » aux nationalistes arabes, leur permettant de détourner de leurs oppresseurs capitalistes la colère et la frustration des masses.

### Les communistes égyptiens et la montée de Nasser

L'impact de ces événements fut particulièrement évident dans l'Égypte de l'après-guerre. Historiquement le centre politique et culturel du monde arabe, ce pays est de loin le plus peuplé de tous les pays arabes. L'Égypte était aussi militairement l'État le plus puissant en confrontation directe avec l'État sioniste d'Israël. C'est pour cela que le colonel Nasser, l'homme fort égyptien, fut la figure dominante du nationalisme arabe dans les années 1950 et 1960, influençant par son intervention le cours des événements en Syrie, en Irak, au Yémen et ailleurs au Proche-Orient.

Il y a deux générations de cela, Nasser était considéré par beaucoup comme l'incarnation d'une mythique « révolution arabe » et d'une alternative « socialiste » non communiste pour les « pays non alignés » du Proche-Orient, d'Asie et d'Afrique. Il avait rehaussé son prestige « anti-impérialiste » avec la guerre de Suez en 1956, dans laquelle il avait tenu tête à Israël, à la Grande-Bretagne et à la France. Cependant, si Nasser inspirait tant d'enthousiasme, c'était pour une bonne part dû aux staliniens eux-mêmes qui entretenaient les illusions dans son « socialisme arabe ». En réalité, c'est en



Soviet Export

**Le barrage d'Assouan en Égypte. Au Proche-Orient, l'industrie moderne coexiste avec l'arriération économique et sociale.**

grande partie dans le but d'écraser la classe ouvrière combattive d'Égypte, qui était principalement sous la direction des communistes, que Nasser était venu au pouvoir.

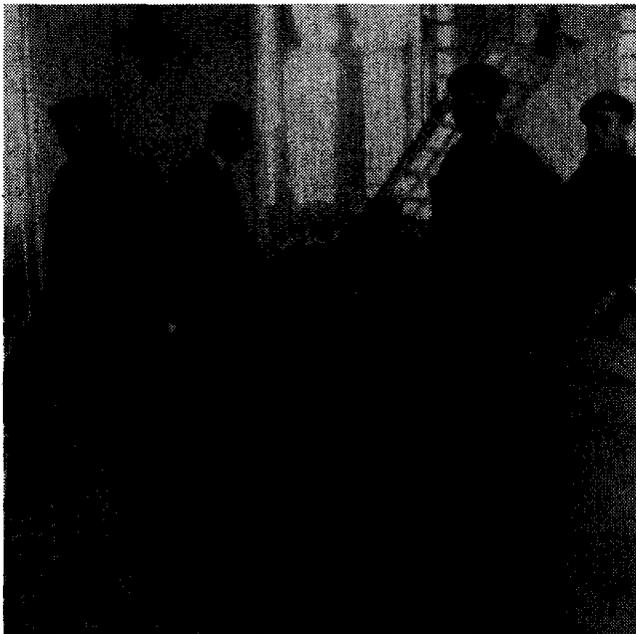
La montée de la lutte des classes en Égypte à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, même si elle n'atteignit pas le même niveau qu'en Iran ou en Irak, permit néanmoins aux jeunes groupements communistes, dont le plus éminent était le Mouvement égyptien de libération nationale (MELN), fondé par l'intellectuel juif Henri Curiel, d'acquiescer jusqu'à un certain point une influence de masse. L'organisation nationaliste égyptienne traditionnelle, le Wafd, avait été grandement discréditée par sa pratique gouvernementale corrompue et oppressive pendant les années de guerre, où elle avait joué ouvertement le rôle de larbin des Britanniques. Lorsqu'un soulèvement de masse contre l'occupation britannique embrasa le pays, et au fur et à mesure que les ouvriers imposaient leur pouvoir par des grèves, les communistes réussirent à remplacer le Wafd à la tête du mouvement ouvrier, notamment dans le textile, la principale industrie du pays.

En février 1946, la répression par la police d'une manifestation étudiante au Caire se solda par la mort d'un certain nombre d'étudiants. Le 21 février, le « Comité national des ouvriers et des étudiants » dirigé par les communistes appela à une grève qui paralysa totalement le pays ; au cours de celle-ci d'autres manifestants furent tués. Alors que grèves et manifestations éclataient dans tout le pays, une grève paralysa à nouveau le pays le 4 mars. À Alexandrie, des forces britanniques agissant aux côtés de flics égyptiens tirèrent sur les manifestants, tuant 28 personnes. Cherchant désespérément à mettre fin au soulèvement, les Britanniques annoncèrent qu'ils retireraient leurs troupes dans la zone du Canal de Suez. Une vague de répression gouvernementale s'ensuivit, ciblant en particulier les dirigeants communistes.

Après la guerre de 1948, le régime discrédité proclama l'état de siège, tandis que des émeutiers excités par le groupe fascisant des Frères musulmans pillaient les boutiques juives, incendiaient les synagogues et massacraient plusieurs dizaines de Juifs. Au moins à une occasion, les communistes organisèrent la défense d'un magasin juif contre les pogromistes. Quand les expulsions massives et l'émigration de Juifs commencèrent, Henri Curiel et d'autres fondateurs et dirigeants du communisme égyptien furent parmi les premiers visés.

L'agitation populaire contre l'occupation militaire britannique explosa à nouveau en octobre 1951, quand les Britanniques refusèrent de se plier à un décret du gouvernement Wafd qui leur enjoignait d'évacuer la zone du Canal. Le gouvernement égyptien s'étant révélé impuissant, les communistes se mirent à la tête de la vague anti-britannique qui déferlait sur le pays. La répression gouvernementale s'étant avérée incapable d'enrayer la vague de grèves, les communistes continuèrent à étendre leur influence dans le syndicat du textile du Caire et de sa région, les syndicats des transports du Caire, et à d'autres endroits. Fin 1951 le Mouvement démocratique de libération nationale (MDLN), l'organisation qui avait succédé au MELN, était devenu la force politique dominante dans le mouvement syndical égyptien.

En janvier 1952, un incident armé entre forces britanniques et égyptiennes dans la zone du Canal déclencha des émeutes au Caire, au cours desquelles une grande partie du quartier commercial du centre-ville fut incendiée. Avec un gouvernement totalement discrédité et pratiquement paralysé, le pays était de plus en plus polarisé entre d'une part



Grinn/Magnum

**Troupes françaises à Port Saïd. Lorsque Nasser nationalisa le Canal de Suez en 1956, la Grande-Bretagne, la France et Israël envahirent l'Égypte.**

les Frères musulmans, qui se développaient rapidement, et de l'autre les communistes. Les militants étudiants des Frères musulmans recevaient un entraînement militaire dans les universités, circulaient sur les campus à bord de jeeps militaires, en tirant en l'air à la mitrailleuse pour intimider leurs adversaires.

Le MDLN avait aussi une organisation militaire, mais son rôle était de soutenir le « Mouvement des Officiers libres » de Nasser, une coalition hétérogène dans l'armée qui comprenait des Frères musulmans, des wafdistes et le MDLN. Nasser utilisait le MDLN pour imprimer les tracts des Officiers libres et assurer un certain nombre d'autres tâches. Pendant ce temps-là, les Officiers libres allaient donner un coup de main aux Frères musulmans et à leurs « bataillons de la libération » dans la zone du Canal. L'un de ceux qui jouaient un rôle central dans cette opération c'est Anouar Al-Sadate, frère d'armes de Nasser (et futur président d'Égypte), qui avait déclaré dans une interview en 1952 qu'Hitler était un grand patriote qui travaillait pour le bien de son peuple.

En juillet 1952, les Officiers libres s'emparèrent du pouvoir, balayant la monarchie déconsidérée. Le MDLN soutint le coup d'Etat militaire qu'il estimait être l'expression du « mouvement démocratique national ». Le mois suivant, les ouvriers du textile de Kafr El-Dawar, près d'Alexandrie, se mirent en grève, confiants que le régime était de leur côté puisque leurs dirigeants leur en avaient donné l'assurance. Mais Nasser décida de passer à l'offensive contre le mouvement ouvrier organisé. Il fit arrêter deux dirigeants de la grève, qui furent condamnés à mort pour « crime grave contre l'Etat » et pendus dans l'enceinte de l'usine. Les communistes furent mis hors la loi et les grèves furent interdites, et un régime corporatiste de contrôle syndical fut mis en place dans lequel les syndicats se retrouvaient *de facto* sous le contrôle du régime militaire.

La nationalisation du Canal de Suez par Nasser en 1956,

suivie de l'invasion de l'Égypte par la Grande-Bretagne, la France et Israël marqua un tournant dans l'histoire du Proche-Orient de l'après-guerre. Washington, en forçant la Grande-Bretagne et la France à retirer leurs troupes, confirma que l'impérialisme US était devenu le caïd impérialiste dans la région. Ce que les Etats-Unis voulaient faire alors, c'était renforcer le Pacte de Bagdad (CENTO), une alliance militaire régionale antisoviétique similaire à l'OTAN en Europe de l'Ouest. Mais Nasser, prenant la tête d'une campagne contre l'adhésion des gouvernements arabes au Pacte de Bagdad, se tourna vers l'Union soviétique, tout en continuant la répression contre les communistes. Moins d'un mois avant la nationalisation du Canal de Suez, un tribunal militaire condamnait 40 communistes à des peines de prison et de travaux forcés.

L'établissement de relations plus étroites entre l'Union soviétique et l'Égypte conduisit les Soviétiques à faire une réévaluation de Nasser. Désormais on présenta son coup d'Etat de 1952 comme une « révolution anti-impérialiste ». Les différents groupes communistes en Égypte, unis par leur soutien enthousiaste à Nasser, décidèrent de fusionner leurs forces. Pour aller dans le sens de la vague montante du nationalisme pan-arabe de Nasser, le Parti communiste unifié d'Égypte décréta qu'il était interdit aux Juifs de jouer un rôle dirigeant dans le parti.

Comme Nasser avait réussi à mater les communistes égyptiens, les nationalistes au pouvoir en Syrie cherchèrent à s'unir à l'Égypte afin de contrecarrer l'influence croissante du Parti communiste syrien. Comme en Égypte, les communistes syriens s'étaient liés politiquement à des nationalistes bourgeois qui se révélèrent les pires ennemis des travailleurs. Le parti Baas au pouvoir en Syrie, quoique violemment anticommuniste, se donnait des airs « de gauche » : comme il résistait aux pressions occidentales l'incitant à adhérer au Pacte de Bagdad, il avait fait des ouvertures à l'Union soviétique et fait entrer les communistes dans la coalition gouvernementale.

Le Parti communiste syrien continuait à se développer de façon spectaculaire, et en 1957 il était à la tête des trois fédérations syndicales. Il continuait à saluer en Nasser le « dirigeant du front national de libération arabe » tout en objectant à l'union prévue avec l'Égypte. Mais la création en 1958, sous la direction de Nasser, de la « République arabe unie » conduisit à la répression du puissant PC syrien, alors le plus grand du Proche-Orient, et à l'arrestation de ses dirigeants et de centaines de ses militants.

L'année suivante, Nasser se retourna brutalement contre les communistes égyptiens qui le soutenaient et ordonna l'arrestation de pratiquement tous les militants de gauche du pays. Les communistes emprisonnés furent humiliés, torturés et contraints de répudier leurs idées politiques. Et pourtant, alors même que leurs camarades étaient battus à mort ou qu'on les laissait mourir par manque de soins médicaux, les communistes continuèrent à soutenir politiquement Nasser.

Pendant toute la durée de leur alliance diplomatique avec le régime bonapartiste militaire de Nasser, les staliniens du Kremlin ont livré à l'Égypte capitaliste davantage de missiles anti-aériens et de matériel militaire en tout genre qu'ils n'en ont fournis au Nord-Vietnam, alors même que les ouvriers et les paysans vietnamiens menaient un combat héroïque – et finalement victorieux – contre l'impérialisme US. Comme on pouvait s'y attendre, le nationaliste bourgeois Nasser finit par se retourner contre ses parrains soviétiques. Dans les

années 1970, Anouar Al-Sadate, le successeur qu'il s'était lui-même désigné, mit l'Égypte totalement dans l'orbite de l'impérialisme américain.

### L'Iran après la Deuxième Guerre mondiale

C'est en Iran que s'est produit le plus formidable soulèvement ouvrier de l'après-Deuxième Guerre mondiale au Proche-Orient. Le Toudeh, parti communiste pro-Moscou, était, après plus de vingt ans de travail (clandestin en grande partie), très enraciné dans le prolétariat, et il s'était spectaculairement développé vers la fin de la guerre. En 1944 le Toudeh avait déjà 25 000 membres. Il avait constitué un Conseil central des syndicats unis (CCSU) d'Iran, qui en 1946 revendiquait 400 000 adhérents. Les forces du Toudeh étaient alors concentrées dans le nord de l'Iran, car le parti se conformait à Staline qui ne voulait pas de luttes sociales dans les pays impérialistes « démocratiques » ni dans leurs colonies : il décourageait donc ouvertement tout travail dans le sud occupé par les Britanniques, et en particulier dans la région pétrolière du Khouzistan, où l'explosion couvait.

Cependant, vers la fin de la Deuxième Guerre mondiale, une situation pré-révolutionnaire s'était de toute évidence développée et le Toudeh aurait pu prendre le pouvoir. Le CCSU jouait *de facto* le rôle d'un gouvernement dans le nord de l'Iran : il collectait les impôts, assurait la police et la justice, etc. En outre, la présence militaire soviétique dans le nord de l'Iran constituait un énorme encouragement à un soulèvement social. Mais pour Staline, le Toudeh et le prolétariat iranien n'étaient qu'une monnaie d'échange à sacrifier dans la vaine quête d'une « coexistence pacifique » avec l'impérialisme anglo-américain.

L'occupation du nord de l'Iran par l'armée soviétique fin 1945 conduisit à l'établissement de républiques autonomes dans l'Azerbaïdjan et le Kurdistan iraniens, où non seulement les droits nationaux furent accordés, mais des réformes significatives furent aussi réalisées. Toutefois le Kremlin retira ses troupes début 1946, sacrifiant les républiques d'Azerbaïdjan et du Kurdistan dans l'espoir d'obtenir du shah des concessions dans les domaines du pétrole et du gaz. Le marché que proposait Staline, c'est qu'il s'engageait implicitement à ce que le Toudeh utilise son immense autorité dans le prolétariat pour garantir la paix des classes. Cet engagement ne tarda pas à être honoré : le Toudeh allait bientôt gâcher une occasion révolutionnaire.

En juillet 1946, l'Anglo-Iranian Oil Company (AIOC) essaya de briser les syndicats pro-Toudeh après une grève victorieuse des ouvriers des raffineries et des puits de pétrole dans la région majoritairement arabe du Khouzistan. Le CCSU appela alors à une grève générale. Après des combats de rue sanglants, attisés par l'AIOC, qui avaient éclaté entre ouvriers arabes et non arabes, les milices du Toudeh prirent le contrôle de la ville stratégique d'Abadan. Mais la direction du Toudeh, à la demande pressante du gouvernement, envoya le secrétaire général du parti et le premier secrétaire du CCSU à Abadan pour mettre fin à la grève, alors que les revendications des ouvriers n'avaient pas été satisfaites. En



Illustrated London News

**Téhéran, 1951 : le parti stalinien Toudeh a subordonné le prolétariat iranien en lutte au régime nationaliste bourgeois de Mossadegh.**

récompense pour cette trahison, trois membres du Toudeh furent admis au gouvernement. A peine deux mois plus tard, les ministres du Toudeh furent renvoyés ; et quand le CCSU réagit en appelant à une journée de grève générale, des centaines de militants furent arrêtés, ses locaux occupés et son journal interdit.

### Iran, 1953 : une révolution prolétarienne sabotée

Le Toudeh, qui avait déjà saboté une occasion révolutionnaire, se retrouva à nouveau en position de renverser l'oligarchie au pouvoir lors de la crise de la nationalisation du pétrole, sous le régime de Muhammad Mossadegh. En 1949, Mossadegh, riche aristocrate et propriétaire foncier, prit au Majlis (parlement) la tête de l'opposition à un nouvel accord avec l'AIOC, et en 1951 il appelait carrément à la nationalisation du pétrole. Le Front national de Mossadegh était une alliance instable entre des technocrates bourgeois occidentalisés et une aile religieuse dirigée par le clergé chiite derrière l'ayatollah Kachani ; c'est la revendication de la nationalisation de l'AIOC et l'opposition aux Britanniques et au shah qui réunissaient temporairement ces forces.

Le Toudeh, initialement, ne s'était pas rallié à Mossadegh, car les staliniens se méfiaient de ses liens avec Washington. Mais il fut obligé par sa base prolétarienne combative d'organiser de gigantesques grèves et manifestations pour exiger la nationalisation. En avril 1951, Abadan fut paralysé par une grève générale ponctuée d'affrontements sanglants avec

l'armée. Effrayé par la vague de combativité prolétarienne, le shah nomma Mossadegh Premier ministre, et l'AIOG fut nationalisé. Le cartel mondial du pétrole répliqua en boycottant le pétrole iranien, ce qui étrangla peu à peu l'économie, et Washington se détourna de Mossadegh.

Quand, en 1938, la Grande-Bretagne annonça un boycott du pétrole mexicain après la nationalisation des intérêts pétroliers impérialistes par le régime du général Lázaro Cárdenas, Trotsky écrivit, en défense de la décision mexicaine : « L'expropriation du pétrole, ce n'est ni du socialisme ni du communisme. Mais c'est une mesure hautement progressiste d'autodéfense nationale » et il souligna que « le prolétariat international n'a aucune raison d'identifier son programme avec le programme du gouvernement mexicain » (« Le Mexique et l'impérialisme britannique », juin 1938). C'était aussi le devoir des révolutionnaires de défendre la nationalisation de l'AIOG en Iran, tout en refusant d'apporter quelque soutien politique que ce soit au régime nationaliste bourgeois de Mossadegh. Les communistes devaient chercher à mobiliser la classe ouvrière dans une lutte indépendante contre le joug impérialiste, en avançant des revendications comme l'expropriation de toutes les possessions impérialistes ; il fallait aussi entreprendre de constituer des conseils d'ouvriers et de paysans pauvres luttant pour le pouvoir d'Etat. Le Toudeh, par contre, alors que la vague de radicalisme prolétarien continuait à enfler, demandait aux masses laborieuses de soutenir politiquement le Front national bourgeois. Quand Mossadegh démissionna pour protester contre le refus du shah de lui accorder des pouvoirs accrus, le Toudeh, en juillet 1952, organisa une grève générale à Téhéran qui obligea le shah à le rappeler.

Au cours de l'année 1953, les tensions entre les classes s'intensifièrent encore en Iran. Le boycott international du pétrole iranien poussait la bourgeoisie et certains secteurs de la petite-bourgeoisie dans l'opposition à Mossadegh, tandis que la détérioration de la situation économique poussait les masses plébiennes au désespoir. L'ayatollah Kachani et ses partisans rompirent avec le Front national et apportèrent leur soutien au shah. Des milliers d'ouvriers affluaient au Toudeh et dans ses organisations syndicales à la recherche d'une solution révolutionnaire aux énormes contradictions de la société iranienne. Les manifestations appelées par le Toudeh surpassaient de très loin celles appelées par le gouvernement.

En août, quand le shah tenta d'arrêter Mossadegh, le Toudeh fit descendre dans la rue des dizaines de milliers de personnes. Il était manifestement en mesure de prendre le pouvoir, mais les stalinien comptaient toujours sur Mossadegh pour mener à bien la « révolution démocratique ». Au lieu de cela, Mossadegh fit appel aux généraux pour réprimer le Toudeh – ces mêmes généraux qui travaillaient en étroite collaboration avec les conseillers militaires américains et la CIA pour le renverser. Une mobilisation organisée par les ayatollahs, qui lâchèrent leurs nervis cléricaux-fascistes dans les rues de Téhéran, prépara le terrain pour que l'armée prenne le pouvoir.

Les généraux s'attaquèrent au Toudeh, puis se retournèrent contre le gouvernement Mossadegh. Un Etat policier féroc fut mis en place. Il allait systématiquement et impitoyablement écraser le Toudeh en tant que parti de masse et le contraindre à la clandestinité pendant près de vingt ans. Mais la direction stalinienne du Toudeh s'enfonça encore plus dans l'opportunisme criminel. Fin 1978, alors que des grèves des ouvriers du pétrole ébranlaient le régime du shah, le Toudeh

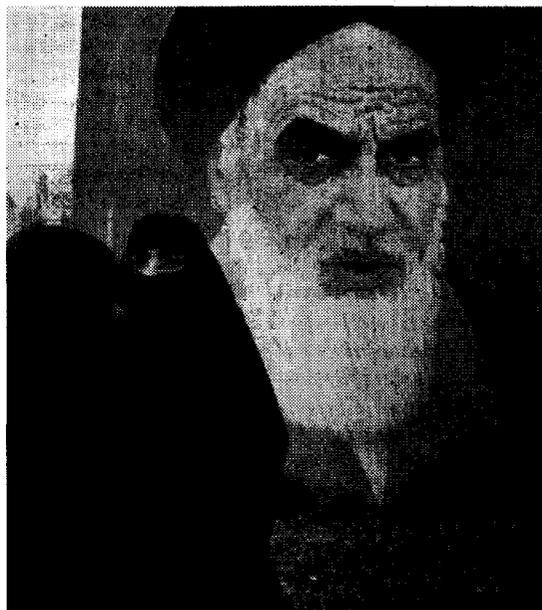
s'aligna derrière la lutte pour le pouvoir de Khomeiny et du clergé islamique, contribuant ainsi à paver la voie au massacre des militants de gauche, des syndicalistes et des Kurdes. Contre toute une série de groupes soi-disant de gauche, en Iran et dans le reste du monde, qui acclamaient les mobilisations khomeinystes, nous proclamions : « Aucun soutien aux mollahs ! A bas le shah ! Les ouvriers au pouvoir ! »

### La révolution de 1958-1959 en Irak

Cinq ans seulement après le coup d'Etat fomenté par la CIA en Iran, se produisit la plus puissante manifestation jusqu'à présent de la capacité révolutionnaire de la classe ouvrière au Proche-Orient. La chute de la monarchie irakienne, en 1958, déclencha un immense soulèvement prolétarien. La classe ouvrière, armée, fortement organisée et dirigée par le Parti communiste (PC) irakien, eut littéralement le pouvoir à portée de la main. Mais la direction stalinienne du PC irakien, sous les ordres directs de Moscou, gâcha cette occasion. La révolution irakienne, sabotée par la politique de collaboration de classes de la direction du PC irakien, qui enchaînait les ouvriers aux officiers nationalistes au pouvoir, fut noyée dans une vague de répression sanglante.

En 1948 déjà, le Parti communiste irakien avait été la force dominante d'un soulèvement contre les bases militaires britanniques dans tout le pays. Il y eut des mobilisations et des grèves massives, comme la grève des ouvriers du pétrole dirigée par les communistes, près de Haditha. Ce soulèvement fut finalement maté par la répression gouvernementale. Des centaines de communistes furent arrêtés ; Fahd, le dirigeant du PC irakien, ainsi que deux autres membres du bureau politique, furent pendus en public.

Le PC irakien n'était pas seulement le plus prolétarien des partis communistes du Proche-Orient, il comptait un nombre important de militants appartenant à des minorités nationales, religieuses et ethniques. Depuis sa création en 1934,

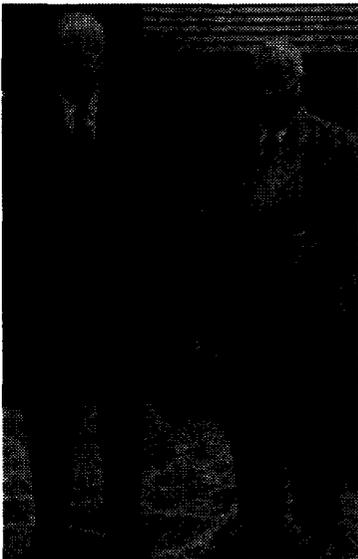


Abbas/Gamma-liaison

**La « révolution islamique » de Khomeiny a réimposé le voile aux femmes. Alors que presque tous les pseudo-trotskyistes acclamaient Khomeiny, nous disions : « A bas le shah ! A bas les mollahs ! Les ouvriers au pouvoir ! »**

le PC irakien défendait le droit des Kurdes à l'indépendance. Le parti cherchait à recruter des ouvriers kurdes et publiait une presse en kurde. Au début des années 1950, un tiers des membres du comité central du parti étaient des Kurdes. Mais comme les staliniens, dans tout le Proche-Orient, cherchaient à cimenter des liens avec les nationalistes arabes contre l'alliance du Pacte de Bagdad dominé par les Américains, le PC irakien « arabisa » sa ligne. Dans une déclaration d'août 1955, la direction critiqua la position qu'elle avait précédemment défendue, à savoir qu'il existait « deux principaux groupes nationaux en Irak », et déclara froidement que « le peuple fraternel kurde n'a pas d'intérêts qui soient incompatibles avec les intérêts d'aucun des pays arabes » (cité dans *les Vieilles Classes sociales et les mouvements révolutionnaires d'Irak*, Hanna Batatu, 1978).

Le régime irakien fantoche était la pierre angulaire du Pacte de Bagdad, une alliance antisoviétique profondément impopulaire parmi toutes les couches de la société irakienne. En 1956, quand la Grande-Bretagne, la France et Israël envahirent l'Égypte en réaction à la nationalisation du Canal de Suez par Nasser, le PC irakien lança une campagne contre le gouvernement qui déclencha des soulèvements de masse dans les fiefs communistes de Najaf et de Hayy. Dans la ville de Najaf, en novembre 1956, une vague de manifestations dirigées par le PC aboutit à ce que les manifestants chassent



Der Spiegel

**Rencontre à Camp David entre Eisenhower, le président des USA, et Krouchtchev, chef de l'Etat soviétique. Ce dernier a bradé le soulèvement prolétarien dirigé par les communistes en Irak au profit de la coexistence pacifique avec l'impérialisme.**

la police des rues. On fit appel à la troupe, mais celle-ci fraternisa avec les manifestants. Le mouvement de Najaf provoqua une vague de grèves et de manifestations qui déferla sur Bagdad, Mossoul, Kirkouk et d'autres villes. Le mois suivant, à Hayy, le PC prit la tête d'une quasi-insurrection armée. Des ouvriers en armes prirent le contrôle d'une grande partie de la ville, tirant sur la police depuis les fenêtres et les toits des immeubles, mais furent repoussés quand ils tentèrent de prendre d'assaut le siège du pouvoir local. Des comités révolutionnaires et des « gardes populaires » organisaient la résistance et dressaient des barricades à des points stratégiques de la ville. On fit venir des renforts de police pour écraser la révolte d'Hayy, et deux communistes furent pendus sur la place publique.

Deux ans plus tard, en juillet 1958, un soulèvement révolutionnaire commença quand le Mouvement des Officiers

libres irakien renversa la monarchie mise en place par les Britanniques. A l'annonce de la nouvelle, des centaines de milliers de déshérités étaient descendus dans les rues de Bagdad pour crier leur joie et leur haine de la famille royale. Dès le début, le PC apporta son soutien au gouvernement dirigé par le général Abd al-Karim Kassem, que les staliniens proclamèrent « dirigeant unique ». Kassem essaya de jouer le PC, très bien organisé, contre les officiers nationalistes pan-arabes et contre le parti Baas, qui voulaient que l'Irak s'intègre à la République arabe unie récemment fondée par Nasser. Comme en Syrie, c'est parce que le Baas et les autres nationalistes arabes voulaient utiliser l'autorité de Nasser et les lois anticommunistes de l'Égypte pour briser la puissance croissante des communistes irakiens, qu'ils cherchaient l'unité avec l'Égypte.

A Washington et à Londres, la révolution de 1958, qui avait balayé la monarchie irakienne, un des principaux piliers de l'alliance antisoviétique anglo-américaine au Proche-Orient, et qui menaçait la domination capitaliste elle-même, alarma les maîtres impérialistes. Les Etats-Unis envoyèrent les Marines de la Sixième Flotte au Liban, et les Britanniques envoyèrent leurs parachutistes en Jordanie. C'était clairement une menace militaire en direction des masses irakiennes.

A la fin de l'été, une insurrection paysanne embrasa les plaines agricoles de l'Irak ; les paysans incendièrent les domaines des propriétaires fonciers, détruisirent les livres de comptes et s'emparèrent des terres. L'influence des communistes progressait de façon spectaculaire. Mais les forces de la réaction s'organisaient fiévreusement pour tenter d'écraser la vague révolutionnaire. En mars 1959, des officiers nationalistes et le Baas, soutenus par les grands propriétaires fonciers et les chefs tribaux, s'apprêtèrent à déclencher un coup d'Etat contre-révolutionnaire à partir de la ville de Mossoul, mais le PC fit échec à ce plan en organisant une manifestation d'un quart de million de personnes, ce qui déclencha un soulèvement plébéien qui balaya les réactionnaires des rues de Mossoul.

La révolution ouvrière était à l'ordre du jour. Une déclaration du Baas, au printemps 1959, notait avec inquiétude que les communistes dominaient les syndicats, les organisations paysannes, l'union des étudiants, les forces de résistance populaires et les comités pour la défense de la république. Mais les dirigeants staliniens rejetaient jusqu'à l'idée de diriger une insurrection ouvrière pour renverser l'appareil d'Etat capitaliste, et cherchaient au contraire à devenir partie intégrante de celui-ci : des membres ou sympathisants éminents du PC réussirent à se faire nommer à des postes de responsabilité dans l'administration et l'armée. La question du pouvoir d'Etat prolétarien était posée, et pourtant tout ce que le PC demandait, c'était d'être représenté dans le gouvernement capitaliste. Des rassemblements gigantesques, certains de plus d'un million de personnes, étaient organisés à Bagdad pour soutenir cette revendication du Parti communiste. Des unités de l'armée loyales au PC ouvraient les arsenaux et distribuaient des armes.

Mais, pour la bureaucratie soviétique, même la revendication réformiste du PC réclamant quelques ministères dans le gouvernement capitaliste était trop extrême. Quand fin avril 1959 Kassem refusa de le laisser entrer dans le gouvernement, le PC irakien, obéissant aux ordres de Moscou, renonça docilement à réclamer un gouvernement de coalition. Comme Isaac Deutscher, historien marxiste, le montra à l'époque,

Princeton University Press



**La direction du  
PC irakien à la  
manifestation du  
Premier Mai 1959.  
Quatre ans plus tard,  
un tiers du comité  
central fut assassiné  
par le régime  
nationaliste Baas.**

Khrouchtchev avait trahi les communistes irakiens pour que son entrevue de Camp David avec le président américain Eisenhower ait lieu dans un climat plus favorable :

« La plupart des observateurs occidentaux sur le terrain étaient d'accord pour estimer que Kassem pourrait difficilement résister à une offensive générale communiste. Sa propre base était réduite, et il refusait d'essayer de rallier des forces anti-communistes qui étaient intimidées et désorganisées, et que Nasser cherchait à gagner en traitant Kassem de "marionnette communiste". »

« Puis, pendant l'été, l'offensive communiste fut soudain annulée – à la demande pressante de Moscou. A Moscou, les rapports sur la montée de la température révolutionnaire en Irak avaient provoqué une vive inquiétude. Khrouchtchev rejetait l'idée d'un soulèvement communiste à Bagdad, de peur que cela provoque une intensification des interventions occidentales dans la Méditerranée orientale, mette le Moyen-Orient à feu et à sang, et torpille sa politique de coexistence pacifique. Il faisait déjà des calculs sur ce que pouvait apporter sa visite à Washington, et voulait absolument apporter des preuves de "bonne volonté" soviétique au Moyen-Orient. »

« A Moscou, on rédigea un réquisitoire contre les dirigeants communistes irakiens et on ordonna au parti irakien non seulement de se réconcilier avec Kassem, mais de capituler sans condition devant lui, avec seulement le minimum de ménagements pour ne pas perdre complètement la face. »

– reproduit dans *Russia, China and the West* [La Russie, la Chine et l'Occident], Deutscher (1970)

Kassem et les nationalistes anticommunistes passèrent alors à l'offensive. En juillet, des affrontements sanglants opposèrent des bandes baasistes aux communistes dans les quartiers de Bagdad. Les membres du PC furent chassés du gouvernement et de l'armée. Les dirigeants syndicaux communistes furent démis de leur poste ou arrêtés par la police. A Kirkouk, en juillet 1959, l'organisation locale du PC, majoritairement kurde, transforma un début de révolte en massacre de Turkmènes, qui étaient fortement représentés dans l'élite commerciale de la ville. Le massacre de Kirkouk servit ensuite de prétexte à Kassem pour réprimer le Parti communiste. Pourtant, les staliniens continuaient à se soumettre à lui et encaissaient les coups sans résistance sérieuse. Quand une révolte séparatiste kurde éclata à l'été 1961, le PC la dénonça comme « servant les desseins impérialistes ».

En février 1963, le Baas réussit à organiser un coup d'Etat qui provoqua la chute de Kassem et libéra la fureur contre-révolutionnaire. Utilisant des listes de communistes fournies

par la CIA, la Garde nationale, milice du parti Baas, déclencha un gigantesque coup de filet, arrêtant et abattant tous ceux qui étaient suspectés d'appartenir au PC. On estime que cette terreur baasiste sanglante se solda par 5 000 morts ; des milliers d'autres personnes furent emprisonnées, dont beaucoup horriblement torturées. Seul le renversement des baasistes par leurs anciens alliés de l'armée, en novembre 1963, mit fin à l'horreur. En 1969, quand le Baas revint au pouvoir, il termina ce qu'il avait commencé. Juifs, communistes et opposants divers passèrent en procès. Quant aux régions kurdes, elles furent complètement dévastées.

Dans un article polémique sur le Parti ouvrier du Kurdistan (PKK) traduit de *Spartakist*, l'organe de la section allemande de la Ligue communiste internationale, nous mentionnions cette possibilité manifeste de révolution prolétarienne en Irak en 1958-1959, et notant que le PCI était « le Parti communiste le plus prolétarien au Proche-Orient », nous écrivions :

« Au beau milieu de l'intense agitation sociale qui suivit la chute de la monarchie irakienne en 1959, cette puissante force pour la révolution sociale fut trahie par les staliniens irakiens et par Moscou. Au lieu de mobiliser sa base ouvrière pour s'emparer du pouvoir d'Etat en son nom propre, le PCI poussa les ouvriers à soutenir l'officier bourgeois Abd al-Karim Kassem. »

– « Trotskyism vs. PKK Nationalism » [Trotskyisme contre nationalisme du PKK], *Workers Vanguard* n° 716, 9 juillet 1999

Dans une lettre publiée dans le numéro suivant (« Sur le Parti communiste irakien », *Workers Vanguard* n° 717, 6 août 1999), K. Anderson accusait cette prise de position totalement correcte « d'être incroyablement molle par rapport au PC irakien ». Anderson écrivait : « Il n'y avait aucune possibilité que ce parti puisse mobiliser "sa base ouvrière pour s'emparer du pouvoir en son nom propre" [...]. Le PC irakien était un *obstacle* à la révolution, et non sa direction potentielle. » Et le comité de rédaction de *Workers Vanguard* répondit : « Ce qu'écrit Anderson est parfaitement juste. »

En fait, c'était complètement faux, et à l'opposé de toute l'argumentation de l'article auquel nous renvoyions nos lecteurs dans notre réponse, « Iraqi Rulers' Bloody Road to Power » [La voie sanglante des dirigeants irakiens vers le pouvoir] (*Workers Vanguard* n° 511, 5 octobre 1990). Comme nous le notions dans une résolution du comité central de la

Spartacist League/U.S. adoptée à l'issue d'une discussion approfondie dans l'organisation : « Affirmer, comme Anderson dans sa lettre, qu'il n'y avait aucune possibilité que le PC irakien "ait pu mobiliser sa base ouvrière pour s'emparer du pouvoir en son nom propre" revient à dire qu'il n'y a aucune contradiction entre la base prolétarienne et la direction stalinienne. De ce fait, cela élimine toute possibilité qu'un parti trotskyste intervienne pour exploiter cette contradiction, et par extension élimine aussi toute possibilité de révolution socialiste prolétarienne. »

Comme l'ont démontré les événements en Irak, des situations révolutionnaires peuvent se produire, et se produisent généralement alors que la plus grande partie de la classe ouvrière est encore sous l'emprise d'une direction réformatrice. Ce fait, en lui-même, ne détermine pas pour autant que la révolution sociale doive se terminer par une défaite, comme l'implique logiquement l'affirmation d'Anderson. Au contraire, la question de la victoire ou de la défaite du prolétariat dépend de si oui ou non l'avant-garde révolutionnaire réussit à remplacer les dirigeants réformatrices traîtres à la tête de la classe ouvrière. Pendant la révolution et la guerre civile espagnole dans les années 1930, Trotsky nota que le niveau de conscience politique du prolétariat espagnol, dans sa majorité, était plus avancé encore que celui du prolétariat russe en 1917. Ce qui manquait en Espagne, c'était un parti bolchévique, que Trotsky s'efforça inlassablement de créer dans le creuset même de la révolution.

Au cours de la discussion interne, un camarade fit remarquer qu'il y avait une différence importante entre les partis stalinien et sociaux-démocrates dans la manière dont ils étaient perçus. Le régime de Moscou était vu « comme l'héritier de la Révolution russe. Les gens le voyaient et y adhéraient sans prêter attention à la contre-révolution politique qui s'était produite ». C'est pourquoi les partis stalinien « [...] ne furent jamais simplement équivalents aux partis socialistes. Cela a duré longtemps. C'est seulement avec la montée de l'"eurocommunisme" et finalement l'élimination de l'Union soviétique que les partis stalinien devinrent simplement identiques aux partis réformatrices. Ils avaient toujours eu un radicalisme indifférencié qui les mettait à part, de sorte qu'aucun militant noir sain d'esprit n'aurait adhéré au Parti socialiste américain, mais que beaucoup d'entre eux adhèrent au Parti communiste. » Effectivement, les partis sociaux-démocrates de masse, qui de par leur nature se basent sur des illusions dans la « démocratie » parlementaire impérialiste, ne se sont jamais développés au Proche-Orient, ni presque nulle part ailleurs dans le monde colonial.

Par contre à la fin des années 1930 et dans les années 1940, des noyaux trotskystes dans des pays coloniaux comme l'Indochine et Ceylan (Sri Lanka) acquirent une base de masse aux dépens des stalinien. Ces derniers avaient en effet été amenés à rejeter la lutte pour l'indépendance nationale étant donné leur rattachement au front populaire et, plus tard, l'alliance du régime soviétique avec les impérialistes « démocratiques » pendant la guerre. Intervenant dans l'agitation sociale qui accompagnait la défaite et le désarmement des forces d'occupation japonaises au Vietnam à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les trotskystes réussirent à diriger une insurrection prolétarienne à Saïgon contre l'entrée des troupes britanniques et françaises, tandis que les stalinien d'Hô Chi Minh, eux, collaboraient avec les impérialistes « démocratiques ». Bien que réprimée dans le sang par les impérialistes (avec l'aide des stalinien), l'insurrection de Saïgon donnait un exemple concret de comment l'interven-



Quatrième Internationale

**Ta Thu Thau, dirigeant trotskyste vietnamien. Les trotskystes ont dirigé une insurrection ouvrière à Saïgon alors que les stalinien accueillait les forces d'occupation impérialistes « démocratiques ».**



tion d'un parti trotskyste dans le soulèvement prolétarien de 1958-1959 en Irak aurait pu déboucher sur une révolution socialiste détruisant l'ordre bourgeois dans ce pays.

La lettre d'Anderson était un dérapage politique qui, poussé à sa conclusion logique, conduit à la position que le stalinisme est « contre-révolutionnaire jusqu'à la moëlle », c'est-à-dire que la bureaucratie stalinienne et les partis stalinien sont purement et simplement réactionnaires. Historiquement, ce sont des réformatrices et des centristes qui défendent cette position. Le « Comité international » de Gerry Healy-David North, par exemple, le fait pour jeter aux orties la position trotskyste de défense militaire inconditionnelle des Etats ouvriers dégénéré et déformés (voir « Anatomy of a Healyite Russia Hater - David North : Joseph Hansen's Natural Son » [Anatomie d'un healiste antisoviétique - David North : le fils naturel de Joseph Hansen], *Workers Vanguard* n° 456, 1<sup>er</sup> juillet 1988). Notre petite avant-garde révolutionnaire n'est pas immunisée contre les pressions politiques puissantes et omniprésentes exercées par les forces extérieures dans cette période post-soviétique. Ce qui est crucial, c'est que le parti soit capable de corriger ses erreurs, de clarifier et de résorber les divergences politiques dans un débat politique interne réfléchi et approfondi mené conformément à nos normes du centralisme démocratique léniniste. Dans ce cas précis, la discussion a étendu et approfondi notre compréhension de comment le mouvement communiste s'est développé au Proche-Orient ; nous avons étudié l'histoire des luttes pour baliser la voie pour ceux qui veulent combattre aujourd'hui pour de nouvelles révolutions d'Octobre au Proche-Orient.

### Les marxistes, les pseudo-trotskystes et le nationalisme arabe

Dans la turbulence révolutionnaire qu'a connue le Proche-Orient à la fin des années 1940 et au début des années 1950, l'intervention d'une organisation trotskyste, même relativement petite, aurait pu scissionner les partis communistes, en arrachant ouvriers et intellectuels subjectivement révolutionnaires à leurs dirigeants stalinien traîtres. C'était la voie à suivre pour forger d'authentiques partis d'avant-garde léninistes dans cette région. Mais la perspective de forger un

parti d'avant-garde léniniste est rejetée par nos opposants à gauche, qui pour la plupart se sont mis à la remorque du nationalisme arabe.

Typiques à cet égard sont les pseudo-trotskyistes du Secrétariat unifié (SU) de feu Ernest Mandel, qui se sont enthousiasmés pour une mythique « révolution arabe ». Ils justifiaient ainsi leur suivisme envers des nationalistes arabes « de gauche », depuis les despotes militaires comme Nasser jusqu'aux nationalistes petits-bourgeois de l'Organisation de libération de la Palestine. Le SU a constamment soutenu le nationalisme palestinien. De l'approbation enthousiaste des actes de terrorisme indiscriminé contre les Juifs au début des années 1970, il en est venu à soutenir aujourd'hui l'accord de « paix » entre l'OLP et Israël. C'est parce que le SU soutient des régimes nationalistes bourgeois arabes qu'il soutient le nationalisme palestinien et c'est logique.

Quand la lutte pour l'indépendance algérienne amena au pouvoir les nationalistes petits-bourgeois du Front de libération national (FLN), Michel Pablo, le mentor de Mandel, accepta un poste dans l'appareil gouvernemental bourgeois du dirigeant FLN Ben Bella. Le Socialist Workers Party américain, qui venait de passer du trotskysme au centrisme, considérait que le régime de Ben Bella était un « gouvernement ouvrier et paysan », suggérant qu'il allait établir un gouvernement ouvrier révolutionnaire, comme les bolchéviks en Russie. Les nationalistes arabes du FLN s'étaient engagés à préserver la propriété capitaliste, avaient proclamé l'islam religion d'Etat et pratiquaient une politique discriminatoire à l'égard de la minorité berbère. Mais les pablistes persistèrent dans leur soutien politique, même quand en 1963 Ben Bella réprima dans le sang une révolte berbère.

Le soutien politique du SU à des nationalistes bourgeois fut « théorisé » dans une déclaration publiée en 1974 par ses groupes arabes. Le titre anglais en était « The Arab Revolution, Its Character, Present State, and Perspectives » [La révolution arabe, sa nature, son état actuel et ses perspectives]. Malgré des allusions à la « révolution socialiste » et même à la « dictature du prolétariat », le SU se plaçait sur le même terrain que les nationalistes arabes, en déclarant que « l'unité nationale arabe est la tâche centrale de la révolution arabe », et en s'enthousiasmant pour son « potentiel révolutionnaire ». Le fond de commerce du pablisme, c'est l'idée qu'une « dynamique » objectivement révolutionnaire pousse les masses vers le socialisme, éliminant ainsi le besoin de forger un parti d'avant-garde révolutionnaire. Mais la dynamique de la « révolution arabe » que les pablistes voyaient était une « dynamique » qui conduisait non pas au socialisme, mais à la consolidation d'un Etat *bourgeois* unifié !

Les pablistes écartaient totalement la possibilité de gagner la base ouvrière des partis stalinien des pays arabes en opposition aux trahisons des luttes révolutionnaires que perpétreraient leurs dirigeants dans des alliances de collaboration de classes avec des nationalistes arabes. Au contraire, le SU critiquait les traîtres staliniens parce qu'ils *ne capitulaient pas assez* devant Nasser :

« L'incapacité sectaire à comprendre la question nationale a désarmé les partis communistes arabes, et en premier lieu le Parti communiste syrien, dans leur opposition à l'union syro-égyptienne de 1958, qui était en partie dirigée contre eux. Au lieu de mener sa lutte démocratique dans le cadre de l'union, le PC syrien s'est opposé à l'union en tant que telle, ce qui l'a complètement isolé des masses syriennes et a facilité la répression qui s'est abattue sur lui. De même, en s'opposant à l'union pour soutenir le général Kassem, le Parti communiste irakien a perdu une part considérable de son influence parmi les natio-

nalistes. Dans toutes ces positions, le mouvement stalinien arabe s'est placé au pôle opposé du mouvement nationaliste, en dénigrant les aspirations nationales des masses arabes au nom d'une prétendue attitude de classe, négligeant totalement le potentiel révolutionnaire de la question de l'unité arabe. »

– « La révolution arabe, sa nature, son état actuel et ses perspectives »

Les soi-disant anti-pablistes rassemblés dans le « Comité international » de Gerry Healy eux aussi s'enthousiasmèrent pour la « révolution arabe » à partir de 1967, et poussèrent ce soutien jusqu'à sa logique extrême dans les années qui suivirent en jouant le rôle d'agents de relations publiques stipendiés pour divers régimes bourgeois arabes (voir « Le healysme impose », *Spartacist* édition française n° 23-24, printemps 1986).

Nous, par contre, nous avons toujours insisté que l'idée d'une « révolution arabe » transcendant les classes était une mystification qui *entravait* une véritable libération nationale et sociale des travailleurs de l'Orient arabe. Comme nous l'écrivions après la guerre israélo-arabe de 1967 :

« Beaucoup de soi-disant marxistes pensent que la lutte pour la "libération nationale" des pays arabes s'est confondue avec la lutte pour le socialisme dans ces pays, ou même qu'elle l'a remplacée. En conséquence, ils attribuent le rôle d'"agent révolutionnaire" à des cliques petites-bourgeoises au lieu de la classe ouvrière, et ils considèrent Nasser et les autres militaristes comme les libérateurs des masses arabes. Ce genre de soutien à une "libération nationale" sans contenu de classe prolonge l'asservissement des masses arabes à leurs propres bourgeoisies. »

– *Spartacist* édition anglaise, n° 11, mars-avril 1968

## La voie communiste vers la libération sociale

En un peu plus d'une décennie, le SU est passé du soutien à la « révolution arabe » de Nasser et Cie au soutien à la « révolution islamique » de l'ayatollah Khomeiny – rejoint en cela par presque tous les groupes pseudo-trotskyistes dans le monde. Parmi ceux-ci la tendance internationale fondée par Tony Cliff, récemment disparu, et dirigée par le Socialist Workers Party (SWP) britannique, longtemps représenté aux Etats-Unis par l'International Socialist Organization (ISO), figurait en bonne place. La stalinophobie enragée est la marque de fabrique de l'officine social-démocrate de Cliff, depuis l'époque de la guerre de Corée (1950-1953), quand Cliff rompit avec le mouvement trotskyste en s'opposant à la défense militaire inconditionnelle des Etats ouvriers déformés nord-coréen et chinois contre l'impérialisme.

L'antisoviétisme de guerre froide et le soutien aux intégristes se rejoignirent pour les cliffistes en Afghanistan, où les impérialistes utilisèrent la lutte des mollahs contre l'intervention soviétique en 1979 pour mener une guerre par procuration contre l'Union soviétique. Washington armait et soutenait le *djihad* (guerre sainte) réactionnaire des intégristes – qui était aussi soutenu par pratiquement tous les régimes du Proche-Orient. Nous avons *salué* haut et fort l'intervention de l'Armée rouge soviétique en Afghanistan contre les forces dirigées par les mollahs, et nous avons appelé à l'extension à l'Afghanistan des acquis sociaux de la révolution d'Octobre. L'intervention militaire soviétique offrait la possibilité d'ouvrir la voie à l'émancipation de la population affreusement opprimée d'Afghanistan ; par contre, le retrait décidé par le Kremlin en 1988-1989 pava la voie aux massacres sanglants qui s'ensuivirent.

Mais les cliffistes se tenaient fermement dans le camp de la réaction. Aux Etats-Unis, l'ISO proclamait un soutien sans réserve aux mollahs : « Tout comme les socialistes ont



Humbert-Droz Archives

**Une déléguée turque prend la parole au Congrès des peuples d'Orient à Bakou en 1920. La révolution d'Octobre a fait faire des avancées énormes aux femmes de l'Orient musulman.**

applaudi à la défaite des USA au Vietnam, nous applaudissons à la défaite des Russes en Afghanistan. Elle encouragera tous ceux qui, en URSS et en Europe de l'Est, veulent briser le pouvoir des héritiers de Staline » (*Socialist Worker*, mai 1988). Les cliffistes acclamèrent ensuite avec enthousiasme la contre-révolution capitaliste en Union soviétique, qui a conduit à une paupérisation massive des travailleurs et à des massacres fratricides.

La guerre en Afghanistan a mis en lumière le caractère central de la question femmes dans l'Orient islamique, à la fois comme force motrice pour la révolution sociale et comme point de ralliement pour la réaction soutenue par les impérialistes. Au début de la guerre, le *New York Times* (9 février 1980) écrivait : « C'est le fait que le gouvernement révolutionnaire de Kaboul ait accordé de nouveaux droits aux femmes qui a poussé les hommes musulmans orthodoxes des villages pachtounes de l'est de l'Afghanistan à prendre les armes. » D'un autre côté, ce sont des femmes afghanes, armées et organisées en milices, qui furent parmi les combattants les plus ardents pour défendre le régime nationaliste modernisateur contre les *moudjahidins* soutenus par les Etats-Unis.

Même dans les « démocraties » capitalistes les plus avancées d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord, les femmes restent très opprimées malgré l'égalité légale et politique ; elles subissent la discrimination dans l'emploi et les salaires, et se voient assigner comme rôle principal dans la société celui de femmes au foyer et de génitrices ; des droits fondamentaux comme l'avortement leur sont soit refusés, soit constamment remis en cause. L'islam, en grande partie parce qu'il existe surtout dans des pays semi-coloniaux où l'arriération sociale est renforcée par l'asservissement impérialiste, n'a pas été obligé d'adapter son code moral répressif et de limiter son pouvoir temporel pour se conformer au principe de l'égalité politique formelle issu des révolutions

démocratiques bourgeoises en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord.

L'impérialisme, tout en introduisant la technologie capitaliste la plus avancée dans ces pays arriérés, renforçait les aspects les plus réactionnaires et les plus répressifs de la société semi-féodale. Malgré une indépendance formelle, les bourgeoisies semi-coloniales restent dépendantes des impérialistes, et craignent toute remise en cause de leur domination de classe par le prolétariat à la tête de la paysannerie pauvre et de tous les opprimés. Ces nationalistes bourgeois sont hostiles à l'émancipation des femmes, qui ne peut se réaliser que par une révolution socialiste amenant un bouleversement complet des rapports de propriété capitalistes et de toutes les institutions sociales qui y sont associées.

D'un autre côté, la lutte contre l'oppression des femmes est une force motrice pour la lutte révolutionnaire dans ce genre de pays. Décrivant la liberté nouvellement conquise des femmes de l'Asie centrale soviétique dans un discours prononcé en 1924 devant l'« Université communiste des travailleurs de l'Orient », Léon Trotsky déclarait :

« Aujourd'hui encore, on peut observer en Orient le pouvoir de l'islam, des vieux préjugés, croyances et coutumes, mais ceux-ci tomberont de plus en plus en poussière et en cendres [...]. Et ceci signifie, en outre, que la femme orientale, qui est la plus paralysée dans sa vie, ses habitudes et sa créativité, qui est l'esclave des esclaves, se retrouvera soudain libérée de toute entrave religieuse quand elle aura, étant donné les exigences des nouvelles relations économiques, arraché son voile ; elle aura une soif passionnée d'acquiescer de nouvelles idées, une nouvelle conscience politique qui lui permettra d'apprécier sa nouvelle position dans la société. Et il n'y aura pas de meilleur communiste en Orient, pas de meilleur combattant pour les idées de la révolution et pour les idées du communisme, que la femme travailleuse éveillée à la conscience révolutionnaire. »  
[traduit de l'anglais]

Le Proche-Orient est un foyer incandescent de rivalités impérialistes autour du contrôle des réserves de pétrole vitales de la région. Il y sévit aussi une oppression intense et aux mille facettes : oppression des femmes, des minorités nationales, ethniques et religieuses, ainsi que des homosexuels et d'autres. Mais ces cinquante dernières années, il s'est aussi développé un prolétariat moderne considérable dans les centres urbains de tout le Proche-Orient. Cette classe ouvrière industrielle a la puissance sociale nécessaire pour diriger les masses opprimées dans la lutte pour renverser l'ordre capitaliste et ouvrir la voie au socialisme. La clé, c'est de forger une direction révolutionnaire du prolétariat, sur le modèle des bolchéviks de Lénine qui ont dirigé la Révolution russe de 1917, basée sur la théorie et le programme de la révolution permanente de Trotsky.

Le renversement révolutionnaire du capitalisme ne peut pas se limiter à un seul pays. Il doit nécessairement balayer les régimes bonapartistes sanguinaires de Syrie et d'Irak, les intégristes moyenâgeux d'Iran et du Soudan, les monarchies réactionnaires de Jordanie, d'Arabie saoudite et des pays du Golfe, ainsi que la bourgeoisie sioniste d'Israël. Il faut que ce soit une lutte internationaliste liée au combat pour la révolution socialiste dans les pays capitalistes avancés d'Europe et d'Amérique du Nord. Pour cela il faut forger des partis trotskystes qui se réapproprient l'histoire riche en combats de classe unitaires du Proche-Orient. Ceci fait partie de la lutte pour gagner la classe ouvrière de cette région du monde – à la tête de la paysannerie et des nombreuses nationalités opprimées – au drapeau de l'internationalisme léniniste. Pour une fédération socialiste du Proche-Orient ! Pour la révolution socialiste mondiale ! ■

Présentations de camarades sud-africains à une réunion de la LCI

# La lutte anti-apartheid et la nécessité d'un parti d'avant-garde léniniste

TRADUIT DE SPARTACIST (EDITION ANGLAISE)  
n° 57, HIVER 2002-2003

Vers la fin des années 1980, les luttes de masse qui ont finalement provoqué la chute du système de l'apartheid officiel ont formé toute une génération de travailleurs et d'étudiants sud-africains. L'été dernier, à l'occasion d'une réunion de la LCI, deux camarades de Spartacist South Africa ont fait des présentations où ils tiraient les leçons de cette expérience pour les jeunes communistes et les camarades du parti dans le monde entier. Nous en reproduisons ici la transcription, revue pour publication. C'est sur la base de leur expérience dans les deux principales tendances du mouvement anti-apartheid que ces camarades ont parlé. L'un vient du Mouvement de la conscience noire (Black Consciousness Movement) et l'autre des syndicats du COSATU influencé par le Parti communiste.

## Présentation du camarade Lesiba

Je vais surtout parler du Mouvement de la conscience noire de Steve Biko, à partir duquel je me suis développé politiquement à cette époque. Ce que la plupart des gens savent du Mouvement de la conscience noire, c'est que cette formation est apparue à la fin des années 1960 et a joué un rôle de premier plan au début et à la fin des années 1970, en particulier avec le soulèvement étudiant de Soweto en 1976. Entre le Mouvement de la conscience noire et le Pan Africanist Congress (PAC), dans lequel j'étais également impliqué, la frontière était floue. Pour conclure j'évoquerai mes activités syndicales à la fin des années 1980, jusqu'aux élections nationales bourgeoises de 1994.

Le SACP (Parti communiste sud-africain) avait été interdit par le régime raciste du Parti nationaliste, avec le Suppres-

sion of Communism Act [loi sur la répression du communisme] de 1950. Par la suite, au début des années 1960, ce qu'on appelait les mouvements de libération nationale (l'ANC - Congrès national africain) et le PAC, furent interdits aussi. De 1962 jusqu'à la fin des années 1960 il y avait en Afrique du Sud ce qu'on a appelé une accalmie politique. Ce qu'on voulait dire par là c'est qu'on ne voyait aucun mouvement politique luttant visiblement pour la libération nationale. C'est la philosophie de la Conscience noire, telle que la défendait Steve Biko, qui a occupé le devant de la scène pendant cette période. Le soulèvement étudiant de 1976 était dirigé contre l'éducation bantoue, en particulier contre l'utilisation de l'afrikaans comme langue scolaire, et pour la gratuité de l'enseignement. Les soulèvements étudiants de 1976 ont touché la plupart des régions du pays, et on appelait ça communément le « black power » [pouvoir noir]. La puissance sociale de la classe ouvrière était notablement absente de ce soulèvement étudiant. C'est après 1976 qu'on a assisté à la montée de la combativité des organisations ouvrières.

Le mouvement de Steve Biko était en fait issu de la National Union of South African Students (NUSAS - Union nationale des étudiants sud-africains). La NUSAS était essentiellement une organisation étudiante libérale blanche, implantée surtout à l'Université du Natal et à l'Université de Wits. Elle était dirigée par des étudiants blancs, dont certains se considéraient marxistes, d'autres libéraux ou même conservateurs. Pour vous donner une idée de ce qu'était cette organisation : elle organisait des cours d'alphabétisation pour les masses noires illettrées dans les communautés situées aux alentours des campus. C'était une organisation *multiraciale* qui comptait des étudiants noirs dans ses rangs. A cette époque, des gens comme Barney Pityana et Steve Biko étaient membres de la NUSAS. Etant donné la manière dont l'apartheid était organisé, il était extrêmement difficile,



L'Espresso

Lors des funérailles de Steve Biko, en 1977, les manifestants rendent hommage à sa mémoire et défilent le régime de l'apartheid.



Peter Magubane

**La rébellion de Soweto, en juin 1976. Plus d'un millier d'étudiants noirs furent massacrés par les assassins de l'apartheid. La révolution ouvrière vengera les martyrs de la lutte anti-apartheid.**

même pour ces étudiants blancs qui s'identifiaient à la cause des travailleurs noirs et des pauvres, de s'intégrer à la vie sociale des Noirs.

C'est face à cette situation que Steve Biko développa l'idéologie de la conscience noire et appela à former une organisation qui représenterait les aspirations des masses noires. Les partisans de la Conscience noire estimaient que leurs intérêts dans la NUSAS étaient bridés surtout par ceux qu'ils appelaient les libéraux blancs. C'était rejeter ouvertement l'organisation multiraciale. A cette époque, Biko forma ce qui s'appela la SASO – la South African Students Organisation [Organisation des étudiants sud-africains]. C'est en fait dans les universités noires traditionnelles comme l'Université du Nord, et d'autres universités au Natal et au Cap, que cette organisation était la plus active. Après 1976, les Noirs commencèrent à s'enhardir et à penser qu'on pouvait faire quelque chose, et la classe ouvrière commença à se renforcer en termes d'organisation en syndicats. Il y eut beaucoup de grèves sauvages, et aussi beaucoup de répression de la part du Parti nationaliste du Premier ministre John Vorster.

Comme le mouvement syndical se développait, en 1979 le Parti nationaliste eut l'idée de mettre en place la Commission Wiehahn. L'objectif de cette commission était de transformer les syndicats noirs combattifs en organisations corporatistes, de les lier par des mécanismes de médiation contraignants, de museler leur puissance avec des tribunaux d'arbitrage et des instances de conciliation. Il y eut des débats pour savoir s'il fallait ou non se soumettre à la Commission Wiehahn – était-il ou non important de s'inscrire auprès des comités de contrôle gouvernementaux. La plupart des syndicats appartenant au Mouvement de la conscience noire étaient divisés sur cette question ; il en était de même pour la Federation of South African Trade Unions (FOSATU – Fédération des syndicats sud-africains). La Commission Wiehahn ne réussit pas complètement à placer

les syndicats sous le contrôle total du gouvernement. Ainsi en 1983 il y eut une grève massive des infirmières de l'hôpital de Baragwanath. Je me souviens qu'à cette époque un organisateur syndical blanc, Neil Aggett, a été tué par la police répressive du Parti nationaliste. C'est devenu vraiment une grande affaire dans les townships, avec des manifestations contre l'assassinat de Neil Aggett.

Pour vous donner une idée d'ensemble, les militants qui étaient plutôt pro-Conscience noire organisaient des syndicats exclusivement noirs. Le Black Allied Workers Union (BAWU – Syndicat des ouvriers noirs unis) de Drake Koka, dont j'ai fait la connaissance plus tard dans les syndicats, avait comme politique d'exclure les Blancs. Comme vous le savez peut-être, le Mouvement de la conscience noire employait le terme général de « Noirs » pour désigner aussi les Métis (*coloureds*) et les Indiens. Ils n'ont jamais rien dit sur les Chinois. Je ne sais pas s'ils les définissaient comme Noirs ou Blancs.

Je voudrais montrer ici combien le Mouvement de la conscience noire a eu un impact diviseur sur le mouvement syndical

qui émergeait. Le plus grand syndicat qui existe actuellement en Afrique du Sud, le National Union of Mineworkers (NUM – Syndicat national des mineurs), était initialement dirigé par des militants de la Conscience noire. Les principaux bureaucrates du NUM étaient des gens comme Cyril Ramaphosa, qui fait maintenant partie de ceux qui aspirent à devenir une bourgeoisie noire. Et le NUM rompit avec ce qui devait devenir le Council of Unions of South Africa (CUSA – Conseil des syndicats d'Afrique du Sud). Le CUSA, qui devint plus tard le National Council of Trade Unions (NACTU – Conseil national des syndicats), incluait le PAC et le Mouvement de la conscience noire et appliquait dans une large mesure leur politique d'exclusion des Blancs. Plus tard le National Union of Mineworkers se retira d'ailleurs du CUSA parce que celui-ci était affilié à la Confédération internationale des syndicats libres (CISL). La CISL est une fédération syndicale internationale anticommuniste, qui a soutenu la contre-révolution capitaliste en Pologne par l'intermédiaire de Solidarność. Un des syndicats associés au BAWU de Drake Koka, le South African Allied Workers Union (SAAWU – Syndicat sud-africain des ouvriers unis), rompit avec le Mouvement de la conscience noire à cause de sa politique d'exclusion des Blancs. Il était principalement concentré dans la province du Cap-Oriental. C'était un gros syndicat, qui dirigea de nombreuses grèves.

Jusqu'à la formation du COSATU en 1985, ces positions nationalistes s'affrontaient dans le mouvement syndical, et allaient à l'opposé d'une perspective d'unir toute la classe ouvrière sous l'égide d'une seule fédération syndicale. Il y avait le COSATU, qui était sur la ligne de l'ANC et du SACP. Le NACTU, lui, était aligné sur le PAC et le Mouvement de la conscience noire. Le mouvement pan-africaniste voulait fondamentalement exclure les Blancs, et son mot d'ordre était « un colon, une balle ». Mais en réalité, il n'avait pas grand poids. Comme nous le savons, c'est le COSATU qui

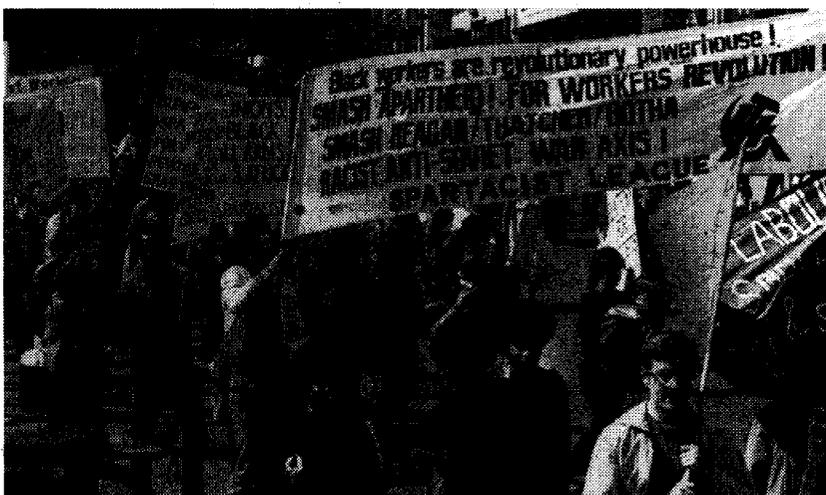
est la plus grande fédération syndicale en Afrique du Sud. En outre, la ligne anti-Blancs du PAC, « un colon, une balle », était un repoussoir pour les éléments les plus avancés de la classe ouvrière.

Juste pour vous donner une idée de la manière dont le Pan Africanist Congress s'est développé : après la convention de Bloemfontein en 1949, le groupe de jeunesse de l'ANC considéra que cette organisation était contrôlée par les Blancs et les communistes. Ceci pour montrer comment certains secteurs de la jeunesse de l'ANC étaient ouvertement anticommunistes dès 1949. Lorsque l'ANC adopta le « Freedom Charter » [Charte de la liberté] en 1955, certains éléments du groupe de jeunesse de l'ANC scissionnèrent et formèrent plus tard le PAC, en 1959. Des gens comme Nelson Mandela et Govan Mbeki restèrent à l'ANC. La direction du PAC se composait de gens comme A.P. Mda et Robert Sobukwe, dont l'idéologie était modelée sur le nationalisme africain du ghanéen Kwame Nkrumah. Après les manifestations organisées par le PAC contre les lois sur le *pass* [passeport interne imposé aux non-Blancs] en 1960 à Sharpeville, ils formèrent ce qu'ils appelèrent l'All Congress Alliance [Alliance de tout le congrès], en opposition à toutes les manifestations dirigées par l'ANC. Dans la province du Cap-Oriental, ils avaient ce qu'ils appelaient le POQO (Um Africa POQO), ou l'Afrique seule, une aile militaire qui prenait pour cible les Blancs, les policiers et les informateurs africains. Le régime de l'apartheid réagit rapidement, et en 1963 le POQO était pratiquement annihilé.

En 1985-1986, il y eut un grand mouvement de boycott des loyers dans les townships de Sharpeville, de Sebokeng et d'autres localités de ce qu'on appelait auparavant le Witwatersrand. Pour la première fois le Parti nationaliste envoya l'armée – environ 12 000 soldats furent lâchés dans les rues pour mettre fin aux manifestations des townships. Le boycott s'étendit à ma township, et tout était paralysé. A l'époque, ces événements touchèrent le pays entier, et même les townships du Cap, habités en majorité par des Métis, boycottèrent les loyers.

Mais la principale chose qui déclencha toute cette série d'événements ce fut quand, en 1985, P.W. Botha arriva avec ce qu'il appelait une « nouvelle constitution ». Ce qu'il voulait c'était former une espèce de parlement supplétif qui représenterait les Métis et les Indiens dans un parlement séparé, baptisé parlement tricaméral. Mais ce parlement n'aurait pas eu voix au chapitre sur l'éducation, l'emploi ou l'appareil d'Etat. Il n'aurait eu à traiter qu'avec des conseillers qui étaient tout simplement des marionnettes du Parti nationaliste. Le boycott et les manifestations commencèrent dans la province du Cap-Oriental et s'étendirent au Transvaal et à d'autres régions. Dans les townships qui étaient en grande majorité noirs, on devait installer des conseillers élus de ce que le Parti nationaliste appelait généralement les affaires réservées. Parmi les participants à ces manifestations, beaucoup furent tués ou blessés.

Nous y participions aussi – des gens que je connaissais ont été condamnés à mort et pendus. Il y eut aussi à cette époque un appel à une grève générale de township, un « stayaway ».



Workers Hammer

**Le cortège de la Spartacist League/Britain à la manifestation anti-apartheid du 2 juin 1984. La LCI était contre la stratégie des sanctions impérialistes, et appelait les syndicats, au niveau international, à agir pour soutenir la lutte en Afrique du Sud.**

Mais le stayaway qui en résulta dura deux jours, il fut suivi ensuite par le stayaway le plus important qu'ait connu le pays en 1987. Plus tard, j'ai rejoint le Mouvement de la conscience noire et je m'y suis engagé très activement. Puis il y a eu un affrontement entre le Mouvement de la conscience noire et l'United Democratic Front (UDF – Front démocratique uni). Ils se disputaient le contrôle du terrain politique, l'influence dans les townships, et même dans le mouvement syndical. Le régime de l'apartheid avait infiltré ces organisations et avait dressé l'un contre l'autre l'Azanian People's Organisation (AZAPO – Organisation du peuple azanien) et l'UDF. Et ce qui était vraiment remarquable dans cet affrontement c'est qu'à chaque fois qu'il y avait une grève nationale, le NACTU la boycottait parce qu'elle avait été appelée par le COSATU. Donc ça divisait la classe ouvrière suivant les lignes de fractures de l'idéologie nationaliste.

A cette époque Ronald Reagan, qui était alors président des Etats-Unis, disait qu'il fallait « s'adapter ou mourir ». C'était un appel du pied au Parti nationaliste pour qu'il ouvre la porte des négociations. La Conference for a Democratic Future (CDF – Conférence pour un avenir démocratique), à laquelle participaient différentes organisations affirmant lutter pour la libération nationale, se réunit pour discuter l'accord négocié proposé par le Parti nationaliste. L'AZAPO était contre les forums comme la CDF, auquel participaient les organisations des bantoustans détestées et les libéraux blancs du Progressive Federal Party. La position de l'AZAPO sur tout règlement négocié, c'était qu'il fallait conclure un accord à l'extérieur du pays, sous l'égide de ce qu'elle appelait un « médiateur neutre », en particulier les Nations Unies. La position du PAC était semblable à celle de l'AZAPO. La position de l'ANC était de conclure un accord en Afrique du Sud. C'était ça la divergence. Résultat, le PAC et l'AZAPO perdirent du terrain au profit du milieu de l'UDF dominé par l'ANC et allié au COSATU, et le rôle du NACTU perdit de l'importance. On organisa les groupes civiques dans les townships et ils commençaient à acquérir de l'influence par le biais des comités de rue. Nous affrontions la police avec des pierres, des bâtons et tout ce qui nous tombait sous la main. En même temps que cela, il y

avait une montée de la combativité dans la classe ouvrière ; la plupart des grèves étaient fondamentalement des grèves sauvages qui, dans une certaine mesure, obtenaient des concessions sur les salaires et les conditions de travail.

Quand j'étais actif dans le syndicat à la fin des années 1980 et pendant les années 1990, nous avons décidé : non, nous n'allons pas adhérer aux syndicats du COSATU, je n'ai rien à voir avec le COSATU, c'est le syndicat de l'ANC. Nous avons adhéré à un syndicat des métallurgistes affilié au NACTU. Mes expériences en disent long. Nous organisons une grève en claquant des doigts. Nous faisons débrayer quelque chose comme un millier d'ouvriers, et il suffisait d'un coup de sifflet pour stopper la production. Une fois, nous nous sommes battus pour avoir notre propre local syndical, où nous avons accroché des portraits d'un dirigeant du PAC et de Biko ; comme ça les ouvriers avaient un endroit où venir pour discuter de revendications syndicales.

A cette époque, l'entreprise employait surtout des Métis, des Noirs, quelques Indiens ici ou là, et quelques Blancs. C'était alors vraiment un syndicat multiracial. Quand j'ai commencé à lire les publications spartacistes, au début des années 1990, je pouvais réellement voir ce que j'avais vécu. La combativité dont je parle, c'est la combativité des ouvriers noirs, indiens, métis et blancs dans la même usine avant le démantèlement de l'apartheid. C'était l'unité multiraciale dans le mouvement syndical. Ce qui manquait visiblement c'était un *programme* pour que la classe ouvrière conquière le pouvoir d'Etat. La grève de l'usine Mercedes-Benz de Port Elizabeth nous a aussi secoués. Comme ces grévistes, nous portions aussi des AK-47 factices sur nos uniformes de travail en signe de solidarité. Donc à cette époque on pouvait voir que ce qui manquait c'était un parti qui puisse nous diriger. Nous nous sommes alors tournés vers la Workers Organisation for Socialist Action (WOSA – Organisation ouvrière pour l'action socialiste) (à qui la LCI donna un soutien critique dans les élections de 1994), qui animait des trucs comme une « commission syndicale » qui n'avait rien à voir avec la défense des emplois ou la prise du pouvoir par le prolétariat.

Je voudrais juste vous lire une citation qui touche réellement la question du parti. C'est tiré de « South Africa Powder

Keg » [La poudrière sud-africaine] (*Black History and the Class Struggle* [Histoire noire et la lutte de classe] n° 12) :

*« Ce qu'il faut, c'est un parti ouvrier bolchévique capable de diriger le mouvement ouvrier dans une révolution socialiste en Afrique du Sud, et d'étendre la révolution au niveau international, la seule chose qui fournisse une solution progressiste à toutes les tâches nationales et démocratiques. C'est au cœur de la conception de la révolution permanente de Trotsky. Seul un tel parti pourra surmonter l'effroyable pauvreté des millions d'Africains noirs qui vivent dans les campagnes, tout en défendant énergiquement la classe ouvrière industrielle syndiquée. Seul un tel parti peut apporter une amélioration rapide des conditions de vie des travailleurs noirs, tout en défendant les droits démocratiques des Métis, des Indiens, et de ceux parmi les Blancs qui accepteront un gouvernement basé centralement sur les masses laborieuses noires. »*

## Présentation du camarade Themba

En novembre 1984, nous écrivions que les syndicats noirs étaient la clé de la révolution sud-africaine. Mais pour cela, il aurait fallu qu'ils soient capables de faire le saut nécessaire pour passer d'une conscience économiste, syndicale, à un niveau de conscience prolétarienne révolutionnaire, et devenir des « tribuns du peuple ». Si les luttes anti-apartheid en sont arrivées là – sans solution prolétarienne et avec la victoire du nationalisme bourgeois – c'est parce que les syndicats ont été incapables de faire le saut nécessaire.

Il y avait à l'époque trois principales fédérations syndicales : le Council of Unions of South Africa (CUSA), le South African Congress of Trade Unions (SACTU – Congrès sud-africain des syndicats), et la Federation of South African Trade Unions (FOSATU). Le CUSA était composé de syndicats politiquement alignés sur le Mouvement de la conscience noire de Steve Biko, une des tendances du nationalisme petit-bourgeois. Le SACTU n'était pas un syndicat dans le vrai sens du terme, mais plutôt un front qui luttait pour l'influence de l'ANC dans les syndicats. La FOSATU n'avait aucune appartenance politique, et prônait ce qu'on appelait le syndicalisme indépendant, un courant qui sera plus tard connu sous le nom d'« ouvrieriste ». Je voudrais parler plus particulièrement de la FOSATU, dont l'histoire en Afrique du Sud est ce qu'on

peut trouver de plus proche d'une lutte pour l'*indépendance de classe du prolétariat* par rapport au nationalisme bourgeois, et en particulier l'indépendance politique par rapport à l'ANC.

La FOSATU avait été fondée en 1979 principalement par des intellectuels blancs radicaux, dont des professeurs d'université, des avocats et Bernie Fanaroff, dirigeant du syndicat de la sidérurgie qui était astrophysicien de formation, et plusieurs dirigeants noirs comme Moses Mayekiso et John Gomomo, venus de la base. La troisième composante de la FOSATU c'était principalement ce qu'on connaissait sous le nom de Municipal Workers Association (MWA – Association des employés municipaux) du Cap, qui travaillait en étroite collaboration avec Joe Foster, le deuxième secrétaire général de la FOSATU. Ces intellectuels blancs se qualifiaient de « non racistes ». Les défenseurs du « non-racisme » se distinguaient des partisans du

**Spartacist South Africa**

Journal de la section sud-africaine de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Abonnement:  
4 €, R10, \$4 pour 4 numéros

Pour toute commande :  
Le Bolchévik, BP 135-10  
75483 Paris Cedex 10, France

Spartacist, PostNet Suite 248  
Private Bag X2226  
Johannesburg 2000  
Afrique du Sud

Eric Miller



**Fondation du COSATU dans la province du Cap-Occidental en mars 1986. La puissance des syndicats noirs a été le facteur clé dans la chute du régime raciste sud-africain.**

« projet multiracial » qui prenait en compte l'origine raciale tout en garantissant l'égalité entre les races. Le « projet multiracial » était conforme à la Charte de la liberté, qui devait plus tard devenir la proclamation officielle de l'ANC. Les « non racistes » étaient contre toute considération de race. C'était particulièrement important pour distinguer la FOSATU du syndicalisme inspiré par le Mouvement de la conscience noire, et destiné seulement aux ouvriers noirs.

La FOSATU voulait construire des syndicats industriels opposés aux syndicats blancs du Trade Union Council of South Africa, basé sur la race, et à ses équivalents noirs de l'United Automobile Workers [Travailleurs unis de l'automobile]. Ils avaient fait des recherches approfondies sur le développement de l'industrie et les concentrations d'ouvriers noirs en Afrique du Sud, et ils étaient implantés dans l'automobile, l'acier, les industries chimiques et textiles. Voici quelques-unes des positions distinctives pour lesquelles ils se sont faits connaître : a) opposition à l'ANC, sur la base d'une lecture critique de la Charte de la liberté, qu'ils qualifiaient de document « nationaliste » n'identifiant pas les intérêts divergents des classes sociales dans la lutte de libération ; b) opposition aux liens avec les libéraux, comme le Progressive Federal Party [d'Alan Paton et Helen Suzman], qui est devenu aujourd'hui la Democratic Alliance, un parti raciste, et comme la National Union of South African Students, l'association étudiante à majorité blanche ; c) insistance sur le rôle central, et même exclusif, de la classe ouvrière dans les luttes pour la libération et pour transformer la société, en opposition à la stratégie de l'ANC et du Parti communiste pour l'émancipation nationale et sociale ; et d) une critique du Parti communiste sud-africain sur la base que c'était un courant prosoviétique, « sectaire » et « stalinien ».

Ces positions stalinophobes de la FOSATU l'amènèrent à soutenir et à se faire l'apologiste de Solidarność en Pologne. Elle déclara que Solidarność ne conduisait pas à la contre-révolution capitaliste mais qu'elle luttait pour le « contrôle ouvrier ». Allez dire ça aux ouvriers polonais qui subissent les ravages de la contre-révolution capitaliste ! Spartacist

South Africa, la section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), réitère aujourd'hui notre position trotskyste révolutionnaire pour la défense militaire inconditionnelle des Etats ouvriers déformés, la Chine, Cuba, la Corée du Nord et le Vietnam, contre les agressions impérialistes et la contre-révolution capitaliste intérieure. C'est la question russe d'aujourd'hui. Nous avons choisi notre camp, comme dans l'ex-Union soviétique, un Etat ouvrier dégénéré, où la LCI a défendu les acquis de la révolution d'Octobre jusqu'à la dernière bataille.

Au congrès de la FOSATU de 1982, le rapport présenté par Foster contenait beaucoup de références au « mouvement ouvrier allant au-delà des tâches purement syndicales ». Dans une interview accordée au journal du syndicat des ouvriers de l'imprimerie quelques mois avant le congrès, il avait mentionné qu'il fallait un « parti ouvrier », mais il n'en a jamais parlé pendant le congrès. Il affirmait vouloir établir l'hégémonie ouvrière dans les luttes des townships pour le logement, des services abordables, la lutte contre la cherté des bus, etc. Leurs rodomontades sur la « possibilité de placer la lutte contre l'apartheid dans le cadre des luttes anticapitalistes » sont restées au stade des paroles. Aucune tentative sérieuse n'a été faite pour approfondir le caractère, l'ampleur et les tâches de ce « parti ouvrier », ni son attitude et ses relations envers les autres forces sociales anti-apartheid et l'Etat bourgeois.

En fait, ces gens-là étaient contre les « partis politiques » et contre une « avant-garde politique ». Ils étaient enfermés dans la politique trade-unioniste, un quasi-syndicalisme qui ne pourra jamais marcher dans des pays comme l'Afrique du Sud où la question nationale, entre autres, a un poids si énorme et décisif. Comme l'écrivait Trotsky en 1935 : « Dans la mesure où la révolution victorieuse changera radicalement les rapports non seulement entre les classes, mais aussi entre les races, et assurera aux Noirs la place dans l'Etat qui correspond à leur nombre, la révolution sociale en Afrique du Sud aura également un caractère national (« Le problème national et les tâches du parti prolétarien », 20 avril 1935).



Afrapix

**Congrès du syndicat des mineurs en 1987, sous le mot d'ordre « Le socialisme, c'est la liberté ! » Mais les aspirations des masses au socialisme ont été trahies par la direction réformiste, dont le programme était de mettre l'ANC au pouvoir au service des capitalistes blancs.**

C'est la conception politique générale *économiste* de la FOSATU que le bloc de l'ANC exploita à fond pour mener contre cette tendance la bataille pour l'influence sur les masses. L'occasion se présenta en 1983, lorsque le gouvernement d'apartheid de P.W. Botha présenta sa loi de réforme qui instaurait trois chambres séparées du parlement pour les Blancs, les Indiens et les Métis, excluant ainsi la majorité noire. Les partis non représentés au parlement s'opposèrent particulièrement à cette initiative. Les chambres métisse et indienne du parlement n'étaient pas là pour prendre des décisions importantes. Ce dispositif était juste destiné à aider l'administration locale conformément à la politique de l'Etat de l'apartheid.

Les partis opposés à cette réforme organisèrent le Disorderly Bills Action Committee (DBAC - Comité d'action sur les lois contre le désordre), qui fonctionna d'abord principalement dans la région du Cap-Occidental. Les syndicats y participaient uniquement en tant qu'observateurs. Mais le DBAC ne dura pas longtemps, principalement à cause des tensions entre le courant de l'ANC et ce qu'on appelait la Gauche trotskyste.

Le mouvement trotskyste a fait ses débuts en Afrique du Sud au début et au milieu des années 1930. C'étaient les gens qui avaient écrit une lettre à Trotsky, et sa réponse est publiée dans notre brochure *Polemics on the South African Left* [Polémiques sur la gauche sud-africaine] (avril 1997).

Ils ont scissionné sur la question du caractère central du prolétariat par opposition aux paysans et aux opprimés des campagnes. Et ils ont constitué deux groupes séparés jusqu'au début de la Deuxième Guerre mondiale.

À la fin de la guerre, lors d'une convention à Bloemfontein, ils fondèrent le New Unity Movement [Nouveau mouvement pour l'unité], qui était fondamentalement une organisation nationaliste. Cette « Gauche trotskyste » correspond donc aux trotskystes qui s'étaient en fait liquidés dans un groupe nationaliste, le New Unity Movement. Peu après la scission, l'AZAPO, la Conscience noire et la Gauche trotskyste fondèrent le National Forum Committee [Comité du forum national], tandis que l'ANC fondait l'UDF. La FOSATU déclina l'invitation à participer à l'UDF, le qualifiant de « front de citoyens sous l'égide de l'ANC et des Eglises progressistes ».

Les 15 et 16 octobre 1983, le comité central de la FOSATU décida officiellement de ne pas adhérer à l'UDF. Dans sa résolution, il argumentait qu'il fallait « créer l'unité à l'intérieur des organisations propres à la classe ouvrière, sur la base de leurs propres intérêts de classe ». « L'UDF », poursuivait la résolution, « est une organisation représentant une variété d'intérêts de classe, sans structure claire [...] et les intérêts ouvriers sont menacés à l'intérieur de celle-ci » (Claude Joaquin, « The Trade Union Left and the Birth of a New South Africa » [La gauche syndicale et la naissance d'une nouvelle Afrique du Sud], *Notebooks for Study and Research* [Cahiers d'études et de recherche] n° 26, 1999). De plus, David Lewis, secrétaire général du General Workers Union [Syndicat général des travailleurs], un autre groupe affilié aux ouvriéristes, soulignait l'importance de préserver l'indépendance du mouvement ouvrier, et qualifiait l'UDF d'organisation « multiclassées ». La FOSATU rejetait la thèse du SACP sur la « colonisation d'un type particulier », et soutenait que l'apartheid c'était le capitalisme. Le SACP utilise cette thèse sur la « colonisation d'un type particulier » pour justifier la subordination des intérêts prolétariens indépendants à ceux du nationalisme noir de l'ANC. De par sa nature, le nationalisme cherche à *dissimuler* les intérêts de classe divergents parmi les opprimés - comme aujourd'hui entre d'une part les Noirs qui sont dans les sphères du pouvoir et qui ont accès à l'assiette au beurre de l'ANC, et d'autre part les masses laborieuses. Quand les nationalistes exhortent à l'« unité », c'est au service de cette dissimulation.

Les « ouvriéristes » étaient opposés à la campagne de désinvestissement, avec l'argument que les sociétés à qui on demandait de retirer leurs investissements faisaient partie de l'économie du pays. La Ligue communiste internationale était solidaire des sentiments qui poussaient tous ceux qui, dans le monde entier, soutenaient la lutte antiraciste en Afrique du Sud, mais nous étions opposés aux plans de désinvestissement, qui revenaient à appeler les impérialistes à faire une grève du capital. Comprendre que le pouvoir prolétarien présuppose l'existence d'une industrie et d'un prolétariat industriel, c'est l'ABC. La LCI était pour l'expropriation du capitalisme par le prolétariat en majorité noir.

C'est un terrible gâchis que toutes les analyses correctes du caractère de classe de l'ANC-UDF aient conduit à la conclusion totalement opportuniste qu'il fallait limiter la lutte à l'économisme. Et ceci s'est produit des dizaines d'années après que Lénine avait publié *Que faire ?* Je pense que ceux qui n'ont pas vu ça sont ceux qui ne voulaient pas le voir. Il ne s'agissait pas d'une espèce d'erreur politique ;



South African Labour Bulletin

**East London, 1990 : les ouvriers de Mercedes-Benz manifestent pour soutenir la grève, et contre le National Bargaining Forum. La direction du SACP intervient pour isoler les militants, démobiliser l'occupation d'usine et forcer un accord traître.**

c'était de l'opportunisme syndical pur et simple. Le mot d'ordre maximum des ouvriéristes, c'était l'unité maximum de la classe ouvrière dans le cadre de syndicats forts et démocratiques. Mais ça ne suffit pas. Pour transcender le système basé sur l'esclavage salarié, il faut un parti d'avant-garde léniniste-trotskyiste et une conscience révolutionnaire. Les syndicats se battent pour un morceau de pain en plus, alors que le parti trotskyiste se bat pour posséder la boulangerie, et pour la distribution du pain dans une société contrôlée par le prolétariat en conséquence du renversement révolutionnaire des rapports de propriété privée.

Le courant de l'ANC, plus homogène politiquement et mieux organisé à travers l'UDF, le SACTU et le SACP, avait des journaux à parution régulière pour chaque tendance, à savoir *Sechaba* (« nation » en sotho), le *South African Labour Bulletin* [Bulletin ouvrier sud-africain] publié par les partisans de l'UDF, *Workers Unity* [Unité ouvrière] du SACTU et *South African Communist* [Communiste sud-africain] du SACP. Tous ces journaux attaquaient la politique des ouvriéristes. Ils disaient que leur refus d'adhérer à l'UDF était l'expression d'un « économisme simpliste ». Mais ils allaient plus loin et dans plusieurs articles de *Workers Unity*, ils utilisèrent frauduleusement une phraséologie marxiste pour sermonner les ouvriéristes sur la « théorie révolutionnaire ». Dans une lettre ouverte à David Lewis, ils déclaraient : « Un organisateur de la classe ouvrière doit jouer un rôle dirigeant dans la lutte, et de ce fait il doit se préoccuper non seulement de gagner la classe ouvrière, mais aussi d'autres couches du peuple » (Claude Joaquin, « La gauche syndicale et la naissance d'une nouvelle Afrique du Sud »).

Le SACTU, dans son document de 1984, leur faisait la leçon : « Les syndicats ne remplacent pas, et ne peuvent pas remplacer, un parti politique de la classe ouvrière [...]. Des conceptions politiques erronées liées à l'histoire de notre lutte se sont développées dans certains secteurs du mouvement syndical démocratique [...]. Il est à la fois vital et urgent que ces erreurs soient corrigées, car elles peuvent potentiellement diviser non seulement les syndicats, mais l'ensemble du mouvement de libération [...]. Le concept d'alliance politique qui existe entre le SACTU et l'ANC a

été déformé. C'est de la propagande raciste. » (*ibid.*)

C'est répugnant de voir l'ANC – qui affirmait s'opposer au racisme – jouer la carte raciale quand ça l'arrangeait pour attaquer, quelles qu'aient été leurs erreurs, les combattants de la cause prolétarienne de la FOSATU, dont la direction était en majorité blanche. Il est tout aussi répugnant que les « ouvriéristes » – qui se réclamaient de la lutte prolétarienne contre l'oppression de classe, mais qui avaient le ventre mou – aient capitulé. Ils sont aujourd'hui ministres (Alec Erwin) et faire-valoir de la « promotion des Noirs » (Moses Mayekiso), autrement dit les plus grands complices des crimes capitalistes contre la classe ouvrière, classe dont ils prétendaient jadis se faire le champion.

Dans l'ensemble, cependant, les « ouvriéristes » avaient une analyse de gauche conséquente et généralement juste de la nature de classe de l'ANC. Quand l'Union sud-africaine fut fondée en 1910 après des affrontements entre ce qui était, alors les deux républiques boers du Transvaal et de l'Etat libre d'Orange, et les provinces du Cap et du Natal gouvernées par l'impérialisme britannique, les Britanniques donnèrent le droit de vote à l'élite noire de la province du Cap. Les Noirs qui avaient de la propriété et un minimum de diplômes pouvaient voter. Moins de deux ans plus tard, l'ANC fut fondé (il s'appelait alors l'African National Native Congress – Congrès national africain autochtone) ; son programme était de lutter pour étendre le droit de vote à l'élite noire dans toutes les autres provinces. Ceci resta son objectif principal jusqu'à ce que le gouvernement de la minorité blanche qui arriva au pouvoir en 1936 supprime ces droits dans la province du Cap aussi. Il devenait clair pour l'élite noire que la seule voie vers le pouvoir qui leur restait passait sur le dos des masses déshéritées. Et ils inclurent le suffrage universel dans leur programme pour la première fois. Il n'y a donc aucun doute quant à la nature de classe de l'ANC. Certaines personnes veulent dépeindre l'ANC comme ayant été d'une certaine manière socialiste. Mais son programme de fondation est très clairement pour le nationalisme de l'élite noire. En tant que nationalistes, ils ne veulent pas que des étrangers oppriment leur peuple, et ils pensent qu'ils devraient avoir la possibilité de le faire eux-mêmes.

La principale faiblesse des « ouvriéristes » est qu'ils n'avaient aucun programme, ni aucune conception du genre de parti nécessaire pour diriger la lutte pour l'émancipation nationale de la majorité non blanche. Ils avaient la tête enfouie dans le bac à sable syndical. C'est parce que le potentiel révolutionnaire de la lutte anti-apartheid des masses prolétariennes et opprimées a été dilapidé qu'aujourd'hui l'ANC administre et défend le capitalisme du néo-apartheid, ce qui signifie que les lois restrictives de l'apartheid ont été abolies, mais que la base économique et sociale de l'apartheid demeure intacte.

Dans les articles écrits à cette époque, c'est ce contre quoi nos camarades de la Spartacist League/U.S. nous avaient mis en garde. « A long terme, à l'échelle historique, le syndicalisme apolitique pour la défense du pain quotidien ne peut pas prévaloir en Afrique du Sud. L'oppression raciste blanche des masses noires est trop profonde, trop brutale, trop multiforme, trop évidente. Le fait même que la plupart des ouvriers noirs ont leur famille et leurs proches dans les bantoustans va à l'encontre d'une conscience syndicale étroite » (« The Struggle for Independent Black Unions in South Africa » [La lutte pour des syndicats noirs indépendants en Afrique du Sud], *Workers Vanguard* n° 248, 25 janvier 1980).

Quatre ans plus tard, dans une étude critique de l'« ouvriérisme » de la FOSATU, nous écrivions :

« Foster affirme qu'il est nécessaire d'avoir une organisation ouvrière indépendante, et il met en garde contre le caractère potentiellement traître du nationalisme petit-bourgeois. Ces assertions sont en elles-mêmes entièrement valables mais elles sont utilisées ici pour justifier l'économisme syndical. Pour Foster la tâche des syndicats c'est la défense des intérêts catégoriels des ouvriers dans le cadre du capitalisme de l'apartheid. Il assigne aux nationaux-populistes de l'ANC la tâche herculéenne de libérer de la domination coloniale blanche la population noire asservie, avec peut-être l'aide occasionnelle du mouvement syndical noir. Mais c'est une tâche que le nationalisme petit-bourgeois ne peut pas mener à bien. La seule manière de garantir que les mouvements de libération nationale ne se retournent pas contre les ouvriers qui les soutiennent est que le mouvement ouvrier se place *lui-même* à la tête de la population noire opprimée, pour combattre toutes les manifestations du pouvoir raciste blanc. »

– « South African Revolution : Black Unions the Key »  
[La révolution sud-africaine : les syndicats noirs sont la clé], *Workers Vanguard* n° 366, 9 novembre 1984

Avec la fondation du COSATU en 1985, on put constater que la conception de syndicats indépendants perdait du terrain sous la pression des courants de l'ANC. En 1987, le COSATU adoptait la Charte de la liberté. Les « ouvriéristes » capitulèrent, et la victoire des partisans de la charte, dominés par l'ANC, signifiait que, même si c'était la puissante et combative classe ouvrière sud-africaine qui avait ébranlé les fondations du capitalisme de l'apartheid, l'espoir d'un courant prolétarien luttant pour le pouvoir était anéanti. C'est sous ces luttes héroïques des ouvriers qui avaient contraint la bourgeoisie, y compris ses maîtres à Wall Street et à la City de Londres, à changer de stratégie et à opter pour des négociations et le transfert du pouvoir à l'ANC-SACP-COSATU, les hommes de paille noirs de la classe capitaliste blanche.

Comme peut le constater quiconque a des yeux pour voir, la lutte armée de l'ANC était suicidaire pour la majorité noire. Nous écrivions à l'époque : « L'Afrique du Sud semble se diriger la tête la première vers une confrontation sanglante. Le système de l'apartheid – une partition bidon où les Blancs ne concèdent rien – s'écroule. Les Noirs ont clairement fait savoir qu'ils ne supporteront plus cette situation d'oppres-

sion. Et la population blanche est armée jusqu'aux dents, déterminée à défendre ce qu'elle a. Les côtes sont sûres, il y a une ceinture d'Etats africains noirs soumis au Nord, et la lutte oppose les Blancs aux Noirs, suivant une ligne de fracture nationale. Aussi longtemps que le principe national prévaut, dans une confrontation militaire, aujourd'hui et pour la période qui vient, les Blancs l'emporteront haut la main » (« South Africa : Razor's Edge » [L'Afrique du Sud sur le fil du rasoir], *Workers Vanguard* n° 376, 5 avril 1985).

### Les masses noires ripostent

La vague initiale de protestation, dans les années 1980, était dominée par les groupes civiques des townships et la jeunesse étudiante, qui constituaient la base de l'UDF. En 1984 le régime raciste de l'apartheid décréta l'état d'urgence et il y eut une violente répression, visant principalement l'UDF. Cette répression donna l'occasion à la classe ouvrière d'entrer en scène. C'est alors que le prolétariat passa à l'offensive contre le régime de l'apartheid. Les grèves s'étendirent comme un feu de paille. Début 1987 il y eut un grand nombre de grèves. Les cheminots et les postiers se mirent en grève, ainsi que les vendeurs de la chaîne de magasins OK-Bazaars, encadrés par le Commercial Catering and Allied Workers Unions of South Africa (Syndicat des ouvriers traiteurs de l'industrie de la restauration). Au cours d'affrontements à la gare de Doornfontein, à Johannesburg, des ouvriers et des flics furent tués. Fondamentalement, voilà ce qui s'était passé : alors qu'ils étaient en grève à Germiston, à l'est de Johannesburg, plusieurs cheminots avaient été tués par des flics. Les travailleurs, rassemblés au siège du COSATU, allèrent affronter les flics avec des bâtons et des haches à la gare de Doornfontein. La direction du COSATU, qui était toujours contrôlée par Jay Naidoo, tenta de stopper les travailleurs, mais ceux-ci ne voulurent rien savoir. Ils allèrent à la gare de Doornfontein, et il y eut une bataille rangée avec les flics, avec des morts dans les deux camps.

En 1987 encore, les ouvriers de 28 mines d'or et de 18 mines de charbon, au total plus de 340 000 travailleurs, se mirent en grève sous la direction du National Union of Mineworkers. Le congrès du NUM en 1987 était placé sous le thème « le socialisme, c'est la liberté ». C'était vrai alors et ça l'est toujours ! A bas le capitalisme du néo-apartheid de l'ANC-SACP-COSATU ! Forgeons un parti d'avant-garde léniniste-trotskyiste ! Pour l'indépendance de classe du prolétariat vis-à-vis de tous les partis bourgeois et de l'Etat !

A mesure que la lutte se développait, de nouvelles initiatives organisationnelles prenaient naissance dans les trains de banlieue, principalement ceux venant des townships noirs. C'est dans les trains qu'on annonçait les nouvelles grèves et qu'on donnait les nouvelles des grèves en cours, qu'on faisait des collectes de solidarité, qu'on discutait et qu'on échafaudait des plans pour s'occuper des briseurs de grève. C'est là que la solidarité avec les ouvriers engagés dans les occupations d'usines se mettait en place. Voilà ce qui se passait, fondamentalement : si une entreprise se mettait en grève, on faisait passer le mot dans les trains que ladite entreprise était en grève, et quand ils allaient faire des livraisons les membres du COSATU refusaient de toucher aux marchandises en question ou de les utiliser pour leur travail. Quand des membres du COSATU mouraient, y compris des ouvriers qui n'étaient pas des dirigeants officiels du syndicat ou des permanents syndicaux, des dizaines de mil-

liers d'ouvriers allaient aux cérémonies d'hommage, et faisaient des dons.

Je me souviens qu'une fois nous sommes allés aux obsèques d'un type avec qui j'avais travaillé à Orlando West, à Soweto. Nous étions environ 10 000 ouvriers, et c'était pendant l'état d'urgence. Ces rassemblements n'étaient pas autorisés. Les flics nous pourchassaient de partout. Les dons s'élevèrent à plus de dix mille rands. Les ouvriers enterraient leurs camarades et se sentaient responsables de leurs camarades. Ce niveau d'organisation était très courant.

Et ça ne s'arrêtait pas aux trains. La plus haute expression de cette organisation, c'étaient les comités de zone, qui rassemblaient parfois jusqu'à 20 entreprises. La tâche des comités de zone était de coordonner les luttes dans un quartier donné, avec des réunions hebdomadaires, où étaient discutées des questions comme quelles entreprises étaient en grève, et comment aider à s'occuper des briseurs de grève. Cela comprenait aussi la question d'organiser ceux qui, dans la zone concernée, n'étaient pas organisés.

Les adhérents se réunissaient régulièrement, non seulement ceux du COSATU mais ceux du NACTU aussi. Ces réunions ne se limitaient jamais aux questions exclusivement syndicales, elles s'occupaient aussi des autres luttes de la communauté et des luttes étudiantes. C'était quelque chose comme des soviets sous une forme embryonnaire. La base politique était très minimale, le plus petit dénominateur commun, à savoir l'opposition à l'apartheid. Je me rappelle, en tant que délégué syndical COSATU, m'être brûlé les doigts dans une de ces réunions, en 1989 à Johannesburg, lorsque j'ai interpellé les représentants du NACTU parce qu'ils avaient autorisé leurs adhérents à briser notre grève. Malgré les murmures d'approbation dans la salle, les dirigeants qui se targuaient d'être les champions de « l'unité » se sont empressés de m'accuser d'être « hors sujet ».

L'occupation héroïque des membres du National Union of

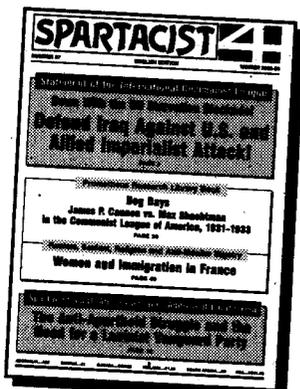
Metal Workers of South Africa (NUMSA – Syndicat national des métallurgistes d'Afrique du Sud) à Mercedes-Benz Afrique du Sud d'août à septembre 1990 mérite une mention spéciale. Les ouvriers s'étaient révoltés contre les baisses de salaires imposées par l'entreprise et les pontes syndicaux dans le cadre du National Bargaining Forum [Forum national de négociation]. Deux mille ouvriers environ occupèrent l'entreprise, avec un service d'ordre qui gardait les accès. Les ouvriers avaient déployé des drapeaux de l'ANC et du SACP sur les poteaux où flottaient habituellement les drapeaux de l'entreprise. Plusieurs bureaucrates syndicaux s'étaient fait tabasser parce qu'ils essayaient de persuader les ouvriers de quitter les locaux de l'entreprise. On fit venir Joe Slovo et Steve Tshwete par avion pour intervenir. Ces ouvriers étaient isolés, le NUMSA mobilisait contre eux. Le *South African Labour Bulletin* (volume 15, n° 4, novembre 1990) décrit parfaitement ce qui s'est passé : « Ils n'avaient aucun allié – l'entreprise, le syndicat et les médias étaient opposés à leur action. »

Les jours fériés non officiels, comme le 21 mars, l'anniversaire du massacre de Sharpeville ; le Premier Mai, la fête des travailleurs ; et le 16 juin, l'anniversaire des massacres d'étudiants à Soweto en 1976, on les observait « illégalement » : La nuit précédant les jours fériés de ce genre, les gens commençaient à entasser des gros cailloux au milieu des rues. Les voies ferrées étaient déboulonnées aux premières heures de la matinée. Les ouvriers se réveillaient la nuit d'avant – je vous parle de trois ou quatre heures du matin. Dans la plupart des gares, des arrêts de taxi ou de bus, on patrouillait pour stopper ceux qui voulaient jouer aux briseurs de grève... et ça se terminait la plupart du temps par des affrontements avec les flics qui essayaient de « protéger » ce genre d'endroits. Les flics utilisaient des gaz lacrymogènes et parfois tiraient à balles réelles, et beaucoup d'ouvriers se faisaient arrêter au cours de ces affrontements. Au fur et à mesure que

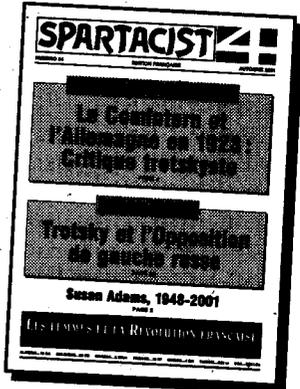
# SPARTACIST

**Organe du marxisme révolutionnaire**

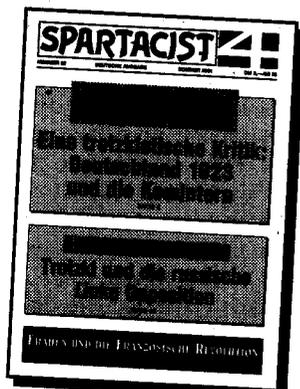
*Spartacist* publie les documents et les textes théoriques essentiels de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste). Publié sous la direction du comité exécutif international en anglais, français, allemand et espagnol, *Spartacist* est envoyé à tous les abonnés aux publications de la LCI dans ces langues.



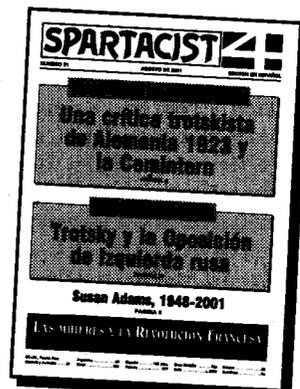
English edition No. 57  
(40 pages) US \$1,50



Edition française n° 34  
(64 pages) 1,50 €



Deutsche Ausgabe Nr. 22  
(64 Seiten) 1,50 €



Edición en español No. 31  
(64 páginas) US \$1

Précédents numéros disponibles. Commande : Spartacist Publishing Co., Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA ou Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France

la répression de l'Etat s'intensifiait, les ouvriers commençaient à trouver des nouvelles mesures organisationnelles, comme le « stayaway », qui signifiait essentiellement ne pas aller travailler. Le plus grand mouvement de ce genre eut lieu en 1987, les 6, 7 et 8 mai. C'était principalement dirigé contre le Labour Relations Act [loi sur les relations de travail] édicté par le régime de l'apartheid. Les ouvriers restèrent chez eux, et là encore des mesures similaires furent appliquées pour s'assurer que personne n'allait travailler.

D'un autre côté, dans les townships, il y avait un boycott total du paiement des loyers et des factures. On mettait le feu aux maisons des flics et des conseillers des bantoustans, ce qui obligeait ces marionnettes à fuir les townships noirs et à chercher refuge dans les zones blanches. C'est dans ce contexte que l'ANC appela à « rendre les townships ingouvernables », une tactique de pression pour pousser la minorité blanche à accepter un accord négocié. Aujourd'hui, c'est l'ANC qui exige le paiement de ces dettes, et qui coupe l'électricité et l'eau à ceux qui avaient suivi son appel en arrêtant de payer.

Cet état de choses s'est poursuivi essentiellement jusqu'à la levée de l'interdiction de l'ANC et autres organisations, mais rapidement l'Etat raciste de l'apartheid, efficacement assisté par l'organisation tribaliste zouloue de Gatsha Buthelezi, l'Inkatha Freedom Party (IFP - Parti de la liberté inkatha), lança une campagne de terreur généralisée contre les masses opprimées. Des bandes de dizaines de miliciens attaquaient les quartiers, tuant tous ceux qu'ils apercevaient, y compris les enfants, les handicapés et les personnes âgées. Des gangs d'assassins sans visage montaient des embuscades dans les quartiers, parfois pendant que les gens dormaient : le massacre de Boipatong, par exemple. Des militants étaient retrouvés morts sur le chemin de leur travail, d'une réunion ou de leur domicile, ou bien ils disparaissaient simplement sans laisser de traces.

A Johannesburg, les attaques commencèrent dans les trains, où des porte-flingues sans visage faisaient irruption dans un train et, sans dire un mot, commençaient à tirer au hasard. Des hommes de main inconnus tuaient les délégués syndicaux. Les grévistes du COSATU étaient confrontés à des miliciens de l'IFP armés de fusils automatiques et d'autres armes. Les appels des masses qui réclamaient des armes pour se protéger restèrent sans réponse. A chaque fois que les syndicats demandaient de former des unités d'autodéfense basées sur les communautés, ils n'eurent pour réponse que des promesses creuses de l'ANC. Comme il cherchait à conclure un accord avec le gouvernement de la minorité blanche, l'ANC faisait semblant de croire que c'était une « troisième force » qui était responsable des assassinats perpétrés par l'Etat de l'apartheid. L'ANC se plaignait déjà que « les gens en attendent trop », parce qu'il savait bien qu'il n'avait ni la volonté ni la capacité de satisfaire les aspirations révolutionnaires des masses noires.

Les syndicats n'étaient pas satisfaits de la manière dont l'ANC dirigeait les négociations. Les tensions montaient, particulièrement autour de la revendication d'une assemblée constituante, que les syndicats avançaient comme la manière la plus démocratique de rédiger une nouvelle constitution. Bien que l'ANC ait été d'accord avec l'idée d'une assemblée constituante, la plupart de ses dirigeants pensaient que cet objectif était inaccessible, et que par conséquent ça ne valait pas la peine de l'avancer. Unilatéralement, sans consulter les partenaires de l'alliance, ils commencèrent à lancer l'idée

d'un congrès de tous les partis, qu'on appellera plus tard le Congress for a Democratic South Africa [Congrès pour une Afrique du Sud démocratique], comme première structure de négociation. Ceci provoqua la colère des syndicats, qui accusèrent l'ANC d'être antidémocratique, faible dans sa stratégie de négociation, et sans programme d'action pour mobiliser les masses.

En juin 1991, certains syndicalistes commencèrent à s'inquiéter sérieusement des méthodes déloyales de l'ANC. Un dirigeant du COSATU, le secrétaire régional pour le Transvaal du Food and Allied Workers Union [Syndicat des travailleurs de l'alimentation], déclarait : « Je n'ai pas beaucoup d'espoir que l'ANC protège les intérêts des travailleurs, et qu'il sera en faveur du socialisme quand il sera au gouvernement. » Siphon Kubheka, du Paper, Printing, Wood and Allied Workers' Union [Syndicat des ouvriers du papier, de l'imprimerie et du bois], déclarait : « Certaines des actions de l'ANC font de l'alliance une mascarade. On se réunit dans l'alliance et on décide d'une stratégie et de tactiques, et quand on en fait le rapport à la base le lendemain, ce qu'on lit dans les journaux est différent. »

Ces frictions eurent pour résultat que les syndicats exigèrent d'avoir plus de représentation indépendante dans les négociations avec le régime de l'apartheid, ce qui aboutit à un accord pour former une espèce de bureau politique de l'alliance tripartite, composée de sept membres nommés par les différents partenaires de l'alliance. De nombreux dirigeants syndicaux s'inquiétaient du fait que certains dirigeants portaient plusieurs casquettes. John Copelyn, le secrétaire du syndicat du textile, parlait par exemple de « la question de la direction du COSATU qui s'est avérée être en même temps la direction de l'ANC et du SACP [...]. Pour d'autres directions syndicales, ce n'est pas correct. Elles sont fortement convaincues que porter deux casquettes représente un renoncement fondamental à l'indépendance du syndicat. » Et Copelyn ajoutait : « La question qu'il faut se poser c'est : que se passera-t-il quand l'apartheid aura disparu ? [...] Il est possible que si nous continuons aveuglément dans la ligne actuelle, le mouvement syndical dégénère pour devenir tout simplement l'aile syndicale du gouvernement » (*South African Labour Bulletin* volume 15, n° 6, mars 1991).

### **Pour un parti d'avant-garde léniniste-trotskyiste !**

Dans tout ce qui précède, vous aviez toutes les conditions d'une situation pré-révolutionnaire sauf une, et c'était le facteur subjectif. Les Noirs avaient déjà décidé qu'ils ne se laisseraient plus gouverner comme avant par les dirigeants de l'apartheid. La bourgeoisie ne pouvait plus continuer à gouverner comme avant. C'est une des raisons pour lesquelles les hommes d'affaires les plus importants, conduits par Gavin Relly de l'Anglo American, sont tous allés à Lusaka, en Zambie, pour discuter avec les larbins les plus pressés de l'ANC afin de sauver le capitalisme. Le seul ingrédient qui manquait pour la prise du pouvoir par le prolétariat, c'était un parti d'avant-garde léniniste-trotskyiste luttant pour le programme de la révolution permanente. Sans le parti, les ouvriers perdent toujours. Pour Spartacist South Africa, comme pour les bolchéviks de Lénine et Trotsky, la dictature du prolétariat reste la pierre de touche pour tous les révolutionnaires. C'est le seul programme pour l'émancipation nationale et sociale de la majorité africaine noire et de tous les opprimés. ■

Un livre de la Prometheus Research Library

# Les Années Noires

## James P. Cannon contre Max Shachtman dans la Communist League of America, 1931-1933



Tamiment Library

La CLA à la manifestation du Premier Mai 1934 à New York

TRADUIT DE WORKERS VANGUARD n° 791,  
15 NOVEMBRE 2002

La Prometheus Research Library (PRL), bibliothèque centrale d'archives du comité central de la Spartacist League/U.S., est fière d'annoncer la publication de son troisième livre, *Dog Days : James P. Cannon vs. Max Shachtman in the Communist League of America, 1931-1933* [Les années noires : James P. Cannon contre Max Shachtman dans la Communist League of America, 1931-1933]. Cet ouvrage de 752 pages, relié ou broché, contient 118 documents qui racontent la lutte fractionnelle qui a déchiré la section américaine de l'Opposition de gauche internationale de Léon Trotsky de 1931 à 1933. C'était une période de stagnation que plus tard Cannon appellera judicieusement « les années noires du mouvement ». Dressant les partisans de James P. Cannon contre ceux généralement plus jeunes de Max Shachtman qui avaient moins d'expérience en tant que dirigeants ouvriers, la bataille dans la Communist League of America (CLA – Ligue communiste d'Amérique) a été un prélude à l'importante scission qui eut lieu au sein du trotskysme américain en 1939-1940. Pourtant, il n'y a jamais eu beaucoup de documentation sur la bataille de 1931-1933.

Ce nouveau livre de la PRL, contenant une introduction

exhaustive qui situe la bataille de la CLA dans le contexte de sélection politique qui a eu lieu dans l'Opposition de gauche à ses débuts, éclaire d'un jour nouveau l'histoire du mouvement trotskyste. Il donne aussi une image vivante des militants et du travail des trotskystes à leurs débuts, documentant l'essor politique et organisationnel d'un petit groupe de propagande de combat qui en arriva en 1934 à diriger un des combats de classe les plus importants aux Etats-Unis, à savoir les grandes grèves des Teamsters [camionneurs] de Minneapolis.

La genèse de cet ouvrage est expliquée dans la préface : « Au cours de la jeunesse politique de James Robertson, co-auteur de cette compilation, il y avait quelque chose d'un peu mystique et mythique dans ce qui fait le sujet de ce livre ; il semblait qu'on y pouvait trouver les origines de la profonde scission de 1940 dans le mouvement trotskyste (c'est-à-dire, authentiquement communiste). » En 1939-1940 Max Shachtman et ses partisans ont définitivement abandonné la perspective révolutionnaire prolétarienne et internationaliste en laissant tomber la défense militaire inconditionnelle du premier Etat ouvrier du monde, l'Union soviétique. Cannon et Trotsky ont durant six mois dirigé une lutte contre l'opposition petite-bourgeoise de Shachtman qui constituait 40 % du Socialist Workers Party (SWP) – alors l'organisation trotskyste des Etats-Unis – et de son organisation de jeunesse.

La bataille a coïncidé avec l'éclatement de la Deuxième Guerre mondiale, et la plupart des organisations trotskystes européennes fonctionnaient dans la clandestinité. La lutte dans le SWP « est devenue dans les faits une discussion pour toute la Quatrième Internationale et a été avidement suivie par les membres de toutes les sections (*Fourth International*, mai 1940) ». Ce qu'a écrit Trotsky sur cette lutte a été rassemblé dans *Défense du marxisme*, et les textes de Cannon ont été publiés dans *The Struggle for a Proletarian Party* [La lutte pour un parti prolétarien].

Shachtman et certains de ses partisans ont alors fondé le Workers Party. Ils avaient pour position que l'URSS était une nouvelle forme de société de classe, « collectiviste bureaucratique ». Pendant un certain temps l'organisation de Shachtman a prétendu adhérer à la Quatrième Internationale (QI) et elle faisait concurrence au SWP, la section de la QI aux Etats-Unis. Mais, sous l'impact de la guerre froide, le Workers Party a rapidement viré à droite et, en 1949, il a changé de nom pour s'appeler l'Independent Socialist League (ISL - Ligue socialiste indépendante). En 1958 l'ISL s'est liquidée dans ce qui restait de la pitoyable social-démocratie américaine. Dans les années 1960 Shachtman en est arrivé à soutenir l'invasion de la Baie des cochons à Cuba organisée par la CIA, ainsi que la guerre meurtrière de l'impérialisme US contre la libération nationale et la révolution sociale au Vietnam. La tendance spartaciste a abondamment retracé le cheminement de ce renégat, notamment dans « La faillite des théories sur une "nouvelle classe" ; Tony Cliff et Max Shachtman : complices pro-impérialistes de la contre-révolution » publiée récemment (*Spartacist* édition française n° 33, printemps 2000).

Cannon est resté secrétaire national du Socialist Workers Party jusqu'au moment où il a pris sa retraite en 1953. Il en est alors devenu le président jusqu'à sa mort en 1974. Mais vers la fin des années 1950 les effets de la guerre froide et de la chasse aux sorcières anticommuniste commençaient à se faire sentir ; le parti ne recrutait pas et ses cadres vieillissaient. En 1960 le parti avait abandonné la lutte pour une direction prolétarienne révolutionnaire et soutenait Fidel Castro, le qualifiant de « trotskyste inconscient » ; il capitulait aussi devant la direction pacifiste penchant à gauche du mouvement des droits civiques. La Revolutionary Tendency [Tendance révolutionnaire], à l'origine de la Spartacist League (SL), s'est battue contre la dégénérescence du parti, et le SWP l'a exclue en 1963. Aujourd'hui, c'est la SL qui poursuit la voie du SWP révolutionnaire de Cannon, car la secte réformiste de plus en plus bizarre que dirige Jack

Barnes aujourd'hui, et qui a pour nom Socialist Workers Party, n'a vraiment plus rien à voir avec celui de Cannon.

Les textes publiés dans *Dog Days* montrent qu'il existait déjà dans la CLA un profond clivage entre les partisans de Shachtman et ceux qui soutenaient Cannon, et qu'il aurait pu y avoir une scission début 1933. Mais, à la différence de 1939-1940, il n'y avait aucune divergence décisive au niveau des principes ou du programme. Au printemps 1933 Trotsky intervint vigoureusement, déclarant que « les deux groupes anticipent beaucoup en aiguissant la lutte organisationnelle entre les groupes et les personnes, en dehors de toute relation avec la marche du travail politique et des questions dégagées par celui-ci ». Il voulait que les deux fractions se dissolvent afin que leurs membres respectifs puissent utiliser leur énergie à développer le travail de masse de la Ligue. L'intervention de Trotsky coïncidait avec une reprise de la lutte de classe en 1933-1934, qui fournissait à la CLA une base objective pour sortir de l'impasse et avancer.

### Prélude à la bataille fractionnelle de 1939-1940

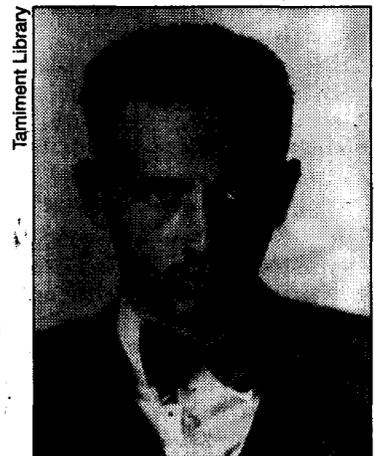
Dans son *Histoire du trotskysme américain* (1944) Cannon a qualifié à juste titre la lutte dans la CLA de « répétition générale prématurée du grand conflit définitif de 1939-1940 ». Et pourtant, ce qu'il décrivait n'était qu'un « océan de problèmes mesquins, de jalousies, de cliques et de luttes intestines ». Beaucoup des principaux protagonistes interviewés par la PRL dans les années 1970 et 1990 ont minimisé la profondeur des tensions, ou dit qu'elle n'avait aucune importance. Certains des vétérans étaient gênés par les positions qu'ils avaient prises au début de la bataille. (Par exemple Carl Cowl, qui a plus tard rejoint le groupe ultragauche d'Hugo Oehler, soutenait Shachtman dans la CLA, un fait qu'il n'a jamais mentionné lorsqu'il a été interviewé par la PRL.)

Albert Glotzer, un des principaux dirigeants du groupe Shachtman, était l'exception. Les flammes de la haine passionnelle qu'il vouait à Cannon dans les années 1930 alimentaient sa mémoire et continuaient à brûler avec autant d'ardeur ces dernières années qu'au début des années 1930. Au début des années 1990, lorsque la PRL l'a interviewé, il était devenu un « socialiste du Département d'Etat » confirmé, lié aux services secrets impérialistes. (Richard Valcourt, rédacteur en chef de l'*International Journal of Intelligence and CounterIntelligence* [Revue internationale d'espionnage et de contre-espionnage] a fait un discours à ses funérailles en 1999.) Et pourtant cela n'empêchait pas



RISKIDNI

A gauche : James P. Cannon et des soldats de l'Armée rouge au moment du Sixième Congrès du Comintern en 1928.  
A droite : Max Shachtman à Berlin en 1930.



Tamiment Library

Glotzer de continuer à accuser Cannon de n'avoir jamais été un vrai bolchévique ; quelle obscénité ! Dans l'introduction à *Dog Days* la PRL utilise des interviews qu'elle a conduites avec d'anciens membres de la CLA, ainsi que des interviews faites par d'autres avec Cannon et Shachtman dans les années 1960 et 1970.

Les clivages fractionnels de 1939-1940 entre les membres du comité national qui étaient dans la CLA des débuts, étaient presque identiques à ceux de 1931-1933. Shachtman, Martin Abern et Glotzer s'affrontaient à Cannon, Vincent Dunne et Carl Skoglund. (La seule exception était Morris Lewit – plus tard connu sous le nom de Morris Stein – qui avait soutenu Shachtman lors de la première bataille mais qui a travaillé étroitement avec Cannon en 1934 et a été l'un des défenseurs de l'Union soviétique les plus résolus en 1939-1940.) L'œuvre maîtresse du camp Shachtman « *The Situation in the*

*American Opposition : Prospect and Retrospect* » [La situation dans l'opposition américaine : perspective et rétrospective] est datée de juin 1932. Ce document, auquel nous ferons désormais référence sous le nom de « Perspective et rétrospective », rabâche les mêmes reproches organisationnels contre le soi-disant « conservatisme bureaucratique » de Cannon que ceux de l'opposition petite-bourgeoise en 1939-1940. Lorsque Cannon envoya à Trotsky sa *Lutte pour un parti prolétarien* en 1940, il remarquait : « Il faut en excuser la longueur car la digue de dix années de patience a craqué. »

« Perspective et rétrospective » signé par Shachtman, Abern et Glotzer, est la source d'inspiration pour toutes les accusations qui ont été faites contre Cannon par la suite, à savoir qu'il était un zinovéviste indécorable et un bureaucrate qui s'intéressait peu à la théorie marxiste ou aux questions internationales. « Perspective et rétrospective » a été soumis juste avant le plénum du comité national (CN) de la CLA de juin 1932, mais ses auteurs ont retiré ce document du plénum et l'ont représenté un mois plus tard. Des doubles carbonés ont été largement diffusés au sein de la CLA par des canaux fractionnels privés mais « Perspective et rétrospective » n'a jamais été publié dans un des bulletins intérieurs de la CLA, parce que Cannon n'a jamais terminé la réponse que la majorité du comité national l'avait mandaté d'écrire. C'est dans *Dog Days : James P. Cannon vs. Max Shachtman in the Communist League of America, 1931-1933*, que « Perspective et rétrospective » est publié pour la première fois.

Ce nouvel ouvrage rassemble des textes, motions et lettres qui sont représentatifs des deux camps de la lutte fractionnelle, ainsi que des lettres et interventions de Trotsky concernant la lutte de la CLA. Mais les principaux textes de Cannon et la correspondance avec sa fraction n'y sont pas car la plupart ont été publiés par Pathfinder Press en 1985 dans les écrits et discours de James P. Cannon, *The Communist League of America 1932-1934*. Dans ce dernier ouvrage on peut trouver le projet de réponse partiel de Cannon à « Perspective et rétrospective », ainsi que « Problèmes internes de la CLA », que Cannon co-signa avec Arne Swabeck en mars



Tamiment Library  
De gauche à droite : Martin Abern, Vincent R. Dunne, Carl Skoglund, Maurice Spector, Arne Swabeck, Max Shachtman, tous membres à part entière du comité national de la CLA de 1931 à 1934. Membres à part entière absents de la photo : James P. Cannon, Albert Glotzer, Hugo Oehler.

1932. Ces écrits et discours de 1932-1934 par Cannon ont un complément indispensable au nouveau livre de la PRL ; le recueil de Cannon *The Left Opposition in the U.S. 1928-1931* [L'Opposition de gauche aux USA 1928-1931] fournit aussi le contexte et des renseignements de base importants. *Dog Days* contient huit textes de Cannon qui ne sont pas dans la collection Pathfinder, et qui ont tous été diffusés dans les procès-verbaux du comité directeur de la CLA résidant à New York et dans les bulletins internes.

La plupart des interventions écrites de Trotsky dans la lutte de la CLA ont été publiées en anglais par Pathfinder et font partie de la série des *Writings of Leon Trotsky* [Ecrits de Léon Trotsky]. Mais elles sont réparties sur plusieurs volumes et le gros d'entre elles n'apparaît que dans les *Writings Supplement 1929-1933*. *Dog Days* les rassemble dans un seul livre pour la première fois, les plaçant dans le contexte des batailles internes de la CLA afin que ces textes prennent toute leur signification. *Dog Days* contient aussi sept lettres de Trotsky qui n'ont jamais été publiées jusqu'ici ; la plupart proviennent de la partie des archives personnelles de Trotsky qui se trouvent à l'université de Harvard et qui recouvrent sa période d'exil. Cette partie n'est ouverte au public que depuis 1980, après la compilation des œuvres de Trotsky par Pathfinder. Comme Trotsky n'avait pas de secrétaire anglophone à l'époque de la bataille dans la CLA, la majorité de ses lettres ont été écrites en allemand et quelques-unes en français et en russe. La PRL en a fait de nouvelles traductions pour *Dog Days*.

*Dog Days* contient des lettres et des documents écrits par beaucoup d'autres dirigeants de la CLA, comme Arne Swabeck, Carl Skoglund, Albert Glotzer, Martin Abern et Maurice Spector. Les chercheurs de la PRL ont étudié les archives de plusieurs dirigeants de la CLA dans tous les Etats-Unis, exhumant quelque 600 textes liés à la bataille ainsi qu'aux tensions organisationnelles et conflits sur des questions internationales qui l'ont précédée. Les 118 textes sélectionnés pour le livre donnent une image représentative de la lutte fractionnelle telle qu'elle s'est déroulée. De courtes introductions par la rédaction fournissent le contexte nécessaire. Des

renvois détaillés qui fournissent des informations supplémentaires se trouvent en fin de volume, ainsi qu'un glossaire de 40 pages qui renseigne le lecteur sur des individus, des institutions et des publications avec lesquels il ne serait pas familier. Il y a 16 pages de photos (dont beaucoup n'avaient jamais été publiées) de dirigeants de la CLA et de luttes de classe auxquelles les trotskystes ont participé, ainsi que de journaux de l'organisation. Il y a aussi un index détaillé et, que ce soit la version brochée ou reliée, toutes deux ont une reliure solide cousue.

Les textes qui sont dans *Dog Days* révèlent à quel point Cannon a été marqué par ces premières batailles dans la CLA, en particulier par les interventions de Trotsky et comment elles ont complété sa formation de léniniste. Ce livre détruit le mythe shachtmanien selon lequel Cannon n'était que le « toutou de Trotsky », et montre que les liens entre Trotsky et Cannon se sont forgés au cours du temps, et pour une bonne part dans des batailles contre Shachtman. *Dog Days* est une sorte de manuel sur ce qu'il faut faire et ne pas faire dans une lutte interne léniniste. Comme la PRL le note dans son introduction :

« Les textes révèlent les multiples tensions qui peuvent déchirer un petit noyau de propagande communiste. La façon dont la CLA s'est sortie des "années noires" pour devenir une des sections les plus robustes de la Quatrième Internationale est pleine d'enseignements pour la lutte pour construire un parti révolutionnaire et sa direction. La Prometheus Research Library, bibliothèque centrale d'archives du comité central de la Spartacist League, section américaine de la Ligue communiste internationale, comprend mieux que quiconque l'importance de la bataille dans la CLA et veut rendre son histoire accessible à notre génération et à celles qui viennent. La LCI, tout comme l'Opposition de gauche, est un groupe de propagande communiste de combat ayant comme objectif la construction de partis de l'avant-garde prolétarienne pour diriger victorieusement de nouvelles révolutions d'Octobre internationalement. »

La période actuelle n'est pas propice à la publication d'un livre détaillé et spécialisé sur l'histoire du mouvement communiste tel que celui-ci. Aujourd'hui l'intérêt qu'on porte au marxisme révolutionnaire est en reflux, car les idéologues bourgeois colportent sans relâche et sans retenue la thèse selon laquelle le communisme serait « mort » suite à la destruction de l'Union soviétique. Mais lorsque les épigones de Staline ont livré l'URSS à l'économie mondiale capitaliste en 1991-1992, c'est le stalinisme qui est mort, pas le communisme. Une caste bureaucratique qui s'était cristallisée sous Staline avait usurpé le pouvoir politique des mains de la classe ouvrière soviétique au début de 1924. Après cela la machine de propagande stalinienne, à la tête du premier Etat ouvrier du monde, a perverti le marxisme. Pour justifier sa politique, qui oscillait entre conciliation abjecte de l'impérialisme et aventurisme stupide, la caste stalinienne insistait qu'il était possible de construire le « socialisme dans un seul pays » et de « coexister » pacifiquement avec l'impérialisme. Ces dogmes sont bons pour la poubelle de l'histoire ; ils



Le programme de publication de la CLA comprenait (de bas en haut) : *Communistes*, en grec ; *Unser Kampf*, en yiddish ; *Young Spartacus*, journal de la jeunesse, ainsi que des œuvres importantes de Trotsky.

n'ont rien à voir avec le marxisme authentique, c'est-à-dire le trotskysme.

En dépit des lubies et fantasmes des sciences sociales bourgeoises, la dynamique de la lutte de classe fait partie de la nature même de l'économie capitaliste. La classe ouvrière a la puissance sociale et l'intérêt de renverser cet ordre social décadent et de le remplacer par une économie planifiée internationalement. Dans l'ex-Union soviétique et l'ex-Europe de l'Est, la dévastation de l'infrastructure, de l'industrie, de l'enseignement et de la santé qu'a causée la contre-révolution capitaliste a vraiment montré comment l'économie planifiée – même avec des déformations bureaucratiques et des limites nationales – permet de faire un bond en avant. Il faut que les futures générations de révolutionnaires assimilent les leçons indispensables de la Révolution russe. Ils trouveront largement matière à s'instruire dans le nouveau livre de la PRL. Il n'existe actuellement qu'en anglais, et c'est dommage.

### L'impasse de la CLA

Le mouvement trotskyste américain a été fondé en octobre 1928 lorsque Cannon, Abern et Shachtman ont été exclus du Parti communiste américain (PC) pour avoir tenté de s'organiser en soutien à l'Opposition de gauche de Léon Trotsky. Née dans la lutte contre la caste bureaucratique stalinienne, l'Opposition de gauche s'est battue tant dans le parti soviétique que dans l'Internationale communiste (IC), en général. Elle voulait poursuivre le combat de Lénine pour une révolution ouvrière internationale et contre le révisionnisme de Staline qui insistait pour construire le « socialisme dans un seul pays ». Cannon avait été gagné à l'Opposition de gauche en 1928 alors qu'il assistait au sixième congrès de l'Internationale communiste à Moscou. C'est là-bas qu'il a pu lire les deux parties qui constituent la « Critique du programme de l'Internationale communiste » de Trotsky, qui avaient été distribuées aux membres de la Commission sur le

programme. (La totalité de la critique, qui est composée de trois parties, a été publiée plus tard dans *l'Internationale communiste après Lénine*.) Cannon et le dirigeant du Parti communiste canadien Maurice Spector, également membre de la Commission sur le programme, ont fait sortir clandestinement d'Union soviétique une copie du manuscrit de Trotsky et ont commencé à organiser un soutien en faveur de l'Opposition de gauche dans leurs partis respectifs.

Contraint de travailler dans le plus grand secret, Cannon n'a réussi à gagner que très peu de ses compatriotes avant d'être exclu du PC. Ce furent essentiellement Rose Karsner, sa compagne, ainsi que Shachtman et Abern. Mais le nouveau groupe trotskyste publia immédiatement un journal, le *Militant*, pour diffuser ses positions et gagna rapidement de nouveaux membres. Cannon avait été avec William F. (Bill) Dunne co-dirigeant du plus petit des trois groupes qui se disputaient la direction du Parti communiste dans les guerres fractionnelles qui faisaient rage dans les années 1920. Cannon avait une autorité considérable car il avait été l'un des fondateurs du Parti communiste et il avait une expérience dans le mouvement ouvrier pré-communiste remontant à l'époque où il était organisateur itinérant de l'Industrial Workers of the World (IWW – Ouvriers industriels du monde) dans les années 1910. Lors de sa fondation en décembre 1921 il avait été élu président du Workers Party (WP – Parti ouvrier), l'organisation légale qui existait parallèlement au PC clandestin. Un grand nombre de ceux qui appartenaient à la fraction Cannon dans le PC, Bill Dunne compris, ont accepté son exclusion, mais beaucoup d'autres s'y sont opposés ou l'ont contestée. Même ceux qui l'ont seulement contestée ont été exclus sans autre cérémonie par la direction du PC qui, à l'époque, se trouvait sous le contrôle d'une fraction opportuniste dirigée par Jay Lovestone, un aventurier sans principe et démesurément ambitieux (il est devenu plus tard un agent des services secrets impérialistes). Après avoir lu la « Critique », la majorité de ceux qui avaient été exclus s'est déclarée pour l'Opposition de gauche et a commencé à distribuer le *Militant*. L'Opposition de gauche se considérait comme une fraction exclue du Parti communiste, luttant pour que l'Internationale communiste revienne au programme incarné dans ses quatre premiers congrès.

Lors de sa conférence de fondation en mai 1929, la Communist League, dont faisaient partie au début les membres

canadiens de Toronto, avait une centaine de membres. Quelques militants de la troisième fraction du PC, celle qui était dirigée par William Z. Foster, se joignirent aussi à ceux de l'ancienne fraction Cannon. Au moment où les trotskystes furent exclus les fractions de Cannon et de Foster faisaient bloc contre la direction opportuniste de Lovestone. Dégoûtés par l'évolution de plus en plus à droite du PC dirigé par Lovestone, des partisans de Foster mécontents s'intéressèrent à la nouvelle organisation trotskyste, et certains y adhèrent. Mais cette source de nouvelles adhésions se tarit bientôt, comme le rappelle l'introduction de *Dog Days*. Lovestone, ne sachant pas sentir comment tournait le vent à Moscou, ne rompit pas à temps avec Nikolai Boukharine, son principal parrain. Il fut exclu le mois même de la fondation de la CLA. Lovestone partit avec ses partisans les plus proches, mais Staline avait réussi à l'isoler de la grande majorité de sa fraction, qui resta dans le parti.

L'exclusion de Lovestone faisait partie d'un tournant à gauche général opéré par les partis de l'IC et décrété par Moscou en 1927-1928. Staline s'attaquait à l'aile droite du parti soviétique dirigée par Boukharine, qui avait préconisé toute une série de concessions économiques vis-à-vis des paysans cossus (les koulaks) autorisés à embaucher des ouvriers entre 1925 et 1928. Staline et Boukharine avaient fait bloc contre l'Opposition de gauche, mais les concessions faites à la paysannerie s'étaient révélées terriblement désastreuses (comme l'Opposition de gauche l'avait prédit). En 1927, les koulaks s'étaient accaparés les récoltes de céréales et menaçaient de famine les villes soviétiques. Faisant abruptement volte-face, Staline se lança dans une collectivisation forcée et brutale de l'agriculture et dans une industrialisation planifiée, mais à un rythme aventuriste. En même temps le Comintern déclarait qu'une « troisième période » dans la vie politique de l'après-Première Guerre mondiale venait de s'ouvrir et que la révolution était pour bientôt. Boukharine et la plupart des dirigeants de l'aile droite du parti soviétique allaient rapidement capituler devant Staline, mais les partisans de Boukharine dans le reste du monde furent exclus de la plupart des partis communistes. Les boukhariniens formèrent une Opposition de droite internationale dont le groupe de Lovestone aux Etats-Unis faisait partie.

Le verbiage ultra-gauche du tournant international de la « troisième période », qui se combinait souvent à des actions

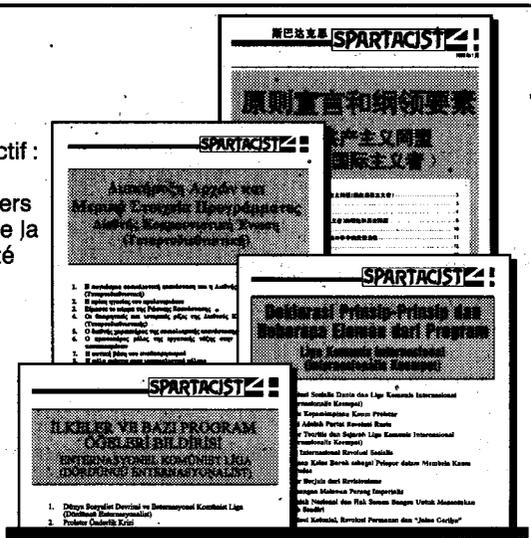
## Déclaration de principes et quelques éléments de programme de la LCI

La Déclaration de principes de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) est une expression concrète de notre objectif : construire les sections nationales d'une internationale centraliste démocratique qui peut diriger la lutte pour la révolution socialiste à travers le monde. Cet important document adopté à la Troisième Conférence de la LCI début 1998 est paru dans *Spartacist* en quatre langues. Il a aussi été publié dans neuf autres langues.

Allemand .....	2 €	Français .....	2 €	Polonais .....	1 €
Anglais .....	2 €	Grec .....	1,50 €	Portugais .....	1 €
Chinois .....	1 €	Indonésien .....	1 €	Russe .....	1 €
Espagnol ...	1,50 €	Italien .....	1 €	Turc .....	1 €
		Japonais .....	2 €		

Pour toute commande :

Spartacist Publishing Co., Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA  
ou Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France



aventuristes, calma les ardeurs de nombreux communistes qui étaient auparavant mécontents de l'opportunisme grandissant du Comintern. La nouvelle politique savait encore un peu plus l'attraction qu'exerçaient les appels de l'Opposition de gauche, car en apparence elle reprenait sa revendication d'un rythme d'industrialisation plus rapide en Union soviétique. Selon les propres mots de Cannon, la troisième période fut « un coup dévastateur ». Au début des années 1960, Shachtman racontait :

« Nous ne pouvions plus dire que le parti évoluait de plus en plus à droite. Nous ne pouvions plus parler de Lovestone et ses partisans qui menaient le parti à sa ruine. Nous ne pouvions plus parler des partisans de Foster qui avaient l'illusion qu'ils pourraient s'emparer de la direction du parti. Tout ce que cela a apporté, c'est une contre-offensive des partisans de Foster – à la base et officieusement bien sûr – pour nous faire revenir dans le parti. Ils n'ont réussi à convaincre aucun d'entre nous mais nous ne pouvions plus espérer réussir à recruter ne serait-ce qu'un seul d'entre eux. »

A peine quelques mois après l'exclusion de Lovestone, le krach boursier inaugurait la grande crise économique de 1929. La CLA sombra alors dans les années noires. Non seulement les trotskystes étaient coupés de l'écrasante majorité des ouvriers américains les plus avancés politiquement et qui étaient dans le Parti communiste, mais les ressources financières déjà maigres de la CLA s'effondrèrent car ses membres étaient licenciés ou obligés de travailler pour des salaires de misère. Au plan national la lutte de classe se trouvait au creux de la vague. De plus Cannon, dont la première épouse était décédée juste avant la fondation de la CLA, se retrouvait avec leurs deux enfants à charge et se voyait obligé de chercher un travail en plus de celui de permanent de l'organisation. Il traversa une période de démoralisation manifeste, s'absentant du local de la CLA parfois pendant des semaines. Les frictions personnelles et les récriminations organisationnelles qui surgirent à cette époque ont alimenté la bataille fractionnelle qui a suivi et le « Perspective et rétrospective » de Shachtman, Abern et Glotzer en est totalement imprégné.

### La fraction Cannon dans le PC

L'introduction de la PRL à *Dog Days* traite abondamment des frictions de 1929-1930. Certaines de ces tensions provenaient du fait que Cannon avait très vite compris qu'avec la troisième période, il ne serait plus possible pour la CLA de recruter beaucoup dans l'immédiat. Ceci créa pas mal de friction car Shachtman et Abern refusaient de tirer cette conclusion, et fin 1929 ils voulaient que le *Militant* devienne hebdomadaire. D'autres tensions surgirent au fur et à mesure que les trotskystes américains assimilaient avec avidité les textes de Trotsky et se rendaient compte à quel point l'ancienne fraction Cannon à l'intérieur du Parti communiste avait des carences politiques. Dans une interview qu'il donna en 1974, et à laquelle nous faisons référence dans *Dog Days*, Cannon explique :

« Au fur et à mesure que nous recevions des écrits de Trotsky, un nouveau monde s'ouvrait à nous. Et je suppose qu'ils [Abern et Shachtman] ont découvert, eux qui prenaient tout ce que je disais comme parole d'évangile, ils ont découvert qu'il y avait un tas de choses que je ne savais pas. Que je commençais seulement à apprendre de Trotsky. Ce qu'ils ne savaient pas, c'était que j'apprenais tout autant qu'eux. Shachtman au moins, je crois, s'était convaincu qu'il m'avait dépassé. »

Shachtman, Abern et Glotzer trouvèrent beaucoup à redire lorsque Cannon déclara en 1930 que les cadres de la CLA avaient été « formés par l'expérience passée » pour prendre leur place sous le drapeau de l'Opposition de gauche inter-

nationale » (*Militant*, 10 mai 1930). Qualifiant l'affirmation de Cannon de « théorie de la gestation », ils se mirent à dénigrer les antécédents de la fraction Cannon dans le PC en insistant que, s'ils avaient été gagnés à l'Opposition de gauche, c'était le résultat d'un accident historique.

Le premier livre de la PRL, *James P. Cannon and the Early Years of American Communism: Selected Writings and Speeches, 1920-1928* [James P. Cannon et les premières années du communisme américain : textes et discours choisis, 1920-1928], publié en 1992, traitait de la période où Cannon était un dirigeant du PC, documentant ainsi l'évolution politique de la fraction Cannon. La fraction Cannon était principalement préoccupée par ce qui se passait sur le terrain national et ne rompait pas fondamentalement avec le dogme stalinien du « socialisme dans un seul pays ». En même temps l'histoire de la fraction prouve que beaucoup de choses dans sa vision du monde allaient la mener aux portes de l'Opposition de gauche. Comme le faisait remarquer la PRL dans son introduction à *James P. Cannon and the Early Years of American Communism* :

« Quand, en 1932, Shachtman et Abern menèrent la rébellion contre Cannon qui dirigeait la Ligue communiste d'Amérique (CLA), tout ce qui les intéressait c'était de donner leur propre version des faits. Les documents qui sont publiés ici en donnent une autre, montrant la *prédisposition* d'un dirigeant ouvrier respecté et réfléchi comme Cannon à refuser un poste haut placé dans le parti américain pour rester fidèle aux idées révolutionnaires qui avaient animé sa jeunesse et continuaient d'animer le programme de l'Opposition de gauche. »

L'introduction à *Dog Days* fait remarquer que Shachtman et Cie en particulier minimisaient l'importance de la bataille intransigeante que Cannon avait menée contre l'opportunisme de Lovestone, la version américaine de l'Opposition de droite. Trotsky dut mener bien des batailles au début de l'Opposition de gauche contre ceux qui, comme Andrés Nin, dirigeant de l'Opposition de gauche espagnole, cherchaient à faire cause commune avec l'Opposition de droite. C'était un point fort de la Communist League qu'en général ses membres n'étaient pas disposés à faire cause commune avec l'Opposition de droite.

Le vaste programme de publication de la CLA a énormément contribué à ce que ses cadres s'intègrent au mouvement trotskyste international. Mis à part l'hebdomadaire *Militant* qui reproduisait souvent des articles de Trotsky, la CLA a publié toute une série de brochures de Trotsky, y compris ses principaux articles sur la montée du fascisme en Allemagne et sur le déroulement de la situation révolutionnaire en Espagne. Ils ont aussi publié sous forme de livre une sélection des écrits de Trotsky, *Problems of the Chinese Revolution* [Problèmes de la Révolution chinoise], sur l'occasion perdue de révolution prolétarienne en Chine de 1925 à 1927. Dans des lettres incluses dans *Dog Days*, Trotsky vante la qualité des traductions de la CLA et son travail en matière de publication, et il cherche à ce que les trotskystes d'Amérique du Nord produisent un journal théorique (ce qu'ils n'ont commencé à faire qu'en 1934).

A la fin de l'année 1930 Arne Swabeck, l'un des dirigeants de la CLA, a déménagé de Chicago à New York afin d'aider à apaiser les tensions au sein de la direction nationale. Cannon était complètement revenu à l'activité politique et il a commencé à travailler étroitement avec Swabeck. Leur collaboration a été cruciale pour stabiliser la CLA et étendre le nombre de ses publications pendant toute l'année 1931. A la fin de 1931 la CLA a commencé à publier un mensuel de la jeunesse, *Young Spartacus*, ainsi que de temps en temps un

journal en grec et un autre plus fréquent en yiddish. Comme le fait remarquer l'introduction à *Dog Days*, Shachtman, Abern et Glotzer se sont plaints du retour à la vie politique active de Cannon bien plus que de son absence. Shachtman, en particulier, s'était habitué à traiter les relations de la CLA avec Trotsky et les autres partis de l'Opposition de gauche comme son domaine personnel. Il se rebiffait à chaque tentative de Cannon de faire que tout le comité national prenne ses responsabilités et s'implique dans le travail international. C'est cette question qui a précipité la polarisation fractionnelle. En montrant comment les questions internationales ont joué un rôle clé dans la lutte au sein de la CLA, *Dog Days* apporte de nouveaux éléments.

### Les questions Internationales

Shachtman fut le premier dirigeant de la CLA à aller à Prinkipo en Turquie pour rencontrer Trotsky en exil ; après quoi il alla en Europe et prit part au premier rassemblement international de l'Opposition de gauche en avril 1930. A la suite de cela il fut coopté au Secrétariat international (SI), l'organe dirigeant de l'Opposition de gauche. En Europe il se lia étroitement avec Kurt Landau, l'un des dirigeants de la section allemande de l'Opposition, et avec Pierre Naville de la Ligue communiste, la section française. Trotsky par la suite mènera d'après batailles politiques avec ces deux dirigeants.

Shachtman considérait la correspondance qu'il entretenait avec Trotsky sur les batailles politiques en Europe comme ses affaires « personnelles ». Qui plus est, il ne cherchait pas à ce que la CLA prenne position sur les questions en débat. Après une série d'escarmouches en 1931, cette question éclata finalement au grand jour au début de 1932. Cannon avait cherché à ce que la CLA s'engage à soutenir les positions de Trotsky dans les luttes internes de l'Opposition de gauche qui impliquaient Landau, Naville et autres, et Shachtman y était opposé. L'introduction de la PRL explique ce qui était à la racine des nombreuses luttes dans l'Opposition :

« Bien des dissidents communistes qui cherchaient à se rassembler sous le drapeau de l'Opposition ne comprenaient pas vraiment l'importance de la lutte à l'intérieur du parti russe. Ils étaient tous attirés par la lutte de l'Opposition de gauche contre le bureaucratisme dans le parti et l'Etat soviétiques. Mais beaucoup ne considéraient cela que comme une question "démocratique", sans comprendre ou sans être d'accord avec les bases programmatiques sous-jacentes – la lutte pour forger une avant-garde prolétarienne révolutionnaire politiquement homogène en opposition à toutes les variétés de centrisme et de réformisme. Il était courant que l'on ait de l'indulgence pour l'Opposition de droite [...]. La principale tâche de Trotsky était d'éduquer systématiquement les cadres de l'Opposition de gauche et d'en extirper les dilettantes, les sectaires, les opportunistes et ceux qui étaient là par hasard. Ceci entraînait des luttes politiques internes presque constantes. »

L'introduction de la PRL donne les grandes lignes de la dispute de Trotsky avec Alfred Rosmer et Pierre Naville sur la question syndicale dans la section française, de sa lutte contre le cliquisme de Kurt Landau, et contre l'orientation centriste d'Andrés Nin qui voulait l'unité avec le Bloc ouvrier et paysan de Joaquín Maurín en Espagne. Toutes ces questions sont traitées dans les documents publiés dans ce livre.

*Dog Days* est divisé en trois parties : « Shachtman dans l'Internationale », « La bataille » et « L'Internationale intervient ». Elles sont toutes trois accompagnées de documents classés par ordre chronologique. Dans la première partie on trouvera essentiellement la correspondance entre Trotsky et Shachtman sur les problèmes dans les sections de l'Opposition de gauche de 1930 à 1931. Ceux qui connaissent la LCI



Basil Blackwell Inc.

Trotsky (à droite) avec (de gauche à droite) : Jan Frankel, Léon Sedov et Natalia Sedova (le fils et la femme de Trotsky) ainsi que le tchécoslovaque Jiri Kopp, en Turquie en 1930

et son travail seront frappés de voir combien les préoccupations de Trotsky nous sont familières, en particulier sa lutte pour doter l'Opposition de gauche d'un appareil administratif et politique centralisé. Le but de Trotsky était de forger une tendance centraliste-démocratique politiquement homogène, même si au départ elle était constituée de petits groupes de propagande. Ce but, poursuivi aujourd'hui par la LCI, nous distingue de toutes les variétés de pseudo-trotskyistes qui prétendent (ou prétendaient, plus ou moins) être les héritiers de l'Opposition de gauche.

Trotsky s'est battu contre les bordiguistes et d'autres qui voulaient que le SI ne soit qu'un bureau central pour des partis délimités nationalement (et par conséquent forcément centristes). Il a lutté pour avoir très tôt une conférence internationale de délégués afin d'établir une direction élue, et il a violemment critiqué la direction de la section espagnole en particulier parce qu'elle ne prêtait pas suffisamment d'attention aux questions internationales et qu'elle ne traduisait pas les bulletins de discussion de l'Opposition pour ses membres. On doit noter que la CLA avait dès le début pris la responsabilité de publier en anglais le bulletin de discussion de l'Opposition. Ainsi, en Amérique du Nord, les militants pouvaient suivre les débats dans le mouvement international.

La correspondance entre Trotsky et Shachtman montre comment Trotsky était de plus en plus exaspéré par le refus de Shachtman de faire passer les considérations programmatiques en premier, et ce dès le printemps 1930 où Shachtman s'aventura pour la première fois en Europe et manqua de s'assurer (malgré les instructions explicites de Trotsky) qu'un manifeste politique soit adopté par la première conférence de l'Opposition de gauche internationale. Shachtman tentait d'arrondir les angles dans la bataille contre Landau et sa direction désastreuse de la section allemande, et il encourageait Nin en Espagne et Naville en France. Quand Shachtman retourna en Europe à l'automne 1931, Trotsky était tellement inquiet qu'il écrivit au comité national de la CLA pour leur demander si Shachtman représentait la direction de la CLA dans son ensemble. Ces documents montrent bien que lorsque Shachtman, plus tard lors de la bataille dans la CLA, prétendit qu'il n'y avait jamais eu de divergences

importantes entre Trotsky et lui, c'était bel et bien faux. Comme le dit l'introduction, ils font aussi « voler en éclats l'image de Shachtman comme le vaillant commissaire international de Trotsky, un mythe propagé des années plus tard par Shachtman et ses partisans et plus récemment par Peter Drucker, dans sa biographie de Shachtman (*Max Shachtman and His Left: A Socialist's Odyssey Through the "American Century"*) [Max Shachtman et sa gauche: l'odyssée d'un socialiste dans le « siècle américain »], Humanities Press, 1994). En fait, ce sont les opposants de Trotsky en Europe qui invoquaient le nom de Shachtman pour défendre leurs propres agissements ».

## La bataille

Au retour de son deuxième voyage en Europe Shachtman refusa de voter le projet de déclaration du comité national en soutien aux positions de Trotsky en Europe présenté par Cannon en 1931. Il démissionna de son poste de rédacteur en chef du *Militant* et tenta de détourner la discussion et faire oublier les questions internationales en faisant grand cas de la soi-disant dureté avec laquelle Swabeck et Cannon traitaient un groupe scolaire et hautain de jeunes petits-bourgeois à New York (le « groupe Carter »). Abern et Glotzer, qui prétendaient être en désaccord avec Shachtman sur les débats en Europe, aidèrent et encouragèrent Shachtman à détourner la discussion, signant avec lui « Perspective et rétrospective » et soumettant ce texte à la veille du plénum du CN de juin 1932. Les documents révèlent que Spector et Glotzer persuadèrent en privé Shachtman de capituler sur la question internationale, ce qu'il fit au moment du plénum. Les deux camps réussirent aussi à mettre sur pied une motion commune sur le comité local de New York et le « groupe Carter ». Sous la pression de Cannon et de ses partisans qui promettaient de répondre à « Perspective et rétrospective » si ce document n'était pas retiré, Shachtman et Cie le retirèrent.

Cependant l'« unité » ainsi obtenue vola en éclats quelques semaines à peine après le plénum. Au cours de l'année suivante les deux groupes se livrèrent bataille sur une multitude de problèmes organisationnels, que ce soit sur des cooptations au CN suggérées par Cannon ou sur ses propositions de n'accepter dans le groupe de New York que des militants ouvriers, ou encore sur quand se tiendrait la troisième conférence de la CLA. Dans la partie de ce livre intitulée « La bataille », nous publions des documents émanant des deux fractions en lutte ainsi que des échantillons représentatifs de la correspondance interne à la fraction Shachtman. (Les lettres de Cannon aux membres de sa fraction ont été publiées dans le livre qui rassemble les textes écrits par Cannon entre 1932 et 1934 par Pathfinder.) Comme l'introduction de la PRL le fait remarquer, il y a un contraste saisissant entre la correspondance des deux fractions : « Alors que d'un côté Shachtman, Glotzer et Abern sont politiquement vagues et donnent dans le commérage, Cannon, lui, est programmatique et tourné vers l'avenir. On peut observer le même contraste entre les longues lettres de Shachtman et Glotzer à Trotsky et la correspondance instructive et concise de Swabeck. »

Les tensions organisationnelles étaient exacerbées par la situation financière misérable de la Communist League ainsi que par certaines pratiques organisationnelles non léninistes. Lorsque Trotsky obtint un visa touristique pour Copenhague à l'automne 1932, Shachtman et les siens refusèrent de laisser partir tout de suite Swabeck (qui était né et avait grandi au Danemark) pour qu'il puisse prendre part aux délibéra-

tions de l'Opposition de gauche. Swabeck, qui n'avait pas pu se rendre au rassemblement de l'Opposition à Copenhague, put toutefois aller en Europe au début de 1933 pour participer à une réunion importante de l'Opposition. Il voyagea jusqu'à Prinkipo et les discussions qu'il eut avec Trotsky ont joué un rôle important pour résoudre le profond clivage au sein de la CLA. C'est uniquement parce que l'argent avait été recueilli de façon indépendante par la fraction Cannon que ce voyage avait été possible.

Cannon voyait – et il avait raison – que les racines du problème se trouvaient dans la base petite-bourgeoise de la fraction Shachtman, concentrée essentiellement à New York. Comme le note l'introduction à *Dog Days*, Cannon « cherchait à tout prix une ouverture dans le mouvement de masse prolétarien pour recruter et sortir ainsi de cette impasse fractionnelle causée par le poids politique des intellectuels de la CLA ». Ceux des plus jeunes qui soutenaient Cannon, comme George Clarke et Sam Gordon, allaient sur le terrain comme organisateurs itinérants du parti. Lorsque Skoglund et Dunne commencèrent à organiser les livreurs de charbon à Minneapolis, Carl Cowl, l'homme de Shachtman sur place, les accusa d'être des « opportunistes ».

La fraction Shachtman avait une attitude cavalière envers la fragile implantation de la CLA dans le prolétariat. L'obstruction qu'elle faisait régulièrement au travail de la CLA dans le Progressive Miners of America (PMA – Mineurs progressistes d'Amérique), une scission de l'United Mine Workers [syndicat des mineurs] du sud de l'Illinois, le montre amplement. Durant la plus grande partie de la période couverte par le livre, il semblait que les meilleures possibilités pour la CLA de recruter une véritable base ouvrière, c'était dans le PMA. Gerry Allard, membre de la CLA, était le rédacteur en chef du journal du PMA, le *Progressive Miner* [Le mineur progressiste]. L'introduction de la PRL traite en détail de ce qui s'est passé au sein du PMA et fournit au lecteur le contexte essentiel. Le livre contient une lettre de Cannon à Trotsky qui n'a jamais encore été publiée et où il lui demande conseil sur ses rapports avec Allard.

Cependant, même au plus fort des tensions organisationnelles, les deux fractions restaient unies autour des tâches politiques fondamentales de la CLA. Lorsque Hitler fut nommé chancelier d'Allemagne en janvier 1933 il n'y eut pas de controverse sur la décision d'augmenter la fréquence du *Militant* à trois fois par semaine, pour qu'il se fasse le champion de la résistance qu'on attendait de la classe ouvrière allemande. Pas plus que ne fut controversé le travail de la CLA au sein du mouvement des chômeurs.

Ce n'est qu'au début de 1933 que les tensions fractionnelles commencèrent à prendre un caractère politique embryonnaire. Lorsque Cannon posa la possibilité que l'Armée rouge joue un rôle dans une offensive prolétarienne pour contrer la prise du pouvoir par Hitler, Shachtman et Abern s'y opposèrent vigoureusement. Shachtman et Abern capitulaient à l'époque au « socialisme dans un seul pays », conception répandue dans les milieux PC vers lesquels la CLA s'était orientée. Cette opposition de la fraction Shachtman à l'idée d'utiliser l'Armée rouge en dehors des frontières de l'URSS présageait leur abandon en 1939 de la défense de l'URSS lorsque l'Armée rouge pénétra en Finlande et en Pologne. Mais en 1933, après l'intervention de Trotsky pour soutenir pour l'essentiel la position de Cannon, ils laissèrent tomber leurs objections. Ce que Trotsky a écrit sur ce débat, « Germany and USSR » [L'Allemagne et l'URSS] est depuis longtemps publié [en anglais] dans *The Struggle Against Fascism in*

*Germany* [La lutte contre le fascisme en Allemagne], chez Pathfinder. Mais cela prend un sens beaucoup plus clair quand on le lit avec les documents de la lutte au sein de la CLA.

Au moment de la controverse sur l'Armée rouge, Shachtman et Abern avaient traité Cannon d'opportuniste parce qu'il était intervenu dans une conférence syndicale dans le sud de l'Illinois – où le PMA était fortement représenté – en tant que représentant d'un groupe de militants ouvriers new-yorkais et non en tant que membre de la CLA. Mais les groupes politiques n'avaient pas été autorisés à parler à la conférence, et la seule alternative aurait été de céder le terrain aux dirigeants réformistes et anticommunistes du PMA. Ce que Trotsky a dit sur le travail de la CLA dans le PMA – principalement « Les problèmes des syndicats en Amérique » (*Œuvres*, tome 2, 23 septembre 1933) – a un impact bien plus important lorsqu'on le lit dans le contexte des documents émanant des deux fractions de la CLA. « Les problèmes des syndicats aux Etats-Unis » est publié dans la dernière partie de ce volume : « L'Internationale intervient ».



Minnesota Historical Society

**Minneapolis, 1934 : les Teamsters (camionneurs) repoussent les attaques des flics lors d'une importante confrontation pendant la grève. Les militants de la CLA ont joué un rôle dirigeant dans ces grèves combatives grâce auxquelles les Teamsters de Minneapolis ont imposé leur syndicat.**

### Le rôle de Trotsky.

A bien des égards, « L'Internationale intervient » est la partie la plus puissante du livre. L'expérience qu'avait Trotsky des luttes internes prend toute son importance, d'abord au cours de ses discussions avec Swabeck à Prinkipo et plus tard dans ses lettres aux dirigeants de la CLA des deux fractions. En plus de la correspondance de Trotsky, on trouve dans cette partie des lettres écrites par Swabeck à Cannon faisant référence à d'autres discussions qui se sont tenues à Prinkipo. Quand il critique les deux fractions en leur reprochant de fixer des limites organisationnelles trop rigides en l'absence de divergences programmatiques, Trotsky fait remarquer que c'est sur le groupe Cannon, majoritaire au CN, que repose l'essentiel des responsabilités quant à la teneur de la discussion interne. Comme le révèlent les documents, Cannon prit immédiatement très au sérieux les critiques de Trotsky, faisant d'importantes concessions à la minorité au niveau organisationnel.

Agissant sous la pression de Trotsky pour intervenir efficacement et empêcher une scission, le Secrétariat international organisa un plénum en mai 1933 au cours duquel la situation dans la CLA devait être discutée en profondeur. Swabeck s'arrangea pour y participer en revenant de Prinkipo, et le SI demanda qu'un représentant de la minorité y assiste aussi. Grâce à l'argent prêté par Diego Rivera, le peintre mexicain, sympathisant trotskyste à l'époque, Shachtman retourna en Europe. A bord du bateau qui l'emmenait en Europe, il écrivit à Glotzer pour lui dire avec insistance qu'il ne dissoudrait jamais leur fraction. Cependant, il changea rapidement d'avis. A Paris il cosigna avec Swabeck une résolution qui appelait à la dissolution des fractions, et il alla à Prinkipo pour discuter avec Trotsky. On trouve dans ce livre les lettres envoyées à Abern et Glotzer, dont des photocopies furent distribuées à sa fraction dans la CLA. Elles fournissent des détails supplémentaires sur ce que Trotsky pensait de la situation dans la CLA.

En juin le comité national de la CLA adopta une résolution appelant à ce que la lutte interne cesse et que l'organi-

sation se tourne vers l'extérieur pour profiter des nouvelles possibilités qui se présentaient. La campagne pour une offensive ouvrière de front unique contre Hitler en Allemagne avait eu un impact important sur les cadres du PC, et la CLA recrutait de nouveau dans ses rangs. Elle pouvait intervenir avec beaucoup d'impact dans les conférences du mouvement des chômeurs convoquées par le PC et dans les organisations de défense légale.

Mais, comme les documents le révèlent, lorsque Cannon proposa de déménager le siège de la CLA à Chicago, la tension recommença à monter. Le but était de tirer profit de la nature prolétarienne de Chicago (par comparaison avec New York) et du fait que les milieux PC y étaient plus ouverts. Trotsky finit pas soutenir la proposition de Cannon, car il la voyait comme faisant partie de la perspective de tourner la CLA vers la classe ouvrière. Shachtman et Abern ne firent pas campagne contre le déménagement, mais ils décidèrent discrètement de rester à New York pour produire un magazine théorique. Cela devait à coup sûr conduire à la « scission à froid » dans la CLA, c'est pourquoi vers la fin de l'année 1933 Cannon a sagement mis au rancart l'idée de déménager le siège de l'organisation. Rien n'avait jamais été publié auparavant sur cet aspect de la bataille.

Juste après les tentatives internationales de tempérer la lutte dans la CLA Trotsky prit l'initiative d'un tournant politique audacieux pour l'Opposition de gauche dans son ensemble. Dès mai 1933, Trotsky avait remarqué que le Parti communiste allemand n'avait organisé aucune opposition au fait qu'Hitler consolide son pouvoir et que ceci voulait dire qu'il était mort comme force révolutionnaire. Il appela à construire un nouveau parti en Allemagne et, en juillet 1933, comme il était devenu clair qu'aucune opposition n'avait surgi au sein de l'Internationale communiste dans son ensemble, il proposa que l'Opposition de gauche change d'orientation et n'agisse plus en tant que fraction de l'IC. Il préconisa d'appeler à une nouvelle Internationale, la Quatrième, et suggéra

que l'Opposition tente de se regrouper avec les éléments sub-jectivement révolutionnaires qui étaient alors organisés à l'extérieur de l'IC. La nouvelle orientation fut adoptée par un plénum du SI en août 1933, et l'ensemble du comité national de la CLA s'y rallia avec enthousiasme.

Ce tournant – fonctionner comme l'embryon d'un nouveau parti – avait lieu juste au moment où la lutte de classe commençait à chauffer aux Etats-Unis. En janvier 1934 la CLA écrivit une lettre ouverte à l'American Workers Party [Parti ouvrier américain] d'A. J. Muste, une organisation centriste en mouvement vers la gauche, pour entamer des discussions, car cette formation réclamait la création d'un nouveau parti ouvrier aux USA. La fusion entre la CLA et les partisans de Muste eut lieu en décembre 1934. Elle avait été grandement facilitée par le fait que la CLA avait dirigé trois grèves au printemps et en été à l'issue desquelles le syndicat des camionneurs de Minneapolis avait été reconnu, et que l'organisation de Muste avait dirigé une importante bataille de classe à l'Auto-Lite de Toledo au printemps.

Ce sont les nouvelles perspectives qui s'ouvraient aux trotskystes américains qui ont permis de résoudre les tensions au sein de la CLA. Shachtman et Morris Lewit se sont mis à collaborer avec Cannon afin de tourner la ligue vers la lutte des classes. Pourtant la majorité de l'ancienne fraction Shachtman, maintenant organisée sous la forme de la clique Abern-Weber, faisait obstacle au travail. Cette histoire est relatée dans « Marxist Politics or Unprincipled Combinationalism ? » [Politique marxiste ou combinaisons sans principes ?], bulletin n° 5 de *Prometheus Research Series*. Ce document, écrit par Shachtman en 1936, est une critique dévastatrice des méthodes personalistes et dénuées de principes des anciens partenaires de Shachtman. Dans ce document Shachtman révèle que, malgré l'accord pour dissoudre les fractions de mai 1933, la fraction Shachtman-Abern-Glotzer à New York avait continué à se réunir jusqu'en janvier 1934. La clique d'Abern a constitué une ligne de faille dans le mouvement trotskyste américain pendant toutes les années 1930 ; elle s'est rouverte pendant la bataille de 1939-1940, lorsque Shachtman s'y est de nouveau rallié.

### Prescience et équivoque

Méditant sur les problèmes de direction dans le parti, au moment où il allait en prison en 1943 avec 17 autres diri-

Selection de documents, inédits en français, de James P. Cannon sur la lutte pour construire un parti révolutionnaire.

**Spartacist édition française n° 30**  
1,50 € (64 pages)

Egalement disponible :  
« La question française »  
(brochure), discours inédit de James P. Cannon (avril 1939)  
1,50 € (24 pages)

#### Commande :

Le Bolchévik  
BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France



geants du SWP et de la grève des camionneurs de Minneapolis, Cannon tira un bilan de l'expérience de la CLA :

« A un moment, au début, ce qu'on appelle la bataille Cannon-Shachtman a été conduite-avec toute l'intensité de la lutte finale contre l'opposition petite-bourgeoise et avec encore plus d'acrimonie ; au cours de cette bataille le camarade Trotsky a fait remarquer que chacune des deux fractions anticipait beaucoup trop. Elles luttaient l'une contre l'autre non sur le terrain de valeurs ou de mérites politiques qui auraient été clairement démontrés à ce moment-là, mais à partir d'une généralisation sur quelle serait en fin de compte la forme qu'allait prendre chacune des deux tendances politiques. [...] Dans une telle situation, le camarade Trotsky a dit que la tendance la plus progressiste c'est la tendance conciliatrice – ceux qui proposent de faire la paix et de tester au cours de l'action commune à venir les fondements et la valeur de l'accusation portée contre l'autre camp. Le conseil que donnait le camarade Trotsky a été suivi au cours de cette bataille-là. Certains l'ont suivi par diplomatie et d'autres sincèrement, mais, en général, ce qui était prescrit c'était de plonger le parti dans le travail de masse, de cesser la lutte fractionnelle, de dissoudre les fractions et de tester dans l'action politique ce qu'étaient les tendances des deux groupes.

« Et, en fin de compte, le problème a été résolu au cours de l'année 1940 – mais la bataille avait commencé dix ans auparavant, et si nous avions tenté de le résoudre en 1933 par une scission (ce qui est l'unique moyen de résoudre des luttes fractionnelles inconciliables), le mouvement n'aurait jamais pu en tirer un quelconque profit, car nous nous serions trouvés dans l'obligation d'expliquer aux ouvriers en dehors du parti le pourquoi de la lutte. Et si nous avions du mal à faire que les choses soient claires pour les camarades dans le parti, comment aurions-nous pu les rendre claires pour ceux qui n'étaient pas membres du parti et que nous voulions recruter ? Le résultat aurait été la stagnation du mouvement comme ça a été le cas en Angleterre. »

– Cannon, « The situation in the New York Local » [La situation dans le comité local de New York], 23 décembre 1942, publié dans *The Socialist Workers Party in World War II : Writings and Speeches 1940-1943* [Le Socialist Workers Party pendant la Deuxième Guerre mondiale : écrits et discours, 1940-1943]

Sur les questions d'organisation du parti et de l'attitude envers les luttes ouvrières, la fraction Shachtman de 1931-1933 personnifiait la même approche petite-bourgeoise que Cannon a dénoncée si éloquemment en 1939-1940 dans *La Lutte pour un parti prolétarien*. Mais la question décisive pour un léniniste c'est le **programme politique**. L'orientation petite-bourgeoise de Shachtman, Abern et Glotzer a pris une coloration politique décisive en 1939-1940, et ce n'est qu'à ce moment-là que la lutte fractionnelle était requise. Cannon a appris de l'intervention de Trotsky au début de la bataille et, pendant la lutte de 1939-1940 et par la suite, il a prouvé qu'il était un superbe dirigeant léniniste. Il a gagné la majorité en 1940 parce que les trotskystes américains, s'étant tournés vers l'extérieur, avaient recruté une couche de révolutionnaires prolétariens sérieux. L'introduction de la PRL se termine en tirant la principale leçon de cette expérience :

« Bien que le caractère révolutionnaire d'une organisation prolétarienne soit défini par son programme, qui représente en fait les intérêts historiques de la classe ouvrière internationale, il y a une interaction entre le programme du parti et sa composition sociale. Marx soulignait que "l'existence détermine la conscience", et ceci s'applique autant à ceux qui aspirent à être des révolutionnaires qu'aux autres secteurs de la société. Une avant-garde marxiste sans racines profondes dans la classe ouvrière non seulement manque de moyens pour appliquer son programme, elle est forcément plus vulnérable aux pressions sociales des autres classes. »

*Dog Days : James P. Cannon vs. Max Shachtman in the Communist League of America, 1931-1933* est un ouvrage de référence essentiel pour tout communiste. ■

## Publications de la Prometheus Research Library

### Les années noires : James P. Cannon contre Max Shachtman dans la Communist League of America, 1931-1933

[en anglais]

Documents d'une lutte fractionnelle qui a failli détruire le jeune mouvement trotskyste aux Etats-Unis. Inclut des lettres et documents, dont certains inédits, de Trotsky, Cannon, Shachtman et autres figures clés de cette bataille. Avec introduction largement documentée, 16 pages de photos dont certaines inédites, notices biographiques et index exhaustifs.

Relié : ISBN 0-9633828-7-X Broché : ISBN 0-9633828-8-8 (752 pages)

	Relié	Broché	Frais de port
France :	31 €	20,50 €	3,20 €
Canada :	48 \$Cdn	28,95 \$	7 \$ (1 exemplaire), 8 \$ (2-3 ex.)

Vient de paraître !

### Dog Days

James P. Cannon vs.  
Max Shachtman  
in the Communist League  
of America, 1931-1933



### James P. Cannon et les débuts du communisme américain : Articles et discours choisis, 1920-1928

[en anglais]

Ecrits de Cannon couvrant la période où il était l'un des principaux dirigeants de la section américaine de l'Internationale communiste. (1992)

Broché : ISBN 0-9633828-1-0 (624 pages)

Europe : 14,80 € (port 3,20 €)  
Canada : 18,50 \$Cdn (port 7 \$Cdn)

### Коммунистический Интернационал после Ленина L'Internationale communiste après Lénine.

Ouvrage de Léon Trotsky publié en russe pour la première fois (1993). Contient les documents de fondation du trotskysme mondial de 1928, dont là « Critique du programme de l'Internationale communiste ».

Relié : ISBN 5-900696-01-4 (309 pages)  
12 € 37 \$Cdn (port inclus)

## Prometheus Research Series

#### No. 1: Guidelines on the Organizational Structure of Communist Parties, on the Methods and Content of Their Work

Traduction en anglais des Thèses du Troisième Congrès du Comintern sur l'organisation des partis communistes (1921) à partir du texte original en allemand. (Août 1988) 94 pages

8,10 \$Cdn 6 € US\$6

#### No. 2: Documents on the "Proletarian Military Policy"

Inclut des documents sur le mouvement trotskyste aux Etats-Unis et en Europe pendant la Deuxième Guerre mondiale. (Février 1989) 102 pages

12,10 \$Cdn 9 € US\$9

#### No. 3: In Memoriam, Richard S. Fraser: An Appreciation and Selection of His Work

Richard Fraser (1913-1988) est un pionnier de la conception trotskyste de la question noire aux Etats-Unis. Sélection de ses écrits. (Août 1990) 108 pages

9,10 \$Cdn 7 € US\$7

#### No. 4: Yugoslavia, East Europe and the Fourth International: The Evolution of Pablist Liquidationism

Par Jan Norden. La réaction de la Quatrième Internationale à la révolution yougoslave et la rupture de 1948 entre Tito et Staline. (Mars 1993) 70 pages

9,60 \$Cdn 7 € US\$7

#### No. 5: Marxist Politics or Unprincipled Combinationism? Internal Problems of the Workers Party

Ce document de Max Shachtman est reproduit d'un bulletin interne du Workers Party américain en 1936. (Septembre 2000) 88 pages

11,10 \$Cdn 7 € US\$7

Toutes ces brochures sont en anglais  
Frais de port inclus pour les brochures PRS

Pour commander, chèques à l'ordre de :

Europe : Le Bolchévick, BP 135-10  
75463 Paris Cedex 10, France

Canada : SCPA, C.P. 6867  
succursale A, Toronto, Ontario M5W 1X6

United States : Spartacist Publishing Company  
Box 1377 GPO, New York, NY 10116

## Femmes et immigration...

(Suite de la page 56)

une explosion de sacro-sainte « laïcité », qui recouvre des préjugés anti-islam, et au nom des « valeurs républicaines » ces jeunes filles maghrébines ont été exclues de l'école publique et renvoyées au foyer. En fait, l'Etat français a *dénaturé* les objectifs et les valeurs de la Révolution française en s'attaquant à ces jeunes filles musulmanes. Sous l'Ancien Régime du roi, on appelait la France « la fille aînée de l'Eglise ». Le principe de la laïcité de la Révolution française vient de la lutte pour protéger la liberté d'expression et pour arracher la société des mains de l'Eglise catholique. Que ce principe soit utilisé maintenant par une majorité catholique pour opprimer une minorité musulmane dans la société française est une ironie cruelle de l'histoire. Cela souligne à



AFP

**Lille, octobre 1994 : de jeunes manifestants qui s'opposent au décret excluant des lycées les jeunes filles portant le foulard islamique se font refouler par la police.**

quel point la bourgeoisie française a dégénéré à l'époque de la décadence impérialiste – alors que cette classe avait dirigé la Révolution française, événement historique de la lutte pour l'émancipation de l'humanité.

Il n'est pas interdit de porter une petite croix à l'école publique. Cette campagne contre les jeunes filles portant le foulard n'était que le début d'une campagne raciste et réactionnaire de plus en plus intense contre « l'islam en France », une campagne qui ciblait surtout la population d'origine maghrébine de ce pays. Les enquêtes scientifiques montrent que, contrairement à ce que prétend la campagne hystérique contre « l'importation de l'intégrisme algérien » en France, en fait les jeunes issus de l'immigration algérienne sont *moins* religieux que les Français de souche ! (C'est peut-être parce que le voile est plus visible que beaucoup de gens pensent le contraire.) Selon l'enquête de l'INED (Institut national d'études démographiques) de 1992, 30 % des hommes nés en France de deux parents nés en Algérie affirment n'avoir pas de religion du tout. 60 % de ceux qui ont un seul parent né en Algérie disent ne pas avoir de religion. Pour les femmes, les chiffres sont 30 % et 58 % respectivement. Par contre pour la moyenne des Français de souche, seulement 27 % des hommes et 20 % des femmes déclarent qu'ils n'ont pas de religion.

L'Eglise catholique a un poids considérable dans la société française. Lors des élections présidentielles, l'Eglise avait en fait deux candidats, Bayrou et Boutin. Et même le maire de Paris ne peut pas empêcher la mainmise de l'Eglise sur les horaires scolaires : celle-ci insiste que le mercredi reste libre pour le catéchisme. Pourquoi l'Etat ne s'insurge-t-il pas pour défendre le principe de la laïcité contre les intrusions de l'Eglise catholique ? La hiérarchie catholique et son idéologie sont tout simplement trop utiles à la bourgeoisie dans le but d'entretenir le conservatisme et sanctifier la domination de classe capitaliste. D'un autre côté, la « laïcité » anti-musulmane aide la bourgeoisie à diviser la classe ouvrière et à isoler cette couche combative d'ouvriers maghrébins de leurs frères de classe dans ce pays. L'école « républicaine » est l'endroit où l'on enraine les valeurs racistes et anti-arabes de la France deux cents ans après la grande Révolution française.

Par rapport à cette histoire du foulard, à l'époque, la LTF a déclaré : « Dans ce pays gangrené par le chauvinisme et la terreur raciste, ces exclusions ne peuvent représenter qu'un acte de discrimination raciale. C'est pourquoi nous les condamnons [...]. Il est clair que dans ce pays l'intégrisme musulman ne pourrait être que l'idéologie d'une communauté horriblement opprimée qui aurait perdu tout espoir de trouver dans la société où elle vit une perspective d'en finir avec cette oppression. » (« A bas la campagne anti-immigrés ! », *le Bolchévik* n° 97, novembre-décembre 1989).

Nous luttons depuis toujours pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat, ainsi que de la Mosquée et de l'Etat, contrairement à ces intégristes qui ne cherchent qu'à réglementer la vie privée jusque dans ses moindres détails à travers la loi coranique anti-femmes et réactionnaire. Mais en France, où l'islam ne sera jamais qu'une idéologie de ghetto qui accepte la ségrégation, *l'ennemi principal*, ce ne sont pas les intégristes islamistes mais l'Etat impérialiste français – anti-ouvrier et anti-femmes –, qui opprime les masses laborieuses en Algérie, en Afrique et *ici*.

A l'époque où nous défendions ces jeunes filles voilées en France, nous avons aussi salué l'Armée rouge en Afghanistan lorsqu'elle était intervenue pour défendre le gouvernement nationaliste bourgeois de gauche du PDPA qui voulait moderniser le pays. L'Armée rouge s'est battue contre les intégristes qui jetaient du vitriol au visage des femmes non voilées et qui tuaient les enseignants qui apprenaient à lire aux jeunes filles. Nous avons dénoncé le retrait des troupes soviétiques, qui représentait une trahison des femmes afghanes. Nous avons lutté pour l'extension des acquis de la Révolution russe d'octobre 1917 aux femmes afghanes. Est-ce qu'il y a une contradiction entre notre ligne à l'époque sur le foulard ici en France, et sur le voile en Afghanistan ? Pas du tout. La question dans les deux situations c'était comment défendre les intérêts des femmes et de la classe ouvrière internationale. En France, la population maghrébine subissait quotidiennement la ségrégation et la terreur raciste et elle était marginalisée par le chauvinisme des directions du mouvement ouvrier. On pouvait donc comprendre que certaines jeunes femmes cherchent dans la religion un refuge et une illusoire dignité retrouvée. C'est pour cela que Marx appelait la religion « le cœur d'un monde sans cœur ». Le combat des marxistes contre l'obscurantisme religieux est inséparable de la lutte pour abolir les conditions matérielles qui dans ce monde induisent le besoin de se réfugier dans des fantasmes célestes. En d'autres termes, notre combat est indissolublement lié à la

lutte pour la révolution socialiste internationale. En Afghanistan, l'intervention de l'Armée rouge avait mis à l'ordre du jour l'extension des acquis de la révolution d'Octobre, et c'était une question de vie ou de mort pour les femmes afghanes contre les égorgeurs *moudjahidins*.

Par contre, la gauche française a refusé de défendre les femmes contre la réaction soutenue par les impérialistes en Afghanistan et contre les campagnes racistes de la bourgeoisie en France. La Ligue communiste révolutionnaire (LCR) ainsi que ses alliés internationaux du Secrétariat unifié, qui était alors dirigé par Ernest Mandel, a ouvertement appelé au retrait de l'Armée rouge en Afghanistan et s'est rangée du côté des mollahs et de la CIA contre l'Union soviétique et les femmes afghanes. Lutte ouvrière (LO) était plus évasive mais elle s'est rangée du même côté, comparant l'intervention soviétique en Afghanistan à ce qu'ont fait les impérialistes français et américains au Vietnam. LO s'est ouvertement prononcée du côté de l'Etat pour le renvoi des jeunes filles voilées du lycée, alors que la LCR s'y est timidement opposée tout en continuant à soutenir loyalement et à entretenir des illusions dans le gouvernement de front populaire de Mitterrand qui avait lancé cette campagne raciste. Sous le front populaire dernièrement, la coalition socialiste-communiste-Verts dirigée par Jospin, LO ne s'est pas opposée à Vigipirate et ses mesures d'Etat policier contre les immigrés. Quant à la LCR elle n'a pu se résoudre à protester contre cette répression raciste que pratiquement tout à la fin du règne de Jospin.

Pendant la guerre d'Algérie on avait déjà vu quelque chose du même genre que l'utilisation actuelle de la « laïcité » contre les femmes musulmanes en France. L'impérialisme historiquement ne s'est jamais gêné pour s'allier aux chefs locaux les plus réactionnaires et aux institutions les plus arriérées quand il s'agissait d'assurer que les profits des colonies arrivent bien. Mais quand les masses algériennes se sont soulevées contre leurs maîtres coloniaux, les autorités françaises et leur armée de tortionnaires ont soudain « découvert » les droits des femmes algériennes opprimées, espérant gagner du soutien pour continuer à coloniser le pays. Comme nous le disions dans un article écrit dans les années 1970 :

« Les Français ont utilisé la dégradation des femmes par l'islam pour justifier leur refus d'accorder des droits, comme le droit de vote, aux musulmans. Les Algériens ont réagi en *intensifiant* leur orthodoxie musulmane, glorifiant le rôle de leurs femmes comme perpétratrices de la vraie culture contre l'influence française. Comme elles étaient enfermées chez elles, les femmes algériennes étaient effectivement moins sous influence française que les hommes, malgré les efforts particuliers que faisaient les Français pour les toucher. Pendant la lutte de libération nationale, les Français ont organisé des dévoilements publics pro-Français de femmes musulmanes, et ils ont mis en place un Mouvement pour la solidarité féminine qui fournissait des soins médicaux, de l'aide juridique, des cadeaux et de l'instruction, pour essayer de les faire sortir de l'isolement et les mettre au service de l'impérialisme français. »

- « The Private Life of Islam : A Review » [La vie privée de l'islam : une critique], *Women and Revolution* n° 10, hiver 1975-1976

Face à ces campagnes racistes de l'impérialisme français « en faveur des femmes », où on les dévoilait de force et faisait brûler leur voile dans des « feux de joie », la réaction du FLN fut de répudier publiquement ces femmes et de les traiter de prostituées. Leur mot d'ordre était : pour une Algérie libre, pas une femme française libre ! Comme ils ne pouvaient pas proposer de vrai programme socialiste pour les femmes, qui les libère du joug de l'islam en même temps



Reuters

**A la fin des années 1980, des milliers de milliciennes afghanes ont pris les armes pour défendre leurs acquis contre les tueurs islamistes financés par les impérialistes. Nous avons salué l'intervention soviétique qui ouvrait la voie à la libération des femmes. Le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan annonçait la capitulation de la bureaucratie stalinienne devant la contre-révolution capitaliste en URSS même.**

que de celui de l'impérialisme français, les nationalistes algériens ont fait du voile leur *symbole* ! Ils ont glorifié l'oppression des femmes sur l'autel de la révolution.

La libération nationale algérienne du joug de l'impérialisme français est une victoire que les marxistes défendent avec passion. Mais nulle part autant que dans le cas de l'Algérie indépendante on ne peut voir à quel point le nationalisme bourgeois est incapable de vraiment libérer les masses du « tiers monde » de la misère, de l'arriération sociale et du pillage impérialiste. Dans la guerre d'Algérie les femmes ont pris les armes et se sont battues héroïquement aux côtés des hommes, et pourtant leurs filles et petites-filles se retrouvent soumises aux contraintes anti-femmes de la loi islamique officielle. Elle sont aussi terrorisées par les intégristes qui ont gagné une grande partie de la population désespérée qui les voit comme une alternative au régime militaire discrédité et brutal du FLN. Seules de profondes révolutions socialistes dans toute cette région du monde peuvent offrir un avenir aux Algériennes et aux Algériens, en plus de donner une formidable impulsion à la lutte révolutionnaire dans les métropoles impérialistes. D'un autre côté, si les ouvriers prenaient le pouvoir ici en France et dans d'autres pays impérialistes, cela conduirait directement à la libération des pays du Maghreb par la révolution socialiste.

### La contre-révolution capitaliste et la religion

La deuxième étape de cette histoire du foulard a eu lieu en 1994 quand *une centaine* de jeunes filles ont été renvoyées du lycée. Le contexte international est important pour comprendre deux choses : le retour à la religion et l'aggravation d'une politique anti-ouvrière, anti-immigrés et anti-femmes.

L'événement clé c'est la contre-révolution capitaliste en Union soviétique et en Europe de l'Est entre 1990 et 1992. Cela a été une énorme défaite pour le mouvement ouvrier au niveau international, une défaite que pratiquement toute la gauche a célébrée.

Les idées réactionnaires prospèrent dans les périodes réactionnaires, et depuis la chute de l'URSS on voit une recrudescence des intégrismes de toutes sortes : l'intégrisme protestant aux Etats-Unis (ceux qui font des attentats contre les cliniques d'avortement, le Ku Klux Klan, le gouvernement Bush qui veut faire disparaître les faits scientifiques de l'évolution et enseigner « la création » dans les écoles publiques) ; l'intégrisme juif orthodoxe en Israël ; l'interférence de plus en plus importante de l'Eglise catholique dans la société civile en Europe ; et l'intégrisme islamique dans les pays musulmans et dans les métropoles européennes qui



Patrick Nussbaum

**Paris, avril 2002 : rassemblement de grévistes d'Arcade, en majorité des femmes issues de l'immigration africaine. Elles ont gagné leur grève après un an de lutte contre la chaîne d'hôtels Accor.**

ont d'importantes populations musulmanes. Le développement de la religion n'est pas seulement une conséquence de la contre-révolution, il a aussi été utilisé par les impérialistes pour fomenter la réaction dans les Etats ouvriers déformés et contre eux. Tous les « opiums du peuple », comme disait Marx, sont diffusés librement dans cette période. C'est le désespoir et l'idée fausse que la lutte des classes et le vrai communisme sont des idées dépassées, qui est à la source du développement de cette fausse conscience.

La classe capitaliste qui vole les richesses que les ouvriers produisent a besoin d'un bouc émissaire pour faire dérailler les luttes de classe, qui continuent malgré la régression de la conscience politique. La classe ouvrière cherche à se défendre contre les attaques capitalistes. Lorsque le mur de Berlin s'est effondré, le « péril vert », celui que l'islamisme incarne auprès des bourgeoisies occidentales, a remplacé l'ancien « péril rouge » de l'Union soviétique. La guerre du Golfe – les bombardements et surtout les sanctions asphyxiantes de l'ONU qui ont tué plus d'un million et demi d'Irakiens – a eu un fort impact dans la population maghrébine et musulmane en France. C'est à ce moment-là qu'a été mis en place le plan « Vigipirate », dispositif pour intensifier

la répression contre les minorités ethniques, qui est maintenant devenu un modèle que tous les pays impérialistes copient pour opprimer leur « ennemi intérieur ».

Au niveau national il y a eu des changements économiques et politiques qui ont fortement marginalisé les populations à la peau foncée et qui sont aussi une des causes de l'augmentation de l'oppression des femmes. Une nouvelle crise économique capitaliste a fait monter le taux de chômage et les licenciements. Les enfants de ceux qui ont créé la richesse de la France dans l'après-guerre n'ont plus la possibilité de trouver des emplois comme leurs pères, qui étaient pourtant la main-d'œuvre la plus exploitée et la moins payée. Les usines où les pères immigrés travaillaient sont maintenant fermées ou licencient. Les jeunes issus de l'immigration sont traités comme une population superflue dont la bourgeoisie n'a plus besoin. La bourgeoisie n'a plus la possibilité de faire des gros profits avec l'exploitation économique de ces jeunes et n'est donc pas motivée pour investir de l'argent dans les écoles et dans les banlieues populaires. La seule « industrie » en expansion, c'est la police et les prisons.

En fonction de ses besoins économiques, l'impérialisme importe dans le prolétariat, au plus bas de l'échelle, de nouvelles sources de main-d'œuvre bon marché, essentiellement des immigrés venant des régions du monde les plus pauvres et dont on considère qu'on peut plus facilement se débarrasser en période de récession économique. C'est pour cela que la LCI se bat pour l'unité et l'intégrité de la classe ouvrière contre le chauvinisme et le racisme. Dans tous les pays où nous avons des sections, nous nous battons pour démasquer le mensonge de « l'unité nationale » entre les ouvriers et les patrons et pour gagner le prolétariat à la solidarité de classe avec les immigrés et les minorités ethniques.

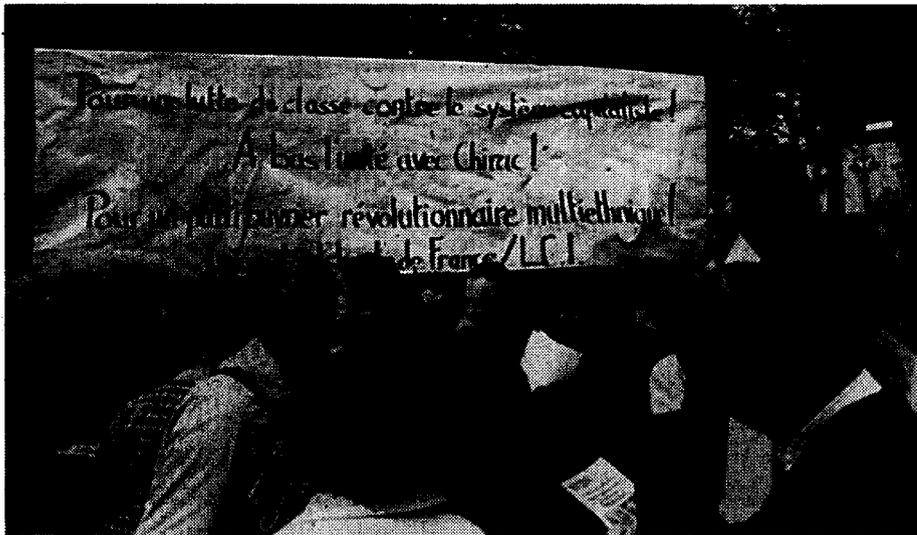
La bourgeoisie essaye de dire que le chômage est la faute des immigrés et de leurs enfants, et de faire des mots « délinquant » et « insécurité » des synonymes de « jeunes de minorités ethniques ». Il ne fait aucun doute que cela a mis du vent dans les voiles de démagogues fascistes comme Le Pen. Mais plus fondamentalement, cette hostilité raciste contre les immigrés reflète la marginalisation de certaines couches de la population dans une économie en récession. Comme nous l'expliquions en 1996 dans un article sur l'immigration en Europe :

« Il est courant dans la gauche européenne de mettre la vague montante de racisme anti-immigrés sur le compte de la démagogie des groupes d'« extrême droite ». Mais les fascistes ne font qu'exprimer ouvertement, sans fard et avec violence, les *intérêts économiques et politiques* des classes dirigeantes européennes dans la conjoncture actuelle. Le capital européen n'a plus besoin aujourd'hui d'importer de la main-d'œuvre supplémentaire des pays du tiers monde, alors que les jeunes de la deuxième génération sont économiquement superflus et considérés comme une source de troubles sociaux [...].

« La lutte contre le racisme anti-immigrés ne doit pas être seulement menée avec combativité contre les fascistes, mais aussi au niveau politique contre les dirigeants réformistes traîtres du mouvement ouvrier. »

– « Immigration et oppression raciste en Europe »,  
Spartacist édition française n° 29, été 1996

Même avant la récession économique actuelle, les études sur le chômage montrent qu'il existe une discrimination particulière envers les jeunes Algériens, même par comparaison avec les autres jeunes Maghrébins. La France n'a jamais oublié que l'Algérie l'a combattue et l'a vaincue. Le taux de chômage pour les Algériens titulaires d'un CAP ou d'un BEP entre 20 et 29 ans est de 39 %, quand pour les Espagnols, les Portugais et les Français, le taux est de 10 %. C'est presque *quatre fois* plus pour les jeunes Algériens ! Les jeunes Algé-



le Bolchévite

**Banderoles de la LTF le Premier Mai 2002, alors que les soi-disant socialistes du PS, du PCF et de la LCR appellent à voter Chirac pour « faire barrage à Le Pen ». La politique d'austérité et la campagne « sécuritaire » raciste du gouvernement « de gauche » dirigé par le PS a pavé la voie au succès électoral du fasciste Le Pen.**

riennes connaissent aussi le chômage mais il y a une couche qui a trouvé des emplois stables, même si en général en France la situation de l'emploi se présente mieux pour les garçons que pour les filles. Ces chiffres montrent que les jeunes Algériens souffrent toujours de la haine raciste de la France envers son ex-colonie qui lui a infligé une amère défaite militaire.

En général pour une fille, il n'est plus aussi facile que dans les vingt dernières années de se séparer de sa famille. Rompre avec la famille implique de trouver un travail, mais l'emploi qui apportait l'indépendance financière est rare aujourd'hui. Ces conditions matérielles sont à la base du retour vers la religion pour beaucoup de jeunes filles musulmanes. Mais c'est très contradictoire. Beaucoup revendiquent leur identité islamique et en même temps dénoncent au nom même de l'islam des traditions qui les refoulent dans le foyer. Il y en a qui portent le voile comme un acte de défiance envers la société française qui traite les Arabes avec mépris. En plus, il arrive souvent que les filles qui portent le foulard et qui adoptent cette image de pudeur obtiennent le droit de sortir de la maison et d'avoir des amis, ce qui leur était refusé avant. Mais cet espace de « liberté », grotesquement déformé et obtenu grâce au voile, ne dure pas longtemps. Toutes les filles qui portent le foulard islamique savent que leur avenir, selon les traditions de la famille et de la religion, c'est le foyer ; et la société occidentale ne leur offre pas d'avenir non plus. Lors d'une conférence sur les femmes à la Sorbonne en janvier 2002, Fadela Amara faisait remarquer que « dans les années 1980 nous les grandes sœurs avons commencé à gagner notre liberté et à faire les premiers pas vers l'égalité, mais ensuite tout s'est graduellement effondré dans les années 1990, avec le chômage massif, l'intégrisme, et le repli dans la communauté ».

Tous les livres écrits par ces jeunes femmes elles-mêmes décrivent une vie « schizoïde » : il y en a qui sortent de la maison voilées et se changent en minijupe dans les toilettes d'un McDonald, et qui essaient d'éviter la surveillance des grands frères qui jouent le rôle de flics dans la famille, y compris avec une brutalité effrayante. Souvent, le sentiment d'être déchirées entre la société française d'un côté, qui leur demande d'abandonner toute identité arabe, et la famille de l'autre côté qui leur demande un comportement de pudeur, les détruit – littéralement. Ces jeunes filles se suicident beau-

coup plus que les autres filles de la même classe d'âge. Les jeunes rappeuses musulmanes de la cité Lyautey à Strasbourg décrivent la situation des jeunes musulmanes dans leur chanson intitulée *Les femmes d'islam* : si on se voile, c'est les Français qui vous le reprochent, si on ôte le voile, c'est le quartier dont on fait partie qui vous en veut de sortir.

### Les lois anti-immigrés et la double peine des femmes

Pour les jeunes filles, la politique toujours plus restrictive de l'immigration a créé un véritable marché matrimonial, *qui les tue carrément*. Pour comprendre comment les lois contre l'immigration ont renforcé l'oppression des femmes, il faut retourner quelques décennies en arrière. Déjà en 1974, avec la crise du pétrole et la récession économique, les capitalistes français ont décidé qu'ils n'avaient pas besoin de plus de main-d'œuvre maghrébine (qui avait commencé à remplacer la main-d'œuvre en provenance de l'Europe de l'Est et du Sud pendant et après la guerre d'Algérie). En 1974 l'Etat français a claqué la porte au nez des peuples venant des ex-colonies exploitées par l'impérialisme français. Aux hommes qui s'étaient cassé les reins pour les profits des capitalistes français on offrait dix mille francs et un billet aller simple pour le Maghreb. La France a peut-être eu envie d'arrêter totalement l'immigration à cette époque, mais l'Union européenne faisait un peu pression pour le droit au regroupement familial. Malgré tout, il était très dur pour un ouvrier, fréquemment licencié, et logé dans un dortoir pour hommes célibataires, de prouver à l'Etat français qu'il pouvait subvenir aux besoins de sa propre famille et remplir les conditions nécessaires pour avoir droit au regroupement familial.

Les restrictions et les conditions pénibles de pauvreté ont poussé beaucoup de familles, et surtout les femmes, dans la clandestinité et sur le marché du travail au noir où, si on a de la chance, on trouve des boulots tellement sales et mal payés que les Français n'en veulent pas. Légalement, la plupart des femmes qui sont venues avec le regroupement familial n'avaient pas le droit de travailler. C'est ainsi que la bourgeoisie française a renforcé avec ses lois anti-immigrés toutes les vieilles traditions répressives et la ségrégation des femmes maghrébines au foyer, coupées de la société.

Plus tard, dans les années 1980 et 1990 il y a eu les lois Pasqua, Debré et Chevènement qui ont encore plus limité le droit de résider en France et elles ont aussi facilité les

expulsions. Il faut noter que les gouvernements soi-disant « de gauche » n'ont jamais abrogé les lois anti-immigrés mises en place par la droite. Ils ont au contraire augmenté l'arsenal légal et la répression policière contre les immigrés. C'est Mitterrand qui a déclaré que la France avait atteint son « seuil de tolérance » avec l'immigration, pour justifier les expulsions. C'est Jospin, avec sa campagne sécuritaire, qui a augmenté la répression policière contre les jeunes des banlieues et pavé la voie au Front national de Le Pen.

En 1993 il y a eu un changement significatif avec la loi Pasqua-Méhaignerie. Le Code de la nationalité, qui donnait automatiquement le droit aux enfants d'étrangers nés en France de devenir français, a été aboli. Il fallait que les jeunes issus de l'immigration réclament la citoyenneté française entre l'âge de 16 et de 21 ans. (La loi a été modifiée depuis et maintenant un enfant né en France de parents étrangers devient français à 18 ans, mais seulement après des démarches bureaucratiques remplies d'obstacles administratifs.) Ces lois ont créé une situation telle que toute une génération de jeunes qui sont nés, qui ont grandi et ont été éduqués en France, qui connaissent à peine le pays de leurs parents ou grands-parents, et qui souvent ne parlent même pas la langue de leurs parents, a été stigmatisée et déclarée « non française ».

Cette loi a eu un impact profond. Rejetés par deux sociétés, celle de leur pays de naissance et celle de leur famille, et sans possibilité d'être intégrés à une société qui n'offre ni emploi ni avenir, pas mal de jeunes ont cherché une identité dans la religion. La discrimination existe même linguistiquement. Les jeunes nés en France sont appelés « immigrés » ou « issus de l'immigration » ou la « deuxième » ou « troisième » génération. Comme je suis Américaine je suppose automatiquement que pratiquement tout le monde est « d'origine immigrée ». Est-ce qu'on compte combien de générations il y a entre les Cro-Magnon et Le Pen ? (Je ne veux pas offenser les Cro-Magnon, mais il est clair que Le Pen est une sorte de retour en arrière.) La discrimination linguistique reflète la discrimination réelle contre une population que la France *ne veut pas intégrer* et qui peut toujours être *expulsée*, comme les Juifs l'ont été, malgré leur citoyenneté française : sous Vichy, 15 154 Français, en majorité des Juifs, ont été dénaturalisés pour faciliter leur déportation vers les camps de la mort. Il faut se souvenir de ça quand on voit les nouvelles lois toujours plus restrictives sur le Code de la nationalité.

### L'oppression des femmes et la famille

Comment les lois anti-immigrés tuent-elles les jeunes filles issues de l'immigration et nées en France ? Voici la conclusion de l'enquête de Michèle Tribalat dans son livre *Faire France* (1995) :

« La suspension du recrutement de travailleurs a rendu très attractif le mariage avec une jeune femme résidant en France, surtout lorsqu'elle a la nationalité française. Les filles élevées en France sont ainsi trop souvent captives d'un "marché matrimonial ethnique" où la famille trouve elle-même un intérêt, souvent financier, sinon moral, à marier leur fille avec un postulant à l'émigration. »

Autrement dit, c'est une vie *d'esclavage* et les filles ne sont que la propriété en chair humaine qu'on peut acheter, vendre, mutiler et même tuer si ça protège « l'honneur de la famille ».



Libération

**8 mars 2003 : La marche « Ni putes ni soumises » des jeunes femmes des banlieues arrive à Paris. Les jeunes femmes d'origine musulmane sont déchirées entre la politique anti-immigrés de la bourgeoisie française et les traditions extrêmement oppressives de leur famille envers les femmes.**

Le « meurtre pour l'honneur » de Fadime Sahindal, étudiante kurde en Suède, a scandalisé et on en a parlé dans la presse. Fadime Sahindal a été tuée par son père en janvier 2002, parce qu'elle avait commis le « crime » de refuser un mariage arrangé et qu'elle avait un copain.

Souvent, les familles profitent des vacances scolaires pour renvoyer les filles dans leur pays d'origine, pour être excisées en Afrique noire, et surtout être mariées de force en Turquie et au Maghreb. En ce qui concerne les mariages forcés, selon le Coran, il est interdit pour une femme de se marier avec quelqu'un qui n'est pas musulman, bien que les hommes puissent épouser qui ils veulent. Les filles qui se battent contre leur sort sont souvent kidnappées, tabassées, et parfois tuées. Les livres sur ce sujet ne manquent pas. Dans son autobiographie *Née en France, Histoire d'une jeune beur* (1990), Aïcha Benaïssa, une jeune femme d'origine algérienne, raconte comment elle a été kidnappée et renvoyée en Algérie où elle a été enfermée à clé dans la maison de sa famille parce qu'elle avait osé sortir avec un Français. Aïcha Benaïssa explique sa situation personnelle dans un contexte social plus large :

« La virginité, chez nous, c'est tellement important ! Surtout pour préserver l'honneur des parents. Tout l'honneur de la famille repose sur la virginité de la jeune fille à marier. On se sent comme dépossédée de son propre corps dans ce qu'il a de plus intime [...]. Vierge ou dépravée, il n'y a pas d'autre alternative. »

Elle cherchait sans cesse à s'enfuir, mais elle s'est rendue compte que le problème allait beaucoup plus loin que ses gardiens et flics de frères dans la famille. En Algérie, dit-elle :

« Les policiers sont les gardiens de la morale publique. Les autres hommes surveillent eux aussi tous les faits et gestes des femmes dans la rue. Comme si tous les hommes étaient des pères. Des pères très répressifs, collectivement garants de la moralité de toutes les filles du pays. »

Ailleurs en Afrique noire et centrale, la virginité des filles et le prix qu'elles peuvent atteindre sur le « marché matrimonial » sont garantis par la mutilation sexuelle. Ca n'a rien à voir avec une différence « culturelle ». Les mutilations sexuelles sont des actes violents et barbares. L'excision c'est l'ablation d'une partie du clitoris et des petites lèvres. L'in-

fibulation c'est une excision complétée par l'ablation des grandes lèvres dont les deux moignons sont suturés bord à bord. L'ouverture vaginale disparaît pour laisser la place à un minuscule orifice pour l'écoulement des règles et des urines. Comme vous pouvez l'imaginer, ces mutilations sexuelles produisent des douleurs extrêmes, des infections, des accouchements difficiles et parfois fatals, sans parler de la suppression du plaisir sexuel de la femme. Souvent quand des jeunes filles résistent à cette mutilation, on les menace de renvoyer leur propre mère au pays, où elle sera répudiée et rejetée de la société. Il y a beaucoup de suicides de mères et de filles qui cherchent à échapper à cette barbarie.

Il faut souligner que les femmes de toutes les classes sociales, même les femmes de la bourgeoisie, sont opprimées par ces pratiques. Cela montre bien que la principale source de l'oppression de la femme dans une société divisée en classes c'est l'institution de la famille, et que même les femmes bourgeoises sont opprimées en tant que femmes. Mais les femmes de la classe ouvrière sont doublement opprimées et les ouvrières issues de l'immigration subissent une triple oppression.

Ces exemples effrayants de mutilations sexuelles, de mariages forcés, de meurtres pour l'honneur, montrent qu'une question simple, démocratique et fondamentale comme notre lutte pour les *pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés et leurs familles*, c'est vraiment *une question de vie ou de mort pour les femmes et les jeunes filles* ! Ces exemples montrent aussi l'hypocrisie de la bourgeoisie française qui se vante d'être l'héritière des idées de la Révolution française et du Siècle des lumières. Quel mensonge ! Avec cette politique anti-immigrés et anti-ouvrière, la bourgeoisie française renforce et perpétue les pratiques les plus barbares et les plus sanglantes de l'histoire. Marx avait compris qu'il faut balayer le système capitaliste pour donner réalité aux belles idées des Lumières.

Alors que la bourgeoisie s'attaque aux immigrés, il faut se souvenir du rôle clé que les travailleurs immigrés ont joué dans les luttes de classe en France, comme pendant la Commune de Paris en 1871. Comme le disait Karl Marx :

« Proclamant hautement ses aspirations internationalistes – parce que la cause du producteur est partout la même et que son ennemi est partout le même, quelle que soit sa nationalité (quel que soit son vêtement national) – Paris a proclamé le principe de l'admission des étrangers à la Commune, il a même élu un ouvrier étranger (membre de l'Internationale) à son Exécutif, il a décrété la destruction du symbole du chauvinisme français : la colonne Vendôme ! »

– Karl Marx, *la Guerre civile en France* (1871)

L'asservissement des femmes dans les pays musulmans n'est pas enraciné dans un caractère réactionnaire qui serait spécifique à l'islam, comme les impérialistes le prétendent aujourd'hui. Il n'y a qu'à lire les farces de Molière pour voir qu'il y a une longue histoire de mariages forcés dans « la douce France » aussi. Tant que le pouvoir de l'Eglise sur la société civile n'était pas brisé, au moins en partie, le « choix » des femmes était limité : soit un mariage arrangé, soit s'enfermer au couvent pour le restant de sa vie. D'ailleurs avant 1965 les femmes françaises n'avaient légalement même pas le droit de travailler sans l'autorisation écrite de leur mari ! Mais contrairement aux pays africains et maghrébins, en France la propriété capitaliste s'est développée et a profondément miné les rapports sociaux féodaux arriérés. Ceux-ci ont été pratiquement balayés par la grande Révolution démocratique bourgeoise de 1789 qui a ouvert la voie au développement d'une société industrielle avancée. Cette révolution a aboli la monarchie et l'aristocratie, limité le pouvoir de

l'Eglise, et beaucoup amélioré le statut des femmes, quoique beaucoup des acquis légaux des femmes aient été repris par la suite au fur et à mesure que la bourgeoisie consolidait son pouvoir. Dans le monde musulman, le capitalisme est arrivé tardivement, et il est arrivé avec le colonialisme européen qui a fait alliance avec les pouvoirs féodaux locaux. Dans les pays colonisés, et aussi parmi les concentrations d'immigrés dans les métropoles impérialistes, le capitalisme a renforcé les traditions barbares et anti-femmes.

*L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* (1884), de Friedrich Engels, explique la conception marxiste de la base matérielle de l'oppression des femmes. Dans cet ouvrage, Engels montre comment l'origine de l'oppression de la femme se trouve dans la division de la société en classes. Sous le « communisme primitif » de l'âge de pierre, la division du travail entre hommes et femmes se basait sur la biologie (les femmes devant mettre au monde et allaiter les enfants), et il n'était pas nécessaire que la femme ait un statut social subordonné. Avec le développement de la technologie, en particulier celui de l'agriculture, il s'est créé pour la première fois un surplus, ce qui a conduit à la division en classes. Au fur et à mesure que les classes se développaient, l'institution de la famille est devenue nécessaire. Comme l'explique Engels :

« Donc, au fur et à mesure que les richesses s'accroissaient, d'une part elles donnaient dans la famille une situation plus importante à l'homme qu'à la femme, et, d'autre part, elles engendraient la tendance à utiliser cette situation affermie pour renverser au profit des enfants l'ordre de succession traditionnel [c'est-à-dire le droit maternel]. [...] »

« Le renversement du droit maternel fut *la grande défaite historique du sexe féminin*. Même à la maison, ce fut l'homme qui prit en main le gouvernail ; la femme fut dégradée, asservie, elle devint esclave du plaisir de l'homme et simple instrument de reproduction. »

Donc, la naissance de la famille monogamique est complètement liée à l'héritage de la propriété privée et c'est d'ici que vient l'importance de la virginité des filles et de la soumission des femmes. Engels dit :

« Elle [la famille] est fondée sur la domination de l'homme avec le but exprès de procréer des enfants d'une paternité incontestée, et cette paternité est exigée parce que ces enfants entreront un jour en possession de la fortune paternelle, en qualité d'héritiers directs. [...] [Le lien conjugal] ne peut plus être dénoué au gré des deux parties. En règle générale, c'est maintenant l'homme qui peut seul dénouer le lien et répudier sa femme. Le droit d'infidélité conjugale lui reste d'ailleurs garanti jusqu'à présent, du moins par la coutume (le Code Napoléon le concède expressément à l'homme, pourvu qu'il n'amène pas sa concubine au domicile conjugal), et ce droit s'exerce toujours davantage, à mesure que le développement social va s'élevant ; si la femme se souvient de l'antique pratique sexuelle et veut la restaurer, elle est punie plus sévèrement qu'à toute autre période antérieure. »

Je voudrais souligner l'importance que Marx et Engels accordaient à la question femme. Cette œuvre magnifique d'Engels a été écrite en hommage à Karl Marx qui avait entrepris une recherche approfondie sur la question de la famille. Contre toutes les valeurs étouffantes de la société bourgeoise, Marx et Engels ont examiné toute l'expérience humaine, y compris l'histoire des rapports sexuels. Avec notre journal *Femmes et révolution* qui est maintenant intégré à *Spartacist*, le journal international de la LCI, nous essayons de suivre leur exemple : il faut traiter de la totalité de l'expérience humaine si on veut vraiment changer le monde, se débarrasser de tous les cas d'oppression et ouvrir la voie à l'expansion de la liberté à tous les niveaux. Marx et Engels avaient aussi un sens de l'humour et une audace que



Harlinque-Viollet

**Cours d'alphabétisation pour adultes en URSS au début des années 1920. Ces années-là, en Union soviétique, la Révolution bolchévique a ouvert aux femmes la voie de l'alphabétisation, de l'émancipation vis-à-vis de l'arriération sociale et de l'intégration dans la vie politique et économique.**

nous admirons. Par exemple, sur la question de la promiscuité, la honte et l'hypocrisie de la bourgeoisie, Engels écrit : « Et si la stricte monogamie est le comble de toute vertu, la palme revient au ver solitaire qui possède, dans chacun de ses cinquante à deux cents anneaux ou articles, un appareil sexuel masculin et féminin complet et passe toute son existence à s'accoupler avec lui-même dans chacun de ses segments. »

Mieux vaut être un ver solitaire qu'une jeune fille mariée de force !

### **Libération des femmes par la révolution socialiste !**

Il y a plusieurs associations qui se sont formées en réponse à ce besoin urgent d'aider ces jeunes filles. Nous avons parlé avec une association turque qui reçoit *trois ou quatre appels par jour* de jeunes filles qui sont mariées de force ou menacées de l'être. J'ai parlé avec l'association GAMS (Groupe femmes pour l'Abolition des Mutilations Sexuelles) qui a été fondée pour lutter contre les mutilations sexuelles des femmes africaines, mais qui maintenant fait aussi beaucoup de travail pour sauver les jeunes filles des mariages forcés. Ces organisations font un travail parfois héroïque et urgent, mais elles sont affaiblies par le nationalisme et le sectorialisme. Chaque groupe est organisé sur la base de la nationalité et la sexualité : GAMS pour les Africaines, Elélé pour les Turques, Nanas Beurs pour les Maghrébines, etc. C'est l'indifférence totale à ces questions de la part des partis de gauche et des syndicats qui est la cause de cet isolement national. Le Parti communiste fait certes pas mal de travail social pour garder la face dans les municipalités où il est, et vient parfois en aide à des individus désespérés. Mais il est tout autant que le Parti socialiste du mauvais côté dans la lutte pour mobiliser tout le mouvement ouvrier si puissant en faveur de la défense des immigrés et des femmes ! L'abdication politique de « directions » qui ne se battent pas pour ceux qui sont particulièrement opprimés produit des syndicats faibles qui ne défendent les intérêts d'aucun de leurs membres. Et le climat politique est dominé par des arguments racistes tant de la part de la droite que de la « gauche ».

L'isolement des peuples opprimés dans cette société et le désespoir qui existe aujourd'hui, c'est le fruit amer des trahisons de la gauche. Dans les années 1980, les jeunes du mouvement « beur » (qui signifie « arabe » en verlan) et leurs

parents avaient beaucoup d'espoir dans le gouvernement Mitterrand. Les jeunes du mouvement « beur » ont traversé le pays à pied, de Lyon à l'Elysée, pour déclarer « nous sommes ici » et pour exiger l'égalité. Il n'y avait pas un seul mot d'ordre religieux dans le mouvement à l'époque. Mais le gouvernement Mitterrand, un gouvernement capitaliste mis en place avec le soutien de tous les partis de gauche, sauf notre parti la LTF, bien évidemment, n'a pas apporté l'égalité à la jeunesse issue de l'immigration. Au contraire, ce gouvernement a poursuivi les expulsions, a réduit le droit au regroupement familial, et a intensifié la répression policière dans les banlieues qui était le fer de lance des attaques contre toute la classe ouvrière.

Ahmed Boubeker dans *Libération-Lyon* décrit quels résultats l'intensification de la ségrégation raciste et la trahison de la gauche ont produits à l'endroit même où est né le mouvement pour l'égalité des jeunes issus de l'immigration :

« Qui a connu la capitale des beurs entre 1981 et 1983 ne reconnaît plus les lieux [...]. Au 10 de la rue Gaston-Monmousseau, à l'endroit même où se trouvait le local de l'Association "S.O.S. Avenir Minguettes" à l'origine de la première marche des Beurs, on trouve aujourd'hui une salle de culte. [...] Des anciens militants du mouvement beur rêvent tout haut [...] de l'unité des jeunes immigrés dans la foi : "Le prochain chapitre de l'histoire des jeunes Arabes de France sera musulman ou ne sera pas ! Qu'on ne me parle plus des Beurs, à quoi donc a servi cette histoire, à part faire pleurer les cathos et faire vendre des badges aux feujis (juifs) ? En vérité, le vrai malheur est de vivre à l'occidentale, alors que l'islam en héritage nous rend invincibles. »

— cité dans *les Banlieues de l'islam* de Gilles Kepel, 1987

La bourgeoisie française joue le rôle classique de « diviser pour mieux régner » en utilisant le racisme anti-arabe. Surtout depuis le 11 septembre 2001, les médias nous bombardent d'histoires de « réseaux terroristes islamiques » en France. D'abord il faut bien voir que les vrais « réseaux terroristes » c'est l'OTAN, l'ONU, les gouvernements impérialistes américain et français. Qui a torturé des civils en Algérie ? Qui a détruit et bombardé l'ex-Yougoslavie ? Qui opprime les quartiers populaires et les banlieues pauvres avec une armada policière ? Qui licencie les ouvriers et attaque leur existence ? C'est la bourgeoisie française, pas quelques intégristes islamiques !

En plus, la bourgeoisie française a vraiment du culot parce que c'est *elle* qui a importé l'islam en France consciemment

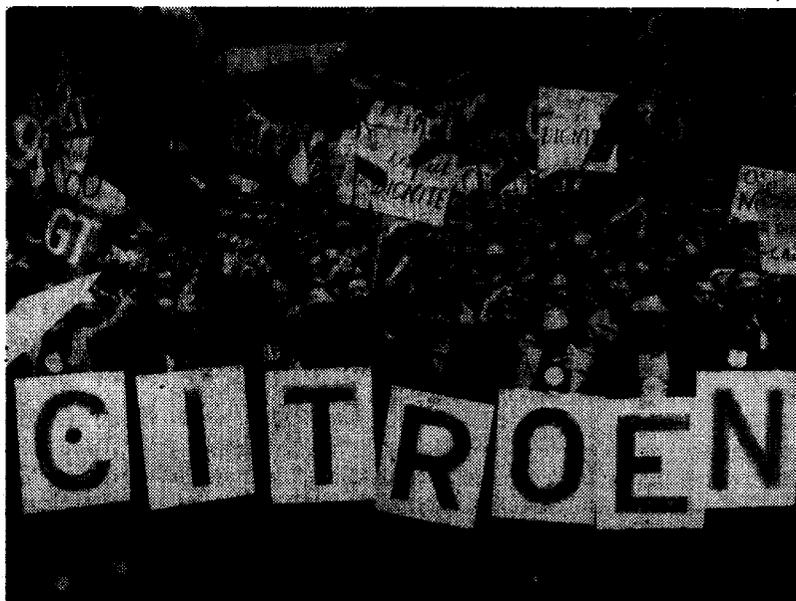
pour fliquer les ouvriers immigrés et pour empêcher l'unité entre Arabes et Français dans la classe ouvrière. La bourgeoisie française a utilisé l'islam comme rempart contre le communisme, tant à l'extérieur du pays que dans les usines et les quartiers immigrés en France. Dans les années 1980, les ouvriers immigrés ont été en pointe dans des grèves puissantes, surtout dans l'industrie automobile. Les patrons, avec leurs « syndicats » jaunes comme la CSL (Confédération des syndicats libres) ont délibérément utilisé la religion pour isoler et contrôler les militants dans les usines. La revendication d'un lieu de culte n'a *jamais* été une revendication du mouvement ouvrier au Maghreb ! Mais ici en France, ce sont les patrons, à travers la CSL, qui ont avancé cette revendication. Gilles Kepel explique dans son livre *les Banlieues de l'islam* :

« La mise en place d'une structure islamique à l'intérieur de l'usine présente pour la direction plusieurs avantages, dans la perspective à court terme du maintien de la paix sociale et de la productivité, en attendant que les OS [ouvriers spécialisés] cèdent la place aux robots. Cela renforce l'adhésion des travailleurs musulmans à l'esprit de l'entreprise, à laquelle ils se montrent reconnaissants de leur permettre de pratiquer leur culte, et cela crée un nouveau type d'interlocuteurs, de médiateurs entre direction et ouvriers, ce qui relativise le monopole de la représentation syndicale. [...] Les revendications d'ouverture de salles de prière auraient donc été satisfaites parce qu'elles étaient perçues comme une manière de favoriser l'"esprit maison", le consensus social entre ouvriers et direction. »

D'un côté le patronat français encourage l'islam dans l'usine, de l'autre les médias des patrons accusent les grévistes maghrébins dans les grandes grèves de 1982 à Citroën, à Talbot, à Renault, d'être des « ayatollahs dans les usines » ! La politique de la gauche et de la direction syndicale était tout aussi dégoûtante. Au lieu d'organiser l'unité de la classe ouvrière en lutte contre les patrons et le gouvernement Mitterrand, la gauche pourrie a capitulé devant le gouvernement qu'elle avait aidé à mettre au pouvoir et a laissé tomber les immigrés. D'ailleurs Pierre Mauroy, premier ministre soignant « socialiste », n'a-t-il pas accusé une grève de Renault d'être fomentée par les « moudjahidins » ?

Cette indifférence à l'oppression raciale vient directement d'une perspective de *collaboration de classes*. La gauche française et les directions syndicales cherchent leurs alliés dans la bourgeoisie française (cette année c'était Chirac pour qui ils ont même appelé à voter !) au lieu d'organiser les ouvriers les plus opprimés ici en France comme un secteur clé et le meilleur allié de la classe ouvrière française. A la Poste, une camarade m'a raconté l'histoire d'une grève des travailleurs des DOM-TOM [territoires français d'outre-mer]. Comme elle défend ces ouvriers, elle s'est bien sûr mise en grève aussi, mais le lendemain sa direction syndicale lui a expliqué qu'elle n'avait pas le droit, et qu'elle ne serait pas couverte par le syndicat parce que c'était une grève *uniquement* pour les travailleurs qui venaient des DOM-TOM. Voilà comment la bureaucratie syndicale introduit la politique raciste des patrons (« diviser pour mieux régner ») dans le mouvement ouvrier lui-même.

Dans les industries où les ouvriers immigrés sont exploités et utilisés comme armée de réserve de travailleurs, comme le



L'Humanité

**Mai 1982 : manifestation des ouvriers de Citroën en grève. Dans l'automobile les ouvriers maghrébins ont été le fer de lance des grèves, mais ils ont été trahis par la politique de collaboration de classes des directions syndicales à la botte du gouvernement Mitterrand.**

bâtiment, ce qu'il faut c'est une campagne pour syndiquer tous ces travailleurs immigrés et les intégrer dans les luttes de classe en défense de tous les ouvriers qui se battent contre le même Etat capitaliste et les mêmes patrons. Un ouvrier sans-papiers sera en meilleure position pour lutter pour ses propres intérêts et refuser d'être utilisé comme briseur de grève s'il a une carte de la CGT, parce que derrière cette carte, il y a la puissance du mouvement ouvrier français, de dizaines de milliers de travailleurs. La vraie solidarité avec les sans-papiers, ce n'est pas une manifestation une fois par an avec des stars de cinéma mais la solidarité et l'égalité réelle qui résultent de luttes de classe unies.

La direction traître du mouvement ouvrier a capitulé devant l'islam réactionnaire qui vise surtout les ouvriers maghrébins les plus combatifs – sans parler de ce que ça veut dire pour une ouvrière d'avoir des mollahs dans sa boîte ! Dans les années 1980, la CGT et les maoïstes sortaient des tracts dans lesquels ils s'accusaient mutuellement d'être de mauvais musulmans qui mangent pendant le Ramadan ! Ils n'accusaient pas la CSL d'être une organisation des patrons et hors du mouvement ouvrier, mais d'être « contrôlée par les sionistes » ! Et à l'époque où la CGT et le PCF capitulaient devant l'islam et l'antisémitisme importés par les patrons dans les usines françaises, leur parti frère en Iran, le Toudeh, soutenait totalement le gouvernement de Khomeiny. Là-bas le PCF et le Toudeh approuvaient la répression contre les militants de gauche des Fedayins, deux ans avant que le Toudeh lui-même se voie à son tour éliminé par la réaction islamique !

Le problème c'est que les organisations qui dirigent le mouvement ouvrier français ont pour but de *gérer* le capitalisme et non pas de le détruire. C'est pourquoi elles continuent à capituler devant le racisme et à le justifier, car l'oppression raciste est un aspect fondamental du capitalisme français. Les grèves d'ouvriers majoritairement immigrés sont restées isolées, ce qui a facilité la tâche aux capitalistes

pour les briser. C'est le cas de la grève de Flins en mars 1995. D'un autre côté les grèves du secteur public (comme l'énorme grève de décembre 1995) ne se sont pas étendues au secteur privé où se trouve cette couche combative d'ouvriers immigrés.

Malgré le chômage et les licenciements, les travailleurs immigrés et leurs enfants occupent toujours une position centrale dans la production française. Ils représentent aussi un lien vivant avec les travailleurs d'Afrique et d'Asie. Loin d'être juste des « victimes opprimées », les travailleurs immigrés ont une puissance sociale qui peut jouer un rôle énorme dans une révolution. Ce qu'il faut, c'est une direction révolutionnaire, un tribun du peuple, qui lutte contre la terreur raciste quotidienne dans les banlieues, qui lutte contre la précarité de l'emploi, surtout pour les jeunes issus de l'immigration, qui lutte contre l'oppression des femmes, y compris les mariages forcés, l'excision, et pour le droit à l'avortement libre et gratuit. C'est à la construction d'une telle direction révolutionnaire que nous nous consacrons, et nous prenons comme exemple phare l'expérience du parti bolchévique et de la révolution d'Octobre 1917.

### La Révolution russe et les femmes

Comment sortir de cette situation ? Revenons à l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat d'Engels :

« [...] l'émancipation de la femme, son égalité de condition avec l'homme est et demeure impossible tant que la femme restera exclue du travail social productif et qu'elle devra se borner au travail privé domestique. Pour que l'émancipation de la femme devienne réalisable, il faut d'abord que la femme puisse participer à la production sur une large échelle sociale et que le travail domestique ne l'occupe plus que dans une mesure insignifiante. Et cela n'est devenu possible qu'avec la grande industrie moderne qui non seulement admet sur une grande échelle le travail des femmes, mais aussi le requiert formellement et tend de plus en plus à faire du travail domestique privé une industrie publique. »

Envisageant la révolution socialiste, Engels écrit :

« Les moyens de production passant à la propriété commune, la famille conjugale cesse d'être l'unité économique de la société. L'économie domestique privée se transforme en une industrie sociale. L'entretien et l'éducation des enfants deviennent une affaire publique ; la société prend également soin de tous les enfants, qu'ils soient légitimes ou naturels. »

La Révolution russe a lutté pour mettre ces idées en pratique. Elle a immédiatement donné aux femmes le droit de vote – un droit que les Américaines n'ont obtenu qu'en 1918 à cause de l'exemple soviétique, et que les Françaises n'ont obtenu qu'en 1944 ! Toutes les lois contre les homosexuels ont été abolies. Le pouvoir de l'Eglise de contrôler les mariages, légitimer les naissances, etc. a été aboli. La conception même d'« illégitimité » a été abolie. Comme ils savaient qu'on ne peut pas simplement « abolir » la famille, qu'il faut la remplacer par des institutions sociales collectives, les bolchéviks se sont immédiatement attelés à ce travail et ont pris les mesures qu'ils pouvaient dans le contexte de pauvreté et d'arriération héritée de la vieille société et de la guerre civile.

Mais la libération des femmes n'est pas quelque chose qu'on puisse accomplir seulement à coups de nouvelles lois. Il fallait changer les conditions matérielles d'existence et trouver les ressources pour le faire. Lénine en était très conscient, surtout en ce qui concernait le travail dans l'Orient soviétique où les femmes étaient voilées et opprimées par les traditions musulmanes. Mais ces traditions étaient enracinées dans les conditions matérielles : dans l'ancienne société le droit de posséder l'eau et les terres était lié au mariage, par exemple. Un homme qui possédait plusieurs femmes possédait aussi plus de terres. « La terre à ceux qui la travaillent » était donc un moyen de libérer les femmes de la polygamie et des mariages forcés, mais ce n'étaient pas des changements qu'on pouvait accomplir d'un jour à l'autre ou par décret.

De nombreuses femmes bolchéviques, sous la direction du Jenotdel (département des femmes ouvrières et paysannes), ont mis le voile elles-mêmes pour aller éduquer et libérer les femmes d'Asie centrale. C'était un travail extrêmement dangereux et de nombreuses organisatrices bolchéviques ont été tuées. C'est pourquoi le nouvel Etat ouvrier a remis en vigueur la peine de mort explicitement contre « les meurtres anti-féministes » qui étaient déclarés des « crimes contre-révolutionnaires ». La création d'une économie planifiée et collectivisée a permis à l'Etat ouvrier d'investir le surplus de l'Ouest plus développé dans l'Est arriéré et de créer ainsi plus d'égalité entre les peuples de l'Union soviétique. Ca se voit clairement quand on regarde les conditions de vie dans les républiques de l'ex-Union soviétique et qu'on les compare à celles de l'Afghanistan, de l'autre côté de la frontière. Du côté soviétique, les femmes n'étaient plus voilées et asservies, elles savaient lire et écrire ; par contre en Afghanistan elles étaient pour la plupart analphabètes. Il y avait une différence considérable dans les chiffres de la mortalité infantile et de l'espérance de vie de chaque côté de la frontière. Evidemment, avec la contre-révolution, tout le vieux fatras est revenu dans les anciennes républiques soviétiques. Les femmes y sont les premières et principales victimes de la dévastation économique et de la réaction qui ont accompagné le retour au capitalisme.

Comme le déclarait Trotsky en 1924 dans un discours à l'Université communiste pour les travailleurs d'Orient, au moment où le pouvoir bolchévique poursuivait sa perspective de libération des femmes en Asie centrale : « Il n'y aura pas de meilleur communiste en Orient, pas de meilleur combattant pour les idées de la révolution et pour les idées du communisme, que la travailleuse éveillée à la conscience de classe. » Et nous ajouterons qu'il n'y aura pas de meilleur combattant dans les luttes de classe et pour un avenir socialiste, ici, et de l'autre côté de la Méditerranée, que les femmes issues de l'immigration. ■

## Le Bolchévik

Organe de la Ligue trotskyste de France

Abonnez-vous !

3 € pour 4 numéros (incluant Spartacist)

Hors Europe : 4,50 € (avion 6 €)

Etranger : mandat poste international

Canada : Cdn\$5

Commande :

Le Bolchévik, BP 135-10  
75463 Paris Cedex 10  
France

SCPA, C.P. 6867  
succursale A, Toronto  
Ontario M5W 1X6,  
Canada

**LE BOLCHEVIK**  
Troupes françaises, hors de Côte d'Ivoire !  
**Défense de l'Irak contre l'attaque impérialiste !**

« L'attaque contre l'Irak par les troupes américaines et britanniques est le résultat de la politique impérialiste de la bourgeoisie américaine et britannique. Cette politique vise à maintenir l'Occident dominant dans le monde et à empêcher l'émergence d'une puissance nouvelle. La défense de l'Irak est donc une lutte pour la survie de la civilisation humaine et pour la libération des peuples du monde. »

« Pour un parti ouvrier révolutionnaire multiethnique ! »

**Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)**

Centre international : Box 7429 GPO, New York, NY 10116, USA

Site Web : [www.icl-fi.org](http://www.icl-fi.org)

**Spartacist League of Australia**

Spartacist ANZ Publishing Co.  
GPO Box 3473, Sydney, NSW 2001, Australie

*Australasian*  
**SPARTACIST** 

Marxist newspaper of the Spartacist League of Australia  
\$5/4 issues (1 year) in Australia and seairmail elsewhere  
\$7/4 issues—Airmail

**Spartacist League/Britain**

Spartacist Publications  
PO Box 1041, London NW5 3EU, Grande-Bretagne

**WORKERS HAMMER** 

Marxist newspaper of the Spartacist League/Britain  
£3/1 year International rate: £7—Airmail  
Europe outside Britain and Ireland: £5

**Trotskyist League of Canada/  
Ligue trotskyste du Canada**

Spartacist Canada Publishing Association  
C.P. 6867, succursale A, Toronto, Ontario M5W 1X6, Canada

**SPARTACIST** 

English-language newspaper of the Trotskyist League/  
Ligue trotskyste

\$3/4 issues International rate: \$8—Airmail

**Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands**

SpAD, c/o Verlag Avantgarde  
Postfach 2 35 55, 10127 Berlin, Allemagne

**SPARTAKIST 4**

Herausgegeben von der Spartakist-Arbeiterpartei  
Deutschlands

4 Ausgaben: € 4  
Auslandsabo: € 7,50 Übersee Luftpost: € 10

**Spartacist Group Ireland**

PO Box 2944, Dublin 1, République d'Irlande

**SPARTACIST** IRELAND 

Newspaper of the Spartacist Group Ireland  
€4 for 4 issues International rate: €10—Airmail  
Europe outside Britain and Ireland: €7

**Ligue trotskyste de France**

Le Bolchévick, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France

**LE BOLCHEVIK** 

Publication de la Ligue trotskyste de France  
4 numéros : 3 € Hors Europe : 4,50 € (avion : 6 €)  
Etranger : mandat poste international

**Spartacist Group India/Lanka**

Ecrire à la Ligue communiste internationale, New York, USA

**Lega trotskista d'Italia**

Walter Fidacaro, C.P. 1591, 20101 Milano, Italie

**SPARTACO** 

Organo della Lega trotskista d'Italia  
Abbonamento a 4 + supplemento: € 3  
Europa: € 4;10 Paesi extraeuropei: € 6,20

**Groupe spartaciste Japon**

PO Box 49, Akabane Yubinkyoku, Kita-ku  
Tokyo 115-0091, Japon

**スパルタシスト**

Publication du Groupe spartaciste Japon  
Abonnement (2 ans): ¥500 International: ¥1000

**Grupo Espartaquista de México**

Roberto García, Apdo. Postal No. 1251, Admón. Palacio Postal 1  
C.R. 06002, México, D.F., Mexique

**ESPARTACO**

Publicación del Grupo Espartaquista de México  
México: 4 números/Mex\$15 (por correo)  
Extranjero: US\$4/4 (via aérea)  
US\$2/4 (via terrestre/marítima)

**Spartacist/Moscou**

Ecrire au Bolchévick, Paris, France

**Бюллетень Спартаковцев**

**Spartakusowska Grupa Polski**

Ecrire au Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands, Berlin

**Platforma SPARTAKUSOWCÓW** 

Pismo Spartakusowskiej Grupy Polski  
Cztery kolejne numery: 6,- zł

**Spartacist/South Africa**

Spartacist, PostNet Suite 248, Private Bag X2226  
Johannesburg 2000, Afrique du Sud

**SPARTACIST** SOUTH AFRICA 

Marxist publication of Spartacist South Africa  
South Africa: R10/4 issues International rate: \$4/4—Airmail

**Spartacist League/U.S.**

Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA

**WORKERS VANGUARD**

Biweekly organ of the Spartacist League/U.S.  
\$10/22 issues (1 year)  
International: \$25/22 issues—Airmail \$10/22 issues—Seamail

# Femmes et Révolution



**Racisme, sexisme, religion et préjugés anti-musulmans**

## Les femmes et l'immigration en France

*Cet article est basé sur une présentation faite par notre camarade Alison Spencer lors d'une journée d'étude de la Ligue trotskyste de France le 18 mai 2002. Une transcription en a été publiée dans le Bolchévik n° 161, automne 2002. L'article ci-dessous en est une version revue et augmentée pour Spartacist et publiée dans l'édition anglaise en hiver 2002-2003. A cette journée d'étude il y a aussi eu une présentation sur « Ce qu'est le trotskysme et ce qu'il n'est pas » (publiée dans le Bolchévik n° 160, été 2002) qui, partant des élections présidentielles, retraçait l'histoire de la lutte pour le trotskysme authentique contre le révisionnisme et la collaboration de classes.*

Le socialiste utopique français Charles Fourier expliquait que la condition féminine est une façon très précise d'évaluer à quel degré une société a été purgée de son oppression sociale en général. En ce moment en France, 70 000 jeunes filles sont menacées d'être mariées de force. 35 000 jeunes filles subissent ou risquent de subir des mutilations sexuelles. Ce sont les chiffres publiés en janvier 2002. Pour vous donner une idée de l'augmentation de l'oppression des femmes, qui est une mesure de l'oppression générale dans cette société : il y a dix ans les chiffres montraient que 10 000 filles étaient menacées de mutilations sexuelles. Il y a donc une escalade de 250 % depuis dix ans ! Selon l'échelle de Fourier, il y a donc une effrayante régression du progrès et une intensification de l'oppression sociale dans ce pays.

Cette société qui se pare des atours de la liberté et de l'égalité est un véritable enfer, surtout pour les jeunes filles et les femmes issues de l'immigration. La mutilation sexuelle et les mariages forcés sont des choses qui ne se voient pas au grand jour. Ce sont des peurs et des menaces mortelles qui ont lieu entre les quatre murs du foyer familial. Mais le fait qu'on voit de plus en plus couramment des femmes voilées montre bien que l'oppression des femmes et l'influence de la religion augmentent. Il n'y a pas de chiffres, mais on voit le foulard islamique partout dans la rue et on voit de plus en plus de *tchadors*, le voile islamique qui représente l'exclu-



**Août 1996, Vigipirate en action : les filcs prennent d'assaut l'église Saint-Bernard à Paris et raflent les immigrés pour les expulser.**

sion totale des femmes de la société et leur asservissement dans la famille.

Pour nous les droits démocratiques sont indivisibles, et une attaque contre un, c'est une attaque contre tous. Je voudrais expliquer comment cette aggravation de l'oppression des femmes est directement liée à la politique anti-ouvrière et anti-immigrés de l'Etat français qui a été géré par un « gouvernement de gauche » pendant des années. Mais examinons d'abord d'où vient cette augmentation de l'influence religieuse et des pratiques anti-femmes.

### Le foulard et la République

En 1989, en pleine célébration du 200<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution française, trois jeunes filles se sont présentées au lycée portant un foulard islamique. Il y a immédiatement eu

*suite page 46*